

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

HISTOIRE

DE LA

COUR D'APPEL DE RIOM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 12 décembre 1907, à 1 heure.

PAR

Daniel SALVY

Avocat à la Cour d'Appel de Riom

Membre correspondant de l'Académie de Clermont-Ferrand

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. BARTIN, professeur.} \\ \text{CHÉNON, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

HISTOIRE
DE LA
COUR D'APPEL DE RIOM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 12 décembre 1907, à 1 heure.

PAR

Daniel SALVY

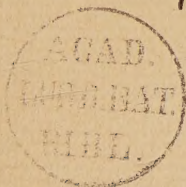
Avocat à la Cour d'Appel de Riom

Membre correspondant de l'Académie de Clermont-Ferrand

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

Suffragants :

}	MM. BARTIN, professeur.
	CHÉNON, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

« Connaissez-vous le pays où croissent et fleurissent les
« moyens de cassation ; où le papyrus timbré étale en plein
« soleil ses feuilles rudes, épaisses, marquées d'empreintes
« augustes et chères aux plaideurs ; où à la bienfaisante
« chaleur de la procédure se gonflent et s'emplissent les
« flancs du dossier aux fruits d'or ? Ce pays, c'est Riom.

« Songez bien à ce qu'on éprouve quand on se dit à soi-
« même : « Tu vois toutes ces maisons noires : et bien,
« dans chacune il y a au moins, un conseiller ou un juge,
« enfin un magistrat et debout peut-être ! ou un avocat, ou
« un avoué, ou un huissier ! On n'entend pas ouvrir une
« porte sans frissonner ; de grands arbres inclinent et allon-
« gent sur votre collet leurs branches pendantes et appré-
« hendantes. Le vent murmure : « Au nom de la loi ; » les
« fontaines gazouillent : « Remis à huitaine ; » les girouet-
« tent grincent : « Votre pourvoi est rejeté ! »

« Il n'est pas de ville qui me représente mieux ce que
« devait être autrefois un siège de parlement. »

(Le Figaro, 1^{er} avril 1866.)

AVANT-PROPOS

CRÉATION DES TRIBUNAUX D'APPEL SUPÉRIEURS; ÉMOI CAUSÉ
EN AUVERGNE PAR CETTE NOUVELLE; RIOM ET CLERMONT;
TABLEAU DE LA SITUATION RESPECTIVE DES DEUX VILLES
AVANT ET A LA RÉVOLUTION.

Après le Coup d'État du 18 brumaire, le Premier Consul fit aussitôt désigner dans les Conseils des Anciens et des Cinq-Cents deux commissions chargées d'élaborer une constitution nouvelle qui remplaçât celle de l'an III.

« La République Française, disait Vasse, membre de la
« commission des Cinq-Cents, en culbutant toutes les ins-
« titutions du régime monarchique, y a substitué une mul-
« titude de rouages et d'agents, dont le nombre nous a fait
« dépasser la superfétation d'agents et d'administrateurs
« qui avait surchargé et affaïssé la République romaine.
« Cette redondance d'employés et de fonctionnaires, utile
« peut-être à la Révolution, est reconnue nuisible et super-
« flue à la République. Ces vérités sont reconnues, et la

« volonté générale d'une organisation plus simplifiée et
« moins imparfaite est manifestée (1). »

La simplification de l'organisation judiciaire en Auvergne avait été réalisée déjà par la Révolution, et en particulier par la constitution de l'an III. « Mais, ajoutait Vasse, « l'expérience et la méditation découvrent des vices et « des imperfections dans quelques parties de l'organisation « nouvelle (2). »

Ce reproche était surtout mérité en ce qui concernait, en matière juridique, l'exercice du droit d'appel. L'appel des jugements d'un tribunal était, en effet, porté à un tribunal du même ordre du département voisin. Il y avait là, toujours d'après Vasse, un premier vice résultant de l'égalité numérique des deux juridictions. Le nombre des juges d'appel doit être supérieur à celui des magistrats dont ils sont appelés à contrôler la sentence. « Si le premier juge-
« ment était émané de cinq juges unanimes (en l'an III les
« tribunaux jugeaient au nombre de cinq membres) et que
« sur l'appel il soit réformé par trois voix contre deux,
« l'avis de trois juges aura donc prévalu contre celui de
« sept (3) ! »

Mais le juge d'appel doit surtout inspirer un plus haut degré de confiance et être nanti d'une autorité plus étendue. Le justiciable a le droit de rencontrer dans la seconde juridiction des éléments plus éclairés, plus rompus aux

1. Séance du 18 frimaire an VIII.

2. Séance du 18 frimaire an VIII.

3. Séance du 18 frimaire an VIII.

affaires. Il faut d'autre part prémunir les deux juridictions contre l'esprit de rivalité qui les pousserait à des réformes systématiques, et contre l'esprit de complaisance qui les entrainerait à confirmer à charge de revanche, les décisions qui leur seraient déférées.

Cependant à ces écueils que présentait l'organisation de l'an III, fallait-il substituer le danger d'une hiérarchie qui attiserait les ambitions et altérerait l'indépendance des magistrats ? Mais ce n'était là qu'un inconvénient, compensé par la noble émulation et l'ardeur au travail que développerait la prééminence des juges d'appels.

Telles sont les considérations qui allaient décider de la réforme judiciaire.

A peine ce courant d'opinions fut-il connu dans le Puy-de-Dôme qu'il y provoqua un vif émoi. Deux cités se dressaient là, côte à côte, divisées par une jalousie plusieurs fois séculaire, jalousie dont les cendres, malgré la distance qui sépare aujourd'hui Riom déchu de Clermont toujours grandissant, ne sont pas encore complètement refroidies.

Mais alors, en l'an VIII, Riom bien qu'encore tout meurtri des résultats des derniers tournois engagés, se sentait toujours de taille à se mesurer avec son ambitieuse voisine.

La rivalité des deux vieilles villes de la Basse Auvergne se perd dans la nuit de leur fondation. La légende veut que Riom ait été fondé par les Grecs, Clermont par les Troyens ; et s'il ne s'est pas trouvé d'Homère Auvergnat pour chanter leurs premières luttes, c'est avec vérité qu'en

1689, Servier, avocat général au Parlement de Paris, pouvait écrire : « Au pays d'Auvergne, nous avons vu *dès long-temps* une grande contention et émulation entre les vil-
« les de Riom et de Clermont. »

Il y avait bien longtemps en effet que, toujours d'après Servier, « l'une se disait la première et l'autre portait sa
« tête par-dessus toutes les voisines ». La marquise de Sennecey, cette grande Riomaise, et le Clermontois Dulaure ne faisaient que rééditer de bien vieilles chansons, celle-là en assurant ; « qu'un citoyen de Clermont ne peut être hon-
« nête homme (1) » ; celui-ci en constatant que « Riom
« toute peuplée de robins, joint à l'arrogance des nouveaux
« annoblis la morgue de la magistrature ». C'est là, la monnaie des attaques qui depuis le XII^e siècle, sans remonter au déluge, caractérise l'antagonisme sévissant entre les deux villes.

Au XIII^e siècle, l'Auvergne est divisée en quatre parts : le Comté et le Dauphiné d'Auvergne, le Comté de Clermont, propriété des évêques de Clermont, enfin le duché d'Auvergne, la partie la plus importante de la Province, qui appartenait au Roi et dont la capitale était Riom, Riom ainsi naturellement appelé à recevoir les établissements judiciaires fondés par le pouvoir royal. Aussi Philippe-Auguste y installe-t-il le bailliage d'Auvergne, qu'Alphonse de Poitiers, duc d'Auvergne, met sous la direction du Connétable d'Auvergne, et dont Jean de Berry fait la Sénéchaus-

1. FLÉCHIER. *Les Grands Jours d'Auvergne*.

sée d'Auvergne. Riom est dès lors le chef-lieu de la Province pour l'exercice de la justice : que sont en comparaison de sa sénéchaussée, les justices des Comtes et des Dauphins d'Auvergne, ou des Évêques-Comtes de Clermont ?

Aussi va-t-il entrer en lice avec Clermont pour la conquête de tous les établissements nouveaux qui se créeront successivement dans la Province et les deux villes ne tarderont pas non plus à combattre pour la défense de ceux qui existent déjà. Intrigues, cabales, envois à la Cour de délégations secrètes pour qui toutes armes sont bonnes, ainsi se traduit dès cette époque la farouche rivalité de « Clermont le Riche et de Riom le Beau » (1).

En 1309, on dispute sur le ressort de l'officialité de Clermont ; en 1370, sur le lieu de réunion des États Provinciaux ; en 1385, sur la résidence du Receveur des Aides ; en 1396, sur le siège d'élection dans la Basse Auvergne ; en 1455, encore sur la résidence du Receveur des Aides ; en 1539, en 1547, sur la confirmation du siège de la Sénéchaussée à Riom.

La victoire sourit le plus souvent à cette dernière ville. Sa Sénéchaussée que lui conservent François 1^{er} et Henri II est devenue, tant par son étendue que par le renom de ses magistrats une des plus brillantes de France, « un des plus beaux sièges du Royaume » a dit le roi Henri II (dans l'édit de 1556).

1. Clermont le Riche, Riom le Beau, Montferrand le Fort.
(*Proverbe local.*)

Mais voici que la femme même de ce monarque, la redoutable Catherine de Médicis, qui a entrepris contre les Évêques-Comtes de Clermont un procès célèbre, pour se faire reconnaître propriétaire par voie d'héritage du Comté de Clermont, va obtenir le 29 avril 1551 un arrêt du Parlement lui donnant gain de cause contre l'évêque Guillaume Duprat. Catherine n'aura pas désormais assez de faveurs pour sa nouvelle conquête, qui vient ainsi de se trouver réunie au domaine royal. Dès 1551, elle y fait installer une sénéchaussée, et deux ans après, elle obtient du Roi que les appels des décisions de Clermont soient portés directement devant le Parlement de Paris.

Riom bondit sous l'outrage et peut faire rapporter le 6 mai 1558 les lettres patentes qui en avaient ainsi décidé. Mais il ne pardonna pas à Catherine et engloba les Valois dans sa rancune, attisée encore par les dédains de Charles IX qui, traversant l'Auvergne en 1566, négligeait de s'arrêter à Riom.

L'étoile de Riom va désormais pâlir. En 1574, il se voit retirer l'exemption des tailles, et ce ne sera, en 1576, qu'en raison d'une distraction royale que le Sénéchal de la Province sera chargé de réunir à Riom les États Provinciaux. Les Clermontois indignés n'ont qu'à adresser au Roi leurs représentations pour faire rapporter cet ordre, un peu tard, il est vrai, car les États étaient déjà réunis. On en convoqua d'autres à Clermont ; et tout ce que put obtenir Riom fut le droit pour les premiers délégués de siéger aux États de Clermont.

En 1579, Riom se voit enlever sa prévôté. Son présidial était fort menacé depuis 1575, les Clermontois en ayant demandé le transfert dans leur ville ; et Riom n'avait pu conjurer l'orage qu'en offrant au Roi 20.000 livres que celui-ci (déjà paraît-il l'équilibre du budget ne se pouvait obtenir que par de savantes manœuvres) avait cru pouvoir accepter...

Mais en 1582, le monarque, oublieux des largesses riomoises, accorde à Clermont un siège présidial, et son édit, en dépit des protestations de la noblesse d'Auvergne et d'Élisabeth d'Autriche, et malgré une éloquente plaidoirie d'Antoine Arnaud, est enregistré au Parlement le 9 août 1582.

La réunion des États de 1588 est pour Riom l'occasion d'une humiliation nouvelle : le siège de l'Assemblée fixé d'abord par le Roi à Riom, puis à Maringues, est définitivement reporté à Clermont ; la question de préséance des deux sénéchaux allume une guerre violente ; les Clermontois ne parlent de rien moins que d'organiser une Sainte-Barthélemy nouvelle et de daguer les Riomois. Ceux-ci doivent céder malgré l'attitude énergique du lieutenant général Claude Binet.

Les défaveurs royales jetèrent Riom dans le parti de la Ligue. Clermont, qui, plus opportunément, avait pris parti pour le Roi, en profita pour se faire attribuer tous les établissements et privilèges de sa malavisée voisine.

Mais l'avènement du bon roi Henry IV empêcha la consommation de l'injustice, et Riom fut rétabli dans tous ses

anciens droits et privilèges « en souvenir de sa réduction « en l'obéissance du roi » (1).

Riom ne sortait pas moins de cette période de troubles, humilié et abaissé. Sa rivale crut pouvoir, sous Louis XIII, lui chercher une querelle nouvelle, mais un arrêt du Parlement de 1626 confirma à la Sénéchaussée de Riom le titre de Sénéchaussée d'Auvergne (2), qu'elle conserva jusqu'à l'anéantissement des juridictions de l'ancien régime.

La création des tribunaux supérieurs d'appel allait amener le régime nouveau à opter entre les deux cités. Sur laquelle s'arrêterait son choix ?

En l'an VIII l'écart entre la situation des deux villes n'était pas ce qu'il est aujourd'hui. Riom qui était alors sans contredit la seconde ville de la Province ne voulait pas convenir qu'elle n'en fût pas la première. « La ville « de Riom, écrivait Chabrol en 1786, partage avec celle de

(1) ÉDOUARD ÉVERAT, *La Sénéchaussée d'Auvergne. — Coutumes d'Auvergne de Chabrol.* — Les Archives de Riom cataloguées par FRANÇOIS BOYER.

2. Arrêt du 8 avril 1626 : « Maintenant le Sénéchal d'Auvergne et les officiers de Riom en la possession de prendre la qualité de Sénéchal d'Auvergne et de pouvoir faire « expédier et délivrer leurs sentences et autres actes en « cette qualité et faisant défense au Sénéchal et officiers de « Clermont de plus prendre la qualité de Sénéchal et officiers de la Sénéchaussée d'Auvergne, et de ne plus en user « en l'expédition de leurs sentences et actes judiciaires, « mais seulement la qualité de Sénéchal et officiers de « Clermont. » *Coutumes de CHABROL*, t. I, p. XCVI.

« Clermont le titre de capitale. Elle est particulièrement
« celle du Duché dont la suzeraineté comprend la Pro-
« vince en son entier, et en est le chef-lieu pour l'adminis-
« tration de la justice. Une transaction passée le 15 jan-
« vier 1556 entre ces deux villes et homologuée par le roi
« Henri II dans le même mois, règle ainsi leurs droits et
« prééminences : elle déclare la ville de Clermont chef et
« capitale du pays et celle de Riom semblablement chef du
« Duché d'Auvergne et aussi chef desdites villes et pays
« pour l'exercice de la justice et convocation du ban et de
« l'arrière-ban. De Thou la proclamait : *Præcipuum in*
« *Arvernīs oppidum*. Papon : la première ville de la Pro-
« vince ; et Mornac : *provinciae in partem caput* (1). »

Chabrol, on le voit, était contraint déjà (en 1786) de faire appel à des arguments rétrospectifs. C'est qu'en effet Riom qui avait compté jusqu'à 30.000 habitants n'en comptait plus 15.000 (2). Au début du xv^e siècle, une supplique des religieux de Saint-Amable à l'Antipape Benoît XIII porte la population riomoise à 30.000 âmes. En 1638, d'après un mémoire du Chapitre de Saint-Amable contre le Prieur de Saint-Jean elle était encore de plus de 20.000. Necker en 1788, la fixe à 14.800. Mais Clermont n'était guère plus peuplé. Tandis que le recensement dernier accuse 52.933 habitants, la population de Clermont réunie à celle

1. CHABROL. Coutumes d'Auvergne. Art. Riom, p. 436.

2. Aujourd'hui il est nécessaire d'après le dernier recensement de faire état de la garnison et du personnel de la Maison Centrale pour arriver à 11.061.

de Montferrand n'atteignait en 1788, toujours d'après Neker, que 24.000 âmes, dans lesquelles Montferrand figurait pour 4.500. Et le rattachement de Montferrand, tout récent encore (il datait de 1731) ne constituait qu'un accouplement quelque peu disparate.

Numériquement, Clermont et Riom se pouvaient donc à peu près équilibrer.

Au point de vue esthétique, la supériorité de Riom, Riom le Beau, n'était pas niable : « Riom, a dit Grenier dans ses observations aux pouvoirs publics de l'an VIII, « est une des « plus belles villes de la République. Le soin porté à sa « construction, l'agrément de son site étonnent les voya-
« geurs. » Et si l'on considère en effet le plan de Riom en 1793, l'on y relève un ensemble d'établissements, d'hôtels, de curiosités et monuments historiques que le Clermont d'alors, tout entier contenu entre la Place Delille et et la Place de Jaude, était loin d'égaler (1).

Si au point de vue administratif Clermont avait été jusqu'à la Révolution le chef-lieu de la Province d'Auvergne et la résidence du Gouverneur, Riom avait été jusqu'à la même époque le siège de la Généralité (2). Les Intendants

1. La comparaison des plans de Riom révèle qu'à l'exception du quartier clairsemé de la gare, la ville est demeurée ce qu'elle était ; tandis qu'à tous ses aspects Clermont s'est enrichi de quartiers nouveaux et luxueux. (Avenue de Royat, Cours Sablon, quartiers des Roches et de la Gare etc.)

2. Les Généralités étaient les grandes divisions territoriales de l'ancienne France, adoptées pour l'Administration des impôts. A la fin de l'ancien régime on en comptait trente-quatre.

il est vrai, les derniers spécialement, pour une cause ou pour une autre avaient imaginé d'aller résider à Clermont, vieux errements qui ne sont pas sans avoir de nos jours trouvé malgré les protestations des propriétaires riomois, de lointains imitateurs. Mais leur titre n'en était pas moins : « Intendant de Justice, Police et Finances de la Généralité de Riom. » Et Grenier assure qu'ils n'obtenaient la permission de demeurer à Clermont qu'à la charge de séjourner une partie de l'année à Riom où ils louaient pour cela un hôtel meublé (1). La ville leur faisait même la gracieuseté de leur louer à ses frais un appartement dont ils n'usaient guère. On montre encore à Riom l'hôtel du dernier Intendant d'Auvergne, M. de Chazerat.

Siège de la Généralité, Riom en avait conservé l'attribut essentiel : le bureau des Finances. Ce bureau fondé en 1551 avait été sans cesse grandissant, son ressort s'étendait sur l'Auvergne, la Marche et le Limousin, mais il perdit ces deux dernières provinces et quatre-vingts paroisses de l'Auvergne, à la création des sièges de Limoges (1573) et de Moulins (1587).

Le bureau des Finances de Riom comprenait un premier président, vingt-quatre trésoriers, deux procureurs du roi, deux avocats du roi, un chevalier d'honneur, trois greffiers, deux receveurs des domaines, deux contrôleurs, deux commis-greffiers et un huissier. Il y était attaché neuf charges de procureur.

1. GRENIER. Observations aux Consuls.

La ville possédait aussi un hôtel des Monnaies. Riom a frappé monnaie dès la plus haute antiquité. On trouve des monnaies mérovingiennes qui en proviennent, et les monnaies riomoises d'Alphonse de Poitiers ne sont pas rares. Des lettres de Charles VII au Sénéchal d'Auvergne Jean de Langeac, du 14 avril 1422, attestent que Riom était siège de monnaie royale. L'hôtel des Monnaies transféré momentanément à Saint-Pourçain fit retour à Riom en 1681. Il occupait d'après Ballainvilliers (1765) deux juges-gardes, un procureur du roi, un directeur, un contrôleur, un essayeur et un graveur. A Riom siégeait aussi la Cour des Monnaies qui exerçait dans toute la région la police des corporations travaillant l'or et l'argent, et dont le ressort s'étendait même sur le Velay et le Bourbonnais (1).

Riom était encore, comme Clermont d'ailleurs, le siège d'une Élection. On désignait ainsi une juridiction financière confiée à des juges appelés : Élus. La Basse Auvergne n'avait constitué primitivement qu'une seule Élection fixée à Clermont, puis transférée à Riom par lettres patentes du Duc Jean de Berry du 8 juin 1385, confirmée en cette ville par lettres de Charles VI du 20 janvier 1396, et reportée à Clermont en vertu de la transaction du 1^{er} janvier 1556. Mais un édit de septembre 1629 avait divisé la Basse Auvergne

1. CHABROL. Coutumes, Art. Riom. — Rapport des Intendants d'Auvergne Ballainvilliers et Lefèvre d'Ormesson sur l'état de la province.

en quatre Élections siégeant à Clermont, Riom, Issoire et Brioude. Elles comprenaient chacune un Président, un lieutenant, deux élus (celle de Clermont en comptait trois) et un Procureur du Roi. Le ressort de l'Élection de Riom embrassait quatre villes (Riom, Thiers, Maringues et Montaigut en Combrailles) et 139 collectes.

Diverses juridictions secondaires fonctionnaient à Riom : Juridiction consulaire fondée en mars 1567 (cette juridiction existait également à Clermont, Thiers et Brioude). Juridiction des greniers à sel, composée d'un Président, un procureur, un greffier et un contrôleur, créée par ordonnance du 31 octobre 1717. Maîtrise des eaux et forêts datant de 1728 (il s'en trouvait une autre à Ambert) et comprenant un lieutenant, un maître particulier, un garde marteau, un procureur du roi et un greffier. Prévôté générale de la maréchaussée d'Auvergne ayant juridiction sur toute la province et composée d'un prévôt, de deux lieutenants dont un résidant à Saint-Flour, d'un assesseur, d'un procureur et d'un greffier.

Si Clermont avait ses évêques, Riom à la fin du XVIII^e siècle ne comptait pas moins de trois Chapitres : celui de Saint-Amable, celui de Notre-Dame du Marthuret et celui de la Sainte Chapelle. La ville abritait de nombreuses et riches communautés religieuses : les Capucins, les Cordeliers, les Oratoriens, les Carmes, et les Chanoines réguliers de la Congrégation de France, voici pour les congrégations d'hommes. Les Visitandines, les Carmélites, les Hospitalières et les Sœurs de Notre-Dame, voilà pour les congréga-

tions de femmes. Les unes ou les autres desservait cinq hôpitaux : l'Hôtel-Dieu ou hôpital de Saint-Acassy ou Saint-Cassy, dont l'aumônier avait le titre de curé ; l'Hôpital-Général, un refuge pour les filles publiques ; l'hôpital de Saint-Jean des Abandonnés ou des Incurables, et la Miséricorde pour les pauvres de la ville. Riom renfermait dix-sept églises tant régulières que séculières ; de nombreuses confréries y florissaient : confrérie de Saint-Amable, confréries du Corps-Dieu, de la Sainte-Croix, du Saint-Sacrement, de l'Aumône, etc. Son collège tenu par les Oratoriens qui en avaient porté haut le renom, comptait plus de huit cents élèves. La confrérie de Saint-Côme, établie à Riom, délivrait des diplômes de médecin et de chirurgien ; celle des médecins exerçait un droit de juridiction et fournissait aux maîtres chirurgiens des lettres d'exercice leur permettant de pratiquer leur art. Une Académie Royale d'Équitation fort enviée de Clermont qui avait maintes fois essayé de se la faire attribuer, siégeait également à Riom.

Et par-dessus tout cet ensemble d'établissements qui assuraient la prospérité matérielle et morale de la ville, resplendissait la Sénéchaussée.

La Sénéchaussée d'Auvergne qui faisait de Riom le chef-lieu judiciaire de la Province étendait au XVIII^e siècle son ressort : en Haute Auvergne sur les Baillages de Salers et d'Andelat et sur la Prévôté de Chaudesaigues ; en Basse-Auvergne sur l'ancienne Prévôté de Riom et celles de Langeac, Nonette, Usson, Pallu et Calvinet, Ardes, Chilhac, Saint-Cirgues, Merdogne et Saint-Ilpize ; enfin dans le

Gévaudan sur les Prévôtés de Saugues et de Mal zieu. Sa juridiction s'étendait en outre sur une foule de justices seigneuriales.

Qu'était auprès d'elle la Sénéchaussée de Clermont dont le ressort ne s'étendait qu'à la Prévôté d'Issoire !

La Sénéchaussée d'Auvergne était composée d'un Sénéchal, de deux présidents, d'un lieutenant général civil et d'un lieutenant général criminel, maintenu même après l'ordonnance de Blois, à raison de l'importance du siège ; d'un lieutenant particulier civil, d'un lieutenant assesseur criminel, de dix-sept conseillers laïques, d'un conseiller clerc, d'un conseiller d'honneur et d'un procureur du roi. Chabrol auquel nous empruntons cette énumération oublie même, ce que ne fait pas Ballainvilliers, le greffier civil, le greffier criminel et le receveur des consignations (1).

1. Nous pensons intéressant de rappeler ici la composition de la Sénéchaussée lors de sa suppression.

Sénéchal : le comte de Langheac.

Lieutenant général : Dufraisse.

Président : Rollet-Davaux.

Lieutenant criminel : Chabrol.

Lieutenant particulier : Milanges de Saint-Genès.

Assesseur : Brugière de Barante.

Conseillers laïques : Brujas, doyen ; Archon de la Roche ; Faydit ; de Nèvrezé ; Archon Despérouses ; Montanier ; Faradesche de Gromont ; Andraud ; de la Farge ; Soubrany ; Jaffaux ; Mollin ; Rollet des Marais ; de Védrine ; Bidon de Villemonteix ; Urion de la Guesle ; Cathol du Deffand.

Conseiller clerc : Millanges.

Autour de ces magistrats gravitaient d'innombrables gens de robe. Le Barreau, d'abord, qui jouissait d'un tel renom, que l'abbé Chevalier (Office de Saint-Amable) n'hésite pas à le comparer à l'Aréopage d'Athènes ! Les procureurs, les notaires, les huissiers et les clercs de la Basoche. Un tableau dressé en 1780 par l'imprimeur Desgouttes cite trente-six avocats et soixante et un procureurs occupant près la Sénéchaussée.

Le prix des charges des magistrats (elles s'achetaient alors) donne la mesure du relief de la Sénéchaussée. L'Intendant d'Ormesson rapporte dans son mémoire sur la Province que la charge de lieutenant général avait atteint le prix de 120.000 livres ; celles de conseiller au Présidial valaient 20.000 et jusqu'à 40.000 livres. A Clermont leur prix n'atteignait pas les trois quarts de ces chiffres.

Les Sénéchaussées avaient sombré dans la tourmente en même temps que les provinces. Lorsqu'il avait été question en 1789 de diviser la France en départements. Clermont s'était fort ému d'un projet qui devait aboutir forcément au morcellement de l'Auvergne. Riom s'en était réjoui : s'il n'en devait rien tirer, sa rivale en serait du

Conseillers honoraires : Pellissier ; Bidon père.

Avocats du Roi : Boudet des Natières ; Cathol.

Procureur du Roi : Taillardat de la Maisonneuve.

Avocats du Roi honoraires : Chabrol ; Ducrohet.

Conseiller d'honneur : Millanges fils.

moins diminuée. Les deux villes immédiatement s'agitaient, envoyaient à Paris des délégations qui couraient les antichambres, se dénigrant, se harcelant (1). Quelle serait la limite du département ? Où serait le chef-lieu ? Le 10 février 1790, l'Assemblée constituante, soucieuse d'échapper aux responsabilités, décrétait que : « La première Assemblée du Bas pays d'Auvergne se tiendra à Clermont et que dans le cas où il serait établi un tribunal supérieur dans le département, il sera délibéré par les électeurs du département s'il convient d'en fixer le siège par préférence à Clermont, au quel cas l'administration du département sera fixée en la ville de Riom. »

En attendant, Clermont devenait le chef-lieu du Puy-de-Dôme. Les deux villes étaient dotées d'un tribunal civil puisqu'il allait en exister un par district. Gauthier de Biauzat, eut bien voulu du moins priver Riom d'un tribunal de commerce, mais grâce à Montlosier, Riom en obtenait un en même temps que Thiers, Ambert, et Billom.

Riom avait même la bonne fortune de se voir attribuer l'unique tribunal criminel départemental institué par la constitution de l'an III. Ce n'avait point été sans peine : les députés de Clermont, Biauzat et d'Albiat, s'étaient assurés l'appui de leurs collègues du Puy-de-Dôme, Dulaure et Bancal des Issarts. Ceux de Riom-Barthélemy et Faydit, intéressaient à leur cause Méjansac et Bertrand, du Cantal,

1. MÈGE. Formation du département du Puy-de-Dôme, pages 96. 113.

Jonnard, de la Creuse et le rapporteur même du projet, Lecerf, grâce à qui ils purent l'emporter.

Mais tous les établissements d'instruction publique créés par l'État au cours de cette période étaient l'apanage de Clermont : lycée, institut, Ecole centrale. N'avait-il point Couthon parmi ses protecteurs ! Certains Riomois furent même individuellement victimes du favoritisme de ce dernier. Le citoyen Grangier avait installé dans son hôtel un remarquable cabinet de physique. Il lui fut enjoint de mettre ses instruments à la disposition de l'Institut de Clermont « attendu, dit le décret, que si Grangier est attaché à la chose publique, il doit s'empressez d'offrir à la jeunesse qui doit « la soutenir, les moyens de s'instruire », et Grangier s'exécuta...

Telle était la situation respective des deux cités lorsque intervint la constitution de l'an VIII, attribuant non aux électeurs, comme y avait songé l'Assemblée Constituante, mais aux pouvoirs publics, le mandat de créer des tribunaux supérieurs dont le ressort et le siège seraient déterminés par la loi.

Les deux éternels champions se redressent. Après deux siècles de lutte ils vont se retrouver en présence, dans des conditions qui paraissent rendre la victoire incertaine. Si Riom est fort de ses titres judiciaires, de son intellectualité, Clermont se targue de sa puissance matérielle, de sa richesse, de ses conquêtes. Fier de la suprématie qu'il a ravie à sa voisine sur tous les autres terrains, il va revendiquer le droit d'être le premier aussi dans l'ordre

udiciaire. Mais Riom, de ses anciennes splendeurs, n'a conservé que l'espérance de demeurer « le chef-lieu pour l'exercice de la justice de l'ancienne province démembrée. Et il opposera à l'heureuse assurance de son adversaire, l'énergie du désespoir.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA FONDATION DU TRIBUNAL D'APPEL

Dès le commencement de frimaire an VIII, une rumeur s'élève dans les deux villes de Clermont et de Riom. Une nouvelle organisation judiciaire est à la veille de naître, des tribunaux supérieurs vont être constitués qui régiront des groupes de trois ou quatre départements. Le Puy-de-Dôme sera appelé sans doute à en posséder un.

Clermont aussitôt s'éveille. Sa municipalité se réunit le 12 frimaire et décide d'en écrire à Gauthier de Biauzat (1).

1. GAUTHIER DE BIAUZAT (1739-1815), Avocat à Clermont, Député du tiers à l'Assemblée Constituante, Juge à Versailles (1790), puis à Paris (1791) ; emprisonné et relâché après le 9 thermidor, maire de Clermont en l'an III ; commissaire du Pouvoir Exécutif près le Tribunal Correctionnel de Paris en l'an IV ; juge au Tribunal de Cassation en l'an V.

Juge au Tribunal de Cassation, il apparaissait parmi les Clermontois occupant une situation dans la capitale, le plus apte à soutenir et faire triompher les intérêts de ses compatriotes. Les administrateurs municipaux lui rappellent adroitement les services éminents qu'il a rendus à la ville et ils ajoutent : « Nous vous invitons, Citoyen, au nom de » l'attachement que vous avez voué à notre commune, au « nom du bien public du département du Puy-de-Dôme, « d'employer tous les moyens qui sont en votre pouvoir, « pour que les intérêts de vos administrés ainsi que ceux « du département, ne soient pas sacrifiés, comme en l'an III « et en l'an IV, aux prétentions immodérées de ceux qui « n'ont envisagé la Révolution que comme un moyen de « satisfaire leur cupidité au détriment même de ceux dont « ils ont l'air d'avoir à cœur les avantages... Nos concitoyens « se proposent d'envoyer à Paris des commissaires char- « gés de voir les membres de la commission législative et « de vous aider dans les démarches à faire. Nous vous invi- « tons à nous indiquer le plus tôt possible la conduite que « nous aurons à tenir et à préparer provisoirement les « voies au succès de notre demande (1). »

L'amère allusion que renferme cette lettre à l'opportunisme prétendu des opinions riomoises, trahit les perplexités qui agitaient alors les administrateurs clermontois. Divisés en deux camps, les *patriotes*, les républicains

1. Papiers de Gauthier de Biauzat. Collection Desbouis.
Lettre de la Municipalité de Clermont du 12 frimaire an VIII.

avérés qui avaient la majorité dans le Conseil, et les *réactionnaires*, les gens de l'an V qui jusqu'au 18 brumaire avaient rêvé d'une restauration monarchique, ils se demandaient anxieusement, depuis le Coup d'État, avec lequel des partis allait gouverner le nouveau Maître de la France.

L'intérêt local ne put assoupir leurs dissensions, et lorsqu'il s'agit d'envoyer des délégués à Paris l'accord fut impossible. Les modérés qui étaient les moins nombreux se fussent accommodés, éternel rêve dont se leurrent les minorités parlementaires, d'une représentation proportionnelle dans la commission ; mais les exaltés se sentant les plus forts ne voulurent pas entendre parler d'un semblable compromis.

La fraction royaliste décida alors d'envoyer à Paris les citoyens Rabusson-Lamothe, Taché et Boirot ; tandis que le corps municipal dans sa séance du 19 frimaire déléguait officiellement le citoyen Veyssset, son président, comme « commissaire pour se rendre sans délai dans la commune de Paris à l'effet de présenter au gouvernement conjointement avec le citoyen Gauthier de Biauzat, juge au Tribunal de Cassation qu'elle nomme aussi commissaire par ces présentes, les justes réclamations des citoyens (1). »

Le 20 frimaire, Biauzat est avisé de cette délibération par une lettre qui montre bien quel est l'état des esprits :

1. *Délibération du 19 frimaire an VIII.*

« Les républicains de votre commune se sont décidés à
« envoyer le citoyen Veyssset en qualité de commissaire à
« l'effet de se concerter avec vous sur l'objet dont nous
« vous avons déjà entretenu dans nos précédentes lettres.
« Nous vous assurons au moins avec vérité que les répu-
« blicains de notre commune, bien différents des réac-
« tionnaires dont ils auront toujours été victimes, n'ont
« aucune arrière-pensée dans la mission dont ils ont revêtu
« le citoyen Veyssset, et que l'intérêt seul de la commune
« de Clermont-Ferrand étant l'objet de leur démarche, on
« ne les verra pas se couvrir hypocritement du manteau
« du bien public pour solliciter les destitutions, provoquer
« les vengeances, ourdir des calomnies dans l'obscurité et
« s'occuper de déifier les atrocités de l'an V. Il serait trop
« long, Citoyen, de vous faire le détail de toutes les manœu-
« vres des réactionnaires de notre commune dans la cir-
« constance présente. Le citoyen Veyssset vous instruira de
« tout... »

Riom avait été plus vite et le 18 frimaire ses délégués mettaient déjà le pied sur le sol de la capitale. L'union y avait été complète. Les vieux Romanistes riomois sentaient qu'ils allaient avoir à lutter non pas *de lucro captando* mais pour sauver la patrie en danger. Plus de rivalités, plus de discordes. Dès le 12 frimaire, les administrateurs municipaux informés par Tailhand (1) des événements qui

1. TAILHAND 1771-1849, beau-frère de Romme, défenseur officieux, puis avocat, siégea au Corps municipal en 92, 93, 94, 97 et en faisait encore partie en l'an VIII. Avocat à la

se préparaient et de l'agitation des Clermontois, avaient décidé de convoquer toute la population pour le lendemain. Le 13, un grand nombre de citoyens répondirent à leur appel ; et « la matière ayant été mise en délibération et « mûrement discutée » (1), l'Assemblée acclama les citoyens Tailhand, administrateur municipal et Pagès (2), homme de loi, qu'elle chargeait de partir pour Paris soutenir les intérêts de la Commune.

Les suffrages de l'Assemblée avaient été de tous points habiles. La valeur des deux délégués se doublait en effet de la divergence de leurs opinions, qui allait donner à Riom un pied dans chaque camp.

Les trois commissions arrivèrent successivement à Paris et y précipitèrent leurs démarches, les deux groupes clermontois menant, chacun de son côté, une action parallèle.

Le premier soin des délégués riomois avait été de « prendre d'exactes informations sur les grands objets intéressant leur mission » (Lettre de Pagès à l'Administration municipale, du 18 frimaire) (3). A cet effet, après une visite

Cour Impériale, Député au Corps Législatif aux Cent-Jours Bâtonnier de l'Ordre en 1830, nommé la même année Procureur Général à Riom, il y a terminé sa carrière comme Président de Chambre à la Cour.

1. Procès-verbal de la séance du 13 frimaire an VIII aux *Archives municipales de Riom*. Dossier n° 36 bis.

2. PAGÈS 1760-1834, ancien avocat à la Sénéchaussée, emprisonné pendant la Terreur, avocat à la Cour Impériale, Avocat-Général en 1818, Procureur Général en 1819 ; nommé Premier Président honoraire en 1834.

3. *Archives de Riom*.

de simple politesse à la Députation du Puy-de-Dôme, dont on se méfie, et après une tentative infructueuse pour rencontrer Daunou qui était chargé de la rédaction de la Constitution nouvelle, ils courent chez les divers compatriotes de marque installés dans la capitale : Jourde, Beaulaton, Millanges, Redon, Muzet, Cornudet, Grenier (1), ce dernier qui promet de les mettre en rapport avec Jacqueminot, membre de la Commission chargée de la rédaction de la Constitution.

« Elle sera, écrit Tailhand le 20 frimaire (2), présentée

1. JOURDE (1757-1837) ancien Avocat au Présidial, Administrateur du District de Riom en 90, Accusateur public au Tribunal Criminel en 91, Suppléant à la Convention en 92, Député aux Cinq-Cents en l'an IV, Commissaire du Gouvernement près le tribunal de Cassation en l'an VII.

BEAULATON (1765-1811), Avocat à Riom, Maire en 92 (démissionnaire), Juge à Issoire en 93, Substitut du Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de Cassation en l'an VII.

MILLANGES (1765-1814), ancien Conseiller au Présidial, Maire en 91, Élu aux Cinq-Cents en l'an V, vit son élection annulée comme entachée de royalisme.

REDON (1748-1820), Avocat au Parlement, Échevin de Riom, Député du Tiers à l'Assemblée Constituante, il prit part à l'insurrection de vendémiaire an IV, et allait être nommé Président du Tribunal d'appel.

MUZET ET CORNUDET Députés, plus tard Conseillers d'État.

GRENIER (1753-1841), ancien Avocat à la Sénéchaussée, Procureur-syndic à Riom en 90, Accusateur public en 95, Membre des Cinq-Cents en l'an VII, il sera plus tard Premier Président à Riom, Baron de l'Empire et Pair de France.

2. *Archives de Riom*. Dossier n° 36 bis.

« le 22. Il paraît qu'il n'y a pas de plan définitivement
« arrêté pour le placement des établissements judiciaires
« et sur le mode d'administration de la justice. Les uns
« pensent qu'il y aura des tribunaux de district et un tri-
« bunal d'appel par département, d'autres croient que la
« division topographique des départements ne changera
« pas, mais qu'il y aura par département trois ou deux
« tribunaux de district et un d'appel. »

Le 22, le texte de la constitution est en effet arrêté,
mais: « Il n'est dit autre chose dans la Charte française,
« sinon qu'il y aura des juges de paix, des tribunaux de
« première instance et des tribunaux d'appel. Le place-
« ment de ces tribunaux, les arrondissements qu'ils peu-
« vent nécessiter seraient fixés par des lois organiques sub-
« séquentes. » (Lettre de Pagès 22 frimaire) (1).

La question n'a donc guère avancé, mais Pagès et Tailhand
se réjouissent fort du choix présumé des nouveaux Consuls:
« On parle de Daunou et de Cambacérès. Tous deux
« seront favorables à notre commune. On met aussi sur les
« rangs le citoyen Lebrun, ancien constituant, intime ami
« de Redon qui doit nous présenter et nous appuyer auprès
« de lui » (même lettre).

Le 23, la Constitution est connue, et les noms des Consuls.
Ce sont Bonaparte, Cambacérès et Lebrun. Mais le place-
ment des tribunaux, qui ne présente dans les sphères offi-
cielles qu'un intérêt secondaire, a été remis à plus tard
C'est Cambacérès qui l'explique lui-même aux délégués

1. *Archives de Riom*, dossier n° 36 bis.

riomois qu'il reçoit en audience quelques heures après sa nomination. Et Lebrun à qui ils sont présentés trois jours plus tard, complète ces informations. Ce sera le Conseil d'État qui, aussitôt après sa formation, va être chargé de la discussion sur le placement des tribunaux ; les tribunaux d'appel comprendront trois ou quatre départements.

« Nous avons aussitôt présenté un arrondissement composé
« de l'Allier, la Creuse, le Cantal, et la Haute-Loire : le
« Puy-de-Dôme formerait le Centre, écrit Pagès le 26 fri-
« maire, mais jusqu'à ce que les nominations (des membres
« du Conseil d'État) soient faites, nous allons être dans une
« espèce de stagnation. Notre unique occupation consistera
« à trouver accès auprès de ceux qui seront choisis à me-
« sure que nous connaîtrons leur nomination (1). »

Il va donc s'agir d'abord d'influencer, dès qu'il sera constitué, le Conseil d'Etat. L'on fera ensuite le siège du Tribunal et du Corps Législatif qui doivent entériner les projets de lois préparés par lui.

Les choses en sont là quand surgit une nouvelle complication. Le département de l'Allier ne voulait-il, pas lui aussi, avoir le Tribunal d'Appel ! Et ses délégués arrivèrent à Paris pour soutenir cette prétention. Devant le danger commun, les Clermontois tentèrent un rapprochement et vinrent voir Pagès et Tailhand. L'entrevue fut courtoise et l'on décida en principe une action commune ; mais chacun sortit avec l'intention bien arrêtée de ne se pas trop avancer, de crainte de faire le jeu de l'adversaire. « Nous

1. *Archives de Riom.*

«seront extrêmement réservés et prudents dans notre « conduite et nos démarches avec eux », écrivait Tailhand le 28 frimaire (1).

Nouvelle crainte : l'Allier n'est pas seul à entrer en lice, on parle également de rattacher le Puy-de-Dôme au ressort de Lyon. Devant cette perspective inquiétante, une réunion eut lieu entre les délégués auvergnats et bourbonnais, mais naturellement n'aboutit pas.

Et la chasse aux protections continue de plus belle. On a su par Boudet de la Meurthe que les changements dans l'ordre judiciaire seront probablement l'objet d'une proposition des consuls au Conseil d'État qui en délibérera, et déférera son projet au Tribunat et au Corps Législatif chargés de l'entériner. Mais tout est suspendu jusqu'à la mise en activité de la Constitution, dont la dévolution des places doit être le prélude. Les noms des bénéficiaires sont déjà prononcés. Daunou sera conseiller d'État et l'on parle pour le Ministère de la Justice d'Abrial, qui a des parents en Auvergne au Montel-de-Gelat, dans le district de Riom. Mais Bergier, député du Puy-de-Dôme, qui est le plus fervent et le plus dévoué soutien de Clermont, qui dépense toute son énergie, frappe à toutes les portes, revient à la charge si elles ne lui sont immédiatement ouvertes, et se dépense tout entier pour sa protégée, aura probablement sa place au Corps Législatif...

Le 4 nivôse le Conseil d'Etat est constitué; les autres désignations suivent de près. La nomination de Bergier au

1. *Archives de Riom.*

Corps Législatif est confirmée, mais Grenier, l'un des meilleurs amis de Riom, fait partie du Tribunal.

Autre alerte : Emery, conseiller d'État, et membre de la section de législation, laisse pressentir que les Tribunaux d'Appel seront composés de cinq départements. Dans ce cas le Puy-de-Dôme serait sûrement rattaché au Tribunal de Lyon. C'est probablement à la section de l'intérieur que sera confiée la division judiciaire ; c'est sur elle qu'il faut agir.

Les délégués riomois font remettre au chef de division de cette section, des plans dressés par le citoyen Manneville, gravés et coloriés par le géographe du Corps Législatif, et présentant un projet de répartition judiciaire favorable à Riom. Clermont proteste aussitôt par un plan dont Bergier a pris la charge. Et celui-ci est dédié au ministre de la Justice et précédé « d'une esquisse sur un nouveau « plan organique de l'ordre judiciaire » d'une logique que les Clermontois croient irrésistible.

Influencé par Grenier et Jourde, le Ministre de la Justice se déclare pour Riom. Il ne reste plus qu'à arriver jusqu'au premier Consul. Le citoyen Verny a recommandé à cet effet son parent Pagès à Maret, secrétaire du Conseil d'État. Mais pour entrer au Palais Consulaire, des cartes spéciales sont nécessaires et les Riomois n'en peuvent obtenir.

Les Clermontois sont plus heureux, grâce au chimiste Fourcroy, tout dévoué à leur cause.

Entre temps les délégués suivent les séances des Corps de l'État, parce que, disent-ils, « nous trouvons là, la plu-

« part de ceux dont nous avons besoin, et il ne faut pas
« nous faire oublier » (Lettre de Pagès du 12 nivôse) (1).

L'horizon était toujours sombre du côté de Lyon et de l'Allier. Sur l'invitation de Chollet-Beaufort, les commissions des localités du Puy-de-Dôme et les citoyens de ce département, membres du Corps Législatif et du Tribunat, se réunissent le 17 nivôse chez Girod de Pouzols ; mais chacun y arrive avec la crainte de faire le jeu de l'adversaire.

Aussi bien « on a divagué quelques instants, écrit Tailhand le 18, et la réunion s'est dissoute sans avoir rien
« arrêté. » (1)

C'est alors que le bruit se répand que le travail de division judiciaire va se faire dans le silence des sections du Conseil d'État, « sans que celui-ci veuille entendre les
« discussions des localités, que fera naître le bouleverse-
« ment général que les changements occasionnent. » (Lettre de Tailhand, 15 nivôse.)

Aux sollicitations, aux visites, l'on prend donc le parti de substituer des mémoires dans lesquels chacun exposera ses prétentions et ses doléances.

Celui de Riom fut intitulé : *Observations de la Commune de Riom (département du Puy-de-Dôme) aux membres du Conseil d'État, du Tribunat et du Corps Législatif* (Nivôse, an VIII R. F.) Après y avoir exposé que le Puy-de-Dôme devait nécessairement être le siège d'un Tribunal d'appel, les auteurs expliquaient que les

1. *Archives de Riom.*

habitants de Clermont « guidés par un esprit de rivalité ou
« d'ambition plus que par leurs véritables intérêts » vou-
laient tout posséder ! Riom avait été complètement dé-
pouillé par la Révolution. Et cependant si la Constituante
avait fixé à Clermont les établissements administratifs,
cette assemblée et après elle la Constitution de l'an III
avaient réservé à Riom les établissements judiciaires. « Et
« que l'on ne dise pas, s'écriait le mémoire, que ces que-
« relles particulières ne sont pas dignes de fixer les
« regards des législateurs ! Il est d'intérêt public de pla-
« cer un établissement là où il peut l'être le plus utile-
« ment pour la chose et pour les personnes ; il l'est d'inté-
« rêt public d'empêcher qu'une commune déjà très
« populeuse s'accroisse et s'enrichisse aux dépens d'une
« autre ; il est d'intérêt public de conserver une commune
« de douze mille âmes qui ne peut subsister que par des
« établissements judiciaires ; il est d'intérêt public d'éco-
« nomiser les finances et de placer un établissement là où
« les édifices existent avec magnificence et sont peut-être
« les plus beaux, les plus grands qu'il y ait dans ce genre
« dans toute la République ! »

Riom a tous les édifices nécessaires : palais et prisons.
Ses magistrats ont toujours été remarquables. Quels motifs
de préférence indiquerait Clermont ? L'utilité de la centra-
lisation ? Autant il est prudent de centraliser l'autorité,
autant il est sage de diviser les établissements. Sa posi-
tion ? Celle de Riom est aussi bonne. Les vœux des communes ?
Riom a obtenu dans plusieurs circonstances les vœux réi-

térés de tous les justiciables de son ressort. Mais surtout Riom a pour lui la possession ! C'est là l'argument le meilleur et le plus frappant « dans une matière où l'on ne « peut invoquer la propriété puisqu'elle dépend de la sou- « veraineté nationale. La possession devient alors le droit « le plus sacré aux yeux d'un Gouvernement juste et sage. » Et entraînés par leur lyrisme : « Le Tribunal placé à Cler- « mont, continuent les rédacteurs du mémoire, serait un « présent fatal : l'étude des lois éteint le génie du commerce. « La commune de Riom pourrait-elle concevoir des crain- « tes sur son sort ? La justice et l'impartialité sont à l'or- « dre du jour » et puisqu'elle a pour elle la possession, elle ne peut douter de la victoire.

Le mémoire de Clermont, œuvre des délégués royalistes Boirot, Rabusson-Lamothe et Taché était plus bref et plus simple. Sous le titre : *Réflexions sommaires présentées au Gouvernement par les envoyés de la commune de Clermont-Ferrand sur l'établissement d'un Tribunal d'Appel dans le département du Puy-de-Dôme*, il débute par cette affirmation que « la commune de Cler- « mont était la seule de ce département dans laquelle il « puisse être fixé. » Clermont est la ville la plus considéra- ble, la mieux située, et c'est au surplus dans cette commune qu'ont été fixés dans tous les temps les grands établisse- ments administratifs et judiciaires. Et pour ne s'occuper que de ce dernier domaine, Clermont a eu pour lui les Grands- Jours, la Cour des Aides et le Conseil Supérieur créé en 1771, image des Tribunaux d'Appel créés par la Constitution.

Et puis Clermont avait des édifices superbes (1). Riom moins peuplé, moins bien situé, n'avait pas subi de pertes plus considérables que sa voisine. On objectait à Clermont son commerce florissant. Erreur : elle n'en possédait aucun. Riom se targuait de la possession : il ne l'avait obtenue que par surprise en l'an III. Aussi ne cessait-on depuis dans le pays de s'en plaindre. Et le mémoire invoquait en faveur de Clermont le vœu de toutes les communes du Puy-de-Dôme et de l'Auvergne entière.

Chacun des deux mémoires était accompagné d'un plan avec légende explicative à l'appui. On lisait dans celle de Riom : « Nom de chef-lieu proposé : Riom. Nom des départements formant l'arrondissement : Haute-Loire, Cantal, « Puy-de-Dôme, Allier. » Et dans celle de Clermont : « Nom de la commune où seront placés les nouveaux tribunaux d'appel : Clermont-Ferrand. Départements et cités devant districts dont le territoire doit composer le ressort de chaque Tribunal d'Appel : les départements du Puy-de-Dôme et du Cantal, les districts du Puy et de Brioude « (Haute-Loire) celui d'Ussel (Corrèze) et de Cusset (Allier) « sauf quelques cantons à distraire. »

Le mémoire de Riom comprenait, en outre, un état comparé des locaux respectifs de Riom et de Clermont (2).

Cependant le projet de rattacher le Puy-de-Dôme au Tri-

1. Sentant cette assertion au moins prématurée l'Administration clermontoise entreprit immédiatement des réparations considérables à ses prisons et à son palais.

2. *Archives de la Mairie de Riom.*

bunal supérieur de Lyon prenait de la consistance et jetait l'effroi dans l'âme des Clermontois. Perdant sa belle assurance la municipalité écrivit à Gaultier de Biauzat le 22 nivôse (1): « En toute hypothèse, nous espérons que vous ne
« manquerez pas de faire valoir les raisons qui s'opposent
« à ce que les habitants du Puy-de-Dôme soient forcés d'al-
« ler à Lyon. » La foi des Riomois était plus robuste :
« Nous avons appris, écrivait Tailhand le 30 nivôse (2) que
« le travail préparatoire du ministre de la Justice pour
« l'organisation judiciaire était terminé et devait être pré-
« senté incessamment au Conseil d'État ; que les trois
« départements du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-
« de-Dôme formeront un arrondissement de Tribunal d'Ap-
« pel ; que l'Allier ne sera point central. Nous n'avons pu
« découvrir quelle est la commune indiquée par le minis-
« tre pour être le chef-lieu du Tribunal. *Nous redoublons*
« *de zèle, et nous multiplions nos démarches.* »

Elles avaient, en effet, repris de plus belle ; et Pagès et Tailhand, résolus à porter un grand coup, décidèrent de chercher de nouveau un accès auprès du Premier Consul.

Ils se firent aider à cet effet par Bourrienne, secrétaire intime de Bonaparte et par le Riomois Croizier dont le frère aide de camp de Bonaparte était tombé sur le champ de bataille de Marengo (3).

1. Collection Desbouis.

2. *Archives de Riom.*

3. Une rue de Riom a reçu son nom.

« Citoyen Premier Consul, écrivait Croizier le 1^{er} pluviôse (1), vous aviez de l'amitié pour mon frère que vous
« honoriez de votre confiance : il est mort en combattant
« sous vos drapeaux. S'il vivait, il vous demanderait votre
« faveur pour la commune où il prit naissance : permet-
« tez-moi en vous rappelant sa mémoire de vous inviter en
« son nom d'arracher la commune de Riom au malheur et
« à la nullité dont elle est menacée par la rivalité de Cler-
« mont. »

Et le 4 pluviôse an VIII, les délégués de Riom étaient reçus en audience particulière par le Premier Consul.

« Nous lui recommandons, écrit Pagès, avec toute l'énergie dont nous sommes capables, les intérêts bien précieux
« qui nous sont confiés. Le Premier Consul saisit parfaitement l'objet de notre demande, se rappelle de la pétition que nous lui avons remise et nous répond avec affabilité qu'il l'avait fait remettre à la section du Conseil
« d'État que cela concernait, qu'on y examinerait sérieusement vos titres et vos moyens. » Et la lettre continue :
« Votre querelle particulière sera décidée au Conseil d'État.
« Elle a acquis trop de publicité pour que le ministre de la
« Justice se permette de prendre l'initiative. Il nous a dit
« hier matin qu'il se contenterait d'indiquer Riom et Clermont comme les deux villes qui prétendaient à l'établissement du Tribunal d'Appel (2). »

1. Le brouillon de cette lettre est conservé aux *Archives de Riom*.

2. *Archives de Riom*.

Comment convaincre les Conseillers d'État entre les mains de qui étaient ainsi les destinées de Riom ? Les visites n'avaient pas été épargnées : « Votre rivalité avec Clermont, dit Tailhand à la municipalité le 4 pluviôse, a pris un caractère de publicité qui vous étonnerait. Elle est actuellement très connue : il en sera question au Conseil d'État dont tous les membres ont été prévenus par les deux communes (1). » Mais se borner à prévenir les Conseillers d'État c'était peu, et Tailhand se plaignait que la Commune laissât ses délégués manquer d'argent : « La faction des dîners, observait-il, est toujours existante à Paris ; elle y est extrêmement puissante et votre retard nous enlève ce moyen de réussite qui n'est pas à dédaigner. » Les Clermontois, en effet, ne le dédaignaient pas. « Il faut, demandait crûment Biauzat, qu'on nous envoie des fonds pour faire bâfrer quelques-uns des membres de la Commission s'il y a lieu. Je pense que les repas ne sont pas toujours des arguments inutiles. »

Un autre argument de la ville de Clermont, également imaginé par Biauzat, consiste dans un avis favorable que sa municipalité obtint de l'Administration centrale et adressa à tous les députés d'Auvergne : « Il appartient sans doute, disait cet avis, aux fonctions que nous exerçons de pouvoir faire connaître au Gouvernement quel doit être le plus grand bien de la majorité de nos administrés relativement au placement d'un établissement qui les inté-

1. *Archives de Riom.*

« resse aussi directement, et quel est à cet égard son vœu
« bien prononcé. Nous remplissons ce devoir en vous dési-
« gnant Clermont. »

Mais la députation de l'Auvergne ne veut point s'engager et se borne à faire passer au Gouvernement la lettre de l'Administration centrale. Seule la députation de la Haute-Loire par une note signée Grenier, (1) député de Brioude, prit parti pour Clermont ; mais Grenier ayant eu connaissance de cette note protesta formellement contre l'abus qu'on avait fait de son nom. Pour atténuer par une diversion hardie l'impression de ce fâcheux incident un partisan anonyme de la ville de Clermont (les Riomois crurent reconnaître la main de Bergier), dans un libelle renfermant des déclarations d'un certain nombre de sénateurs, députés, etc. ne craignit pas d'accuser Pagès d'avoir fabriqué les pièces annexées au mémoire des députés riomois.

Mais Pagès profite de cette occasion pour lancer une dernière réplique. Après avoir réédité l'argumentation du mémoire des Riomois sur la situation respective des deux villes et sur les dépenses que causeront l'établissement dans l'une ou dans l'autre, du Tribunal d'Appel : « Si le

(1) GRENIER. Ce Grenier, qu'il ne faut pas confondre avec le baron Grenier, s'appelait Jean-Baptiste. Né à Brioude en 1753, il avait été avocat au Parlement, député du Tiers aux États généraux, juge à Brioude en 91, suspect en 92 ; il était député et allait être nommé sous-préfet de Brioude. Il sera député au Corps Législatif en 1804, et mourra en 1838 receveur particulier à Brioude.

« Conseil Supérieur, concluait-il, fut placé à Clermont en
« 1771, ce fut au refus formel des Officiers du Présidial de
« Riom de le posséder. Et les Grands Jours ne furent tenus
« à Clermont que parce qu'il fallait porter le remède où
« était le mal. Encore toutes les grandes causes y furent-
« elles plaidées par des avocats riomois. »

Les Riomois se multiplient. Tandis que la réplique de Pagès est répandue avec profusion, le tribun Grenier remet le 17 pluviôse entre les mains du Premier Consul une lettre de M^{me} Desaix, la mère de son ancien compagnon d'armes. Et l'on peut croire que cette intervention venant après celle de Croizier conquiert définitivement Bonaparte à la cause de Riom.

Malgré la discrétion avec laquelle Riom poursuit ses démarches, on en est informé à Clermont. « Nous sommes
« instruits, écrit la municipalité à Biauzat et à Veysset le
« 18 pluviôse, qu'une certaine citoyenne Desaix, parente du
« général de ce nom et habitante de la commune de Char-
« bonnières-les-Vieilles, use de tout le crédit qu'on nous a
« assuré qu'elle avait auprès du Premier Consul pour
« l'engager contre toute justice à se prononcer en faveur
« de nos rivaux. » Et l'on enverra à Paris des délégués
supplémentaires renforcer la délégation clermontoise ; les
citoyens Bergougnieux, Maussin et Huguet sont adjoints à
leurs compatriotes pour harceler les Conseillers d'État,
courir les ministères, assiéger le Corps Législatif, circon-
venir le Tribunal.

Fourcroy dont l'influence au Conseil d'Etat est notoire

s'est donné tout entier à la cause de Clermont ; le 26 pluviôse la municipalité de cette ville lui en exprime chaudement sa reconnaissance. Clermont triomphe. Ses délégués sont rayonnants ; la correspondance des délégués riomois tout en raillant la jactance des adversaires et qualifiant de ridicule l'assurance qu'ils manifestent, trahit la plus poignante anxiété.

Et cette situation les engage à redoubler d'efforts.

Le 22 pluviôse, Tailhand et Pagès, dans une nouvelle pétition au Premier Consul, reviennent à nouveau sur leurs arguments favoris ; insistent sur la possession continuelle des établissements judiciaires et reviennent encore sur la transaction du 10 février 1790 qui donnait à Clermont le titre de chef-lieu administratif, à condition que Riom aurait celui de chef-lieu judiciaire.

Le 26 pluviôse, les sections de la Justice et de l'Intérieur du Conseil d'État se réunissent pour délibérer sur le sort des deux cités. Ce jour-là même paraissait un suprême appel du tribun Grenier : « Aux Citoyens Consuls, au Conseil d'État, au Corps Législatif et au Tribunal ; » tendant à prouver que le Tribunal d'Appel devait être fixé dans la commune de Riom. Grenier exposait le débat en termes saisissants : « La commune de Riom qui demande à conserver, réclame l'établissement du Tribunal d'Appel. Celle de Clermont qui veut dépouiller fait la même réclamation. » Il rappelait ensuite la beauté de Riom, son brillant passé judiciaire, les établissements qu'il avait perdus ; il plaçait en parallèle la prospérité de Clermont

grandissant mais n'ayant pu entamer la suprématie de Riom dans les choses juridiques. Et après avoir invoqué le souvenir des luttes de 1790 et de l'an III : « Faut-il
« donc, s'écriait-il, aller établir ailleurs ce qui l'est déjà à
« Riom ?... Ce n'est pas à un gouvernement dont le carac-
« tère et la gloire doivent consister à réparer et à conser-
« ver, qu'on doit proposer de détruire et de dérober. Il se
« piquera d'être aussi juste que l'ont été l'Assemblée Cons-
« tituante, l'Assemblée Législative et la Convention. Ce
« n'est pas d'un tel Gouvernement qu'on doit attendre une
« décision fatale, qui fasse disparaître tout à coup la valeur
« immense des maisons d'habitation d'une ville qui, dans
« tous les temps, a mérité l'attention du Gouvernement;
« qui priverait l'État des contributions qu'il en retire; et
« dont le spectacle ne rappellerait que trop cette triste
« inscription :

Mantuæ vœ Miseræ ! nimium vicinæ Cremonæ ! »

Ce cri de détresse n'allait-il pas arriver trop tard ? Le bruit se répandit que les sections s'étaient prononcées en faveur de Clermont. « Le résultat de la conférence, écrit
« Tailhand le 27 pluviôse, ne nous est pas favorable, dit-on,
« Clermont a trouvé dans le consul Cambacérès un ardent
« défenseur. Chaptal, Fourcroy, et quelques autres ont parlé
« pour nous ; mais leur opinion n'a pas prévalu. Clermont
« est proposé par les sections au Conseil d'État comme chef-
« lieu du Tribunal d'Appel ! »

Les Clermontois exultent. La joie de la municipalité gagne le public. « Les choses en étaient hier, écrivent les

« officiers municipaux à Biazat et à Veysset le 2 ventôse,
« au point que si nous n'eussions arrêté l'élan imprudent
« de quelques-uns de nos concitoyens dont la détermina-
« tion nous fût connue, ils étaient décidés à faire des faran-
« doles dans la soirée en signe de réjouissance. »

Et il semble qu'il ne soit plus besoin, pour assurer définitivement la victoire, que de se faire recommander par une de ses parentes de Clermont, M^{me} Vve Julliard, à Lebrun, troisième Consul.

A Riom la consternation des âmes sensibles était à son paroxysme : (quelques-unes avaient survécu au siècle finissant). Redon, songe lui aussi à Lebrun, à Lebrun avec qui il a été lié. Et il lui adresse une lettre éplorée. Il y parle :
« de porter le reste de sa vie le deuil de sa malheureuse
« patrie » ; il montre « les Riomois pleurant sur leurs ruines » et Clermont qui, « après avoir dévoré Montferrand
« veut encore dévorer Riom ». Il dépeint les horreurs de cette lutte scandaleuse et fait appel à la justice de Lebrun et de Bonaparte (1).

Pagès et Tailhand qui espèrent contre toute espérance battent le rappel de leurs amis. Hom, Grenier, Chapsal (2) repartent en campagne. On s'assure l'assistance de Réal, de

1. Le brouillon est aux *Archives de Riom*.

2. Chapsal (Général) (1753-1834). Frère d'un ancien maire de Riom, général de brigade en 1793 et de division en 1794, fit les campagnes de Sambre et Meuse, Suisse, Italie membre des Anciens en 1798.

Bernadotte, de Lafayette. Les Riomois découvrent qu'ils s'étaient effrayés trop vite ; le consul Cambacérès que l'on croyait hostile, a proclamé hautement que « l'état de session en se trouvant à Riom devait lui faire garder ses « tribunaux ». Il ne reste plus qu'à réveiller les sympathies du Premier Consul.

Et des deux côtés le zèle redouble. Dépourvue maintenant d'originalité la lutte se ravive, se traînant dans les sillons déjà battus.

Les Clermontois ripostent à Grenier en publiant l'adhésion à leur cause de quinze députés, sénateurs ou autres membres du Gouvernement, originaires du Puy-de-Dôme. De nouveaux mémoires éclosent : ce sont du côté des Clermontois ceux intitulés : « Motifs déterminants pour l'établissement d'un Tribunal d'Appel à Clermont », et encore « Résumé des motifs qui doivent déterminer l'établissement du Tribunal d'Appel dans le Puy-de-Dôme et dans la Commune de Clermont ». C'est du côté de Riom la « Réponse pour la Commune de Riom à l'écrit des envoyés de Clermont, Utilité, Motifs déterminants ». On se chicane à propos de tout : la date de la fondation des deux villes, le nombre des routes qui les traversent, la grandeur et la beauté de leurs édifices, le nombre des adhésions recueillies, la célébrité des hommes marquants. On se dispute Grégoire de Tours ; on oppose Domat aux Arnaud ; à Pascal, Marivaux et Sirmond. Chaque ville se découvre des illustrations nouvelles.

Et Pagès écrit gravement à ses commettants le 6 ven-

tôse (1) « que la discussion entre Riom et Clermont a paru « au Conseil d'État si importante qu'il fallait un examen « particulier et réfléchi. » C'est pourquoi le Conseil qui devait trancher la question le 4 nivôse s'est ajourné au 7. Mais ce jour-là il a, paraît-il, autre chose à faire et c'est le 9 seulement que le débat est mis sur le tapis.

Dans l'intervalle Cambacérès avait accordé une audience aux Riomois qui avaient obtenu de lui l'assurance qu'il s'abstiendrait d'émettre un avis. Et Bonaparte avait fait parvenir les pétitions des Riomois au Conseil. C'était lui indiquer la voie dans laquelle le Premier Consul désirait qu'il entrât. « Le vent leur devenait favorable », constate Émery. Et de fait, qu'il faille en attribuer le mérite à la patriotique ténacité de Tailhand et de Pagès, ou aux Ombres de Désaix et de Croizier habilement invoquées devant celui qui menait les destinées de la France, un courant irrésistible se produisit en faveur des Riomois au Conseil d'État qui, à une grosse majorité, décide le 9 ventôse que le siège du Tribunal d'Appel sera fixé à Riom.

La partie était gagnée devant ce premier degré de juridiction au moment même où l'on avait cru la perdre. Voici le bulletin que Pagès adresse aussitôt, tel Napoléon vainqueur, à ses compatriotes :

« Victoire ! Triomphe ! Justice ! Notre patrie est sauvée.
« Tel est le cri d'allégresse qui retentit dans nos cœurs,
« et que nous ne cesserons de répéter, et que nous nous

1. *Archives de Riom.*

« empressons de vous transmettre. Le Conseil d'État, par
« un arrêté du 9 ventôse et à une grande majorité, a défi-
« nitivement fixé le Tribunal d'Appel à Riom. Son ressort
« est composé des départements du Cantal, de la Corrèze,
« de la Creuse, de l'Allier et du Puy-de-Dôme. Établisse-
« ment grand et superbe qui rend à notre commune l'âme
« et la vie, la dédommage de ses pertes et lui restitue son
« antique gloire. Sachons rendre justice aux Commissai-
« res de Clermont qui ont soutenu avec zèle les intérêts
« de leur patrie. Point de reproches ni d'aigreur. Oublions
« les adhésions, les signatures, les critiques ; soyons sages,
« justes et modérés et montrons que nous sommes dignes
« de la victoire. Nous osons espérer plus : ce grand acte
« de justice doit nous trouver reconnaissants envers le
« Gouvernement : il doit être parmi nous l'olivier de la
« Paix. Puissent tous les cœurs se réunir et se confondre,
« puissions-nous voir disparaître tout esprit de parti,
« d'opinion ; c'est le premier de nos vœux, c'est notre
« unique désir ! (1) »

Ce : « Soyons amis Cinna » fut peu goûté des Clermontois. Victorieux, ils eussent sans doute tenu le même langage ; vaincus ils ne pensèrent qu'à faire échec au projet de loi tel qu'il avait été élaboré. Le 11 ventôse, ils tentent inutilement de faire revenir le Conseil d'État lui-même sur sa délibération du 9, ou tout au moins d'enlever à Riom le Tribunal Criminel. La seule consolation qu'ils peuvent

1. *Archives de Riom.*

savourer, c'est de voir le ressort du Tribunal d'Appel de Riom perdre deux des départements qui lui étaient affectés, La Creuse et la Corrèze, et n'en recevoir qu'un seul, la Haute-Loire, comme compensation.

Ils cherchèrent alors à faire échouer le projet de loi devant le Tribunat ou devant le Corps Législatif. Ils en appelèrent à cet effet au Premier Consul aveuglé par les doléances des Riomais, au Premier Consul mieux informé.

« Citoyen Premier Consul, lit-on dans une petition du
« 14 ventôse an VIII qui n'était pas couverte de moins de
« 2.000 signatures, nous apprenons que par une résolution
« dernière, le Tribunal d'Appel que demande la Constitu-
« tion se trouve placé dans la commune de Riom. Notre
« étonnement, citoyen Consul, est à l'égal de notre dou-
« leur; notre premier mouvement est de recourir à vous-
« même, et avec la confiance qu'inspire votre magnani-
« mité. Nous ne devons pas nous borner à gémir sur les
« pièges qui environnent sans cesse le pouvoir.... L'au-
« torité sans doute ne doit pas être vacillante, mais les
« secondes pensées, disait Caton, peuvent seules nous con-
« duire à la vérité : elles sont presque toujours le fruit
« d'une sage lenteur. Il est beau de s'élever au-dessus de
« ses premiers aperçus. C'est le propre d'un héros de se
« vaincre lui-même; et que ne doit-on pas attendre du
« Premier Consul de la République Française ! »

Biauzat et Veyssset ne s'imaginaient pas d'ailleurs que cette homélie allait convertir Bonaparte. « Nous sentons
« ainsi que vous, écrivaient-ils à la Municipalité le 26 ven-

« tôte, combien peu nos espérances sont fondées, malgré
« toutes les marques d'intérêt que nous donnent ceux qui
« sont convaincus de la légitimité de nos réclamations. »

Dès le 24 ventôse en effet, le Tribunat après une courte discussion avait adopté par 54 voix contre 29 le projet de loi sur l'organisation judiciaire dont faisait partie la liste des Tribunaux d'Appel, et la loi fut, le 27, votée par le Corps Législatif à l'énorme majorité de 232 voix contre 41 (1).

La victoire restait donc à Riom. Le Corps Législatif s'étant prorogé de dix jours, les Clermontois eurent l'originale pensée de faire ajouter au texte de loi le mot « provisoirement ». Tentative chimérique ; aussi bien que le pétitionnement qu'ils organisèrent de Paris pour réclamer contre la loi. Il ne leur restait plus, après s'être convaincus de leur impuissance, qu'à reprendre tristement dans les premiers jours de germinal le chemin de leurs foyers, tandis que les commissaires Riomois rentraient triomphalement dans leur bonne ville, sacrée de nouveau la capitale judiciaire de l'Auvergne.

Clermont ne s'est jamais résigné. Six mois ne s'étaient pas écoulés qu'en fructidor an VIII, ses habitants tentaient

1. Loi du 27 ventôse an VIII, titre 3, art. 21 : « Il sera
« établi 29 Tribunaux d'Appel dans les lieux et pour les départe-
« ments ci-après : Riom, (Allier, Cantal, Puy-de-
« Dôme, Haute-Loire) Art. 23. Le Tribunal d'Appel
« sera composé de 13 juges dans les villes de... ; de 22
« juges dans celles de... Riom... Les Tribunaux d'Appel
« composés de 20 à 30 juges se diviseront en deux sections ».

un premier retour offensif et réclamaient au Conseil d'État le transfert à Clermont du Tribunal d'Appel. On assiste à la résurrection des mises en scène de pluviôse, mémoires et répliques, pétitions aux Consuls, intervention de M^{me} Désaix . . . etc., et le Tribunal d'Appel reste à Riom.

Lorsqu'il fut question en l'an XIII, de remaniements dans l'organisation de la Justice et dans les circonscriptions judiciaires, l'infatigable Gaultier de Biauzat se remit en mouvement ; et malgré l'insuccès initial de ses efforts voulut persuader à ses compatriotes de former un comité permanent « où chacun communiquerait les découvertes qu'il « pourrait faire dans ses recherches particulières ». Il en démontrait l'utilité dans une épître à son gendre, M. Abraham, avocat à Clermont, le 28 pluviôse an XIII (1). « Les « changements qui avaient été projetés dans l'organisation « des Tribunaux, quoique rejetés en apparence par le Conseil d'Etat ne sont véritablement qu'ajournés. Les agents « de Riom ou pour Riom sont perpétuellement en surveillance comme sentinelles inébranlables. Les Riomais ont « Beaulaton au Ministère de la Justice. Ils ont au Tribunal « et au Corps Législatif des amis intéressés à leur sort. « Chabrol a ses amis et confrères qui, auditeurs comme lui, « transmettent tout ce qui se passe au Conseil. Les parents « ou soi-disant parents de Désaix sont aux aguets.... Je verrai Rigal, Bigot de Préameneu, Regnaud de Saint-Jean-« d'Angely et quelques autres conseillers d'Etat ».

1. Gaultier de Biauzat, par FRANCISQUE MÈGE.

Mais les efforts de Biauzat furent inutiles. Une série de lettres de Grenier, Deval et Chabrol-Crouzol (1) à la Municipalité de Riom (2) la rassurent sur les bruits inquiétants qui se sont répandus : le Corps Législatif ne songe nullement, comme on semblait le craindre, à changer l'ordre judiciaire. En tous cas Clermont, n'y pourrait rien gagner, car on parle simplement en cas de réformes, de réduire le nombre des Cours d'Appel à 15 ou 16, et il est probable qu'on agrandira celle de Riom aux dépens de celles de Limoges et de Lyon.

On raconte que sous le second Empire, Clermont se livra encore à des menées ténébreuses pour ravir à Riom sa Cour d'Appel qui ne fut sauvée que par l'intervention alors toute puissante de M. Eugène Rouher. Bref, de temps à autre, aux périodes agitées, on entend une sourde rumeur qui monte : c'est Clermont qui réclame sa revanche de la décision du 27 ventôse an VIII ; mais la Loi est toujours debout et avec elle la Cour d'Appel de Riom (3).

1. Alors Premier Président de la Cour d'Appel d'Orléans.

2. 13 mars, 18 mars, 21 juillet 1806. *Archives de Riom*. Dossier 36 bis.

3. La persistance de ce conflit entre les deux villes n'a pas été le moindre obstacle à la création dans le Puy-de-Dôme d'une École de Droit. Chaque fois qu'il en a été question, les deux rivales se la sont disputée comme un attribut nécessaire, Riom de sa Cour d'Appel, et Clermont de son Université. Une délibération de la Cour d'Appel du 14 mai 1830 (2^e registre des délibérations de la Cour) et un rapport de

M. Godemel au Conseil Municipal en 1885, aux fins de solliciter la création d'une École de Droit à Riom sont intéressants à consulter sur la question. On peut également se rapporter à la lettre précitée de M. Chabrol-Crouzol et à différents documents de 1801, 1838, 1855, 1866, conservés à la Bibliothèque de Clermont.

CHAPITRE SECOND

LE TRIBUNAL D'APPEL ET LA COUR DE RIOM DE L'AN VIII A NOS JOURS

Le 28 floréal an VIII parut l'arrêté de composition du Tribunal d'Appel de Riom. Redon était nommé président ; Verny, vice-président ; Bonarme, Jaladon, Cathol, Armand, Durin, Tioller, Mandet, Coinchon-Lafond, Branche, Tournade, Turraud, Prévost, Farradesche-Gromond, juges (1) ; Favard, commissaire du Gouvernement ; Touttée, substitut ; Garron, greffier.

L'installation du Tribunal eut lieu le 3 messidor, et le procès-verbal qui en fut dressé fournit un échantillon intéressant du verbiage ampoulé de l'époque. L'on y voit le sous-préfet de l'arrondissement communal de Riom, accompagné du maire de la ville et du secrétaire de la sous-préfecture, se transporter au sein du local destiné aux séances du Tribunal d'Appel et y pénétrer, escortés de la

1. Cet arrêté était incomplet, le Tribunal devant comprendre vingt-deux membres.

garde nationale, des compagnies des vétérans, de plusieurs brigades de gendarmerie nationale et d'un concours considérable de citoyens. Le sous-préfet, étant monté de suite aux sièges destinés aux juges, après lecture par le secrétaire de l'arrêté du 28 floréal portant nomination de ceux-ci, prend la parole et prononce un discours assez rapide consacré à l'éloge des nouveaux juges, du Gouvernement et du Premier Consul son Chef suprême, de l'ancienne Sénéchaussée et de ses magistrats et avocats.

Puis il reçoit de chaque magistrat le serment « d'être « fidèle à la Constitution et de remplir avec exactitude les « fonctions qui lui sont confiées. »

Les juges prennent alors séance et en l'absence du président Redon, le vice-président Verny, distribue à nouveau les éloges à Redon, au sous-préfet, aux membres de l'ancienne Sénéchaussée. Il fait le tableau de ce qu'était dans son fonctionnement la vie judiciaire : « Et c'est ainsi, dit-il, « que ce Tribunal ancien qui fut le prototype de tous les « établissements judiciaires de la ci-devant province d'Auvergne sut mériter et maintenir sa renommée et se fit « distinguer par la première et la plus éminente magistrature. » Il exhorte ses collègues à élever le Tribunal d'Appel sur ces ruines imposantes et à rappeler les anciens magistrats. Puis après avoir derechef encensé le Gouvernement, le sous-préfet et Bonaparte qu'il offre un peu naïvement en modèle à tous les citoyens, il prêche l'amour du métier : « Le plus précieux, le plus rare de tous les biens, a « dit d'Aguessau, est l'amour de son état ; » consacre un

mot au Tribunal Civil, aux avoués, aux défenseurs officiels : et cède la parole au commissaire du Gouvernement.

Nouveau discours, nouvelles fleurs au sous-préfet, nouveaux compliments à l'adresse du Gouvernement qui, affirme l'orateur, sans modestie, « a prouvé sa sagesse par « la qualité de ses choix » et péroraison sur le mode lyrique : « Ne pensons qu'à la Patrie ! Pénétrons-nous de « l'importance de nos devoirs, et bornons-nous à les remplir. Ainsi, nous trouverons-nous assurés de l'estime, « de la confiance de nos concitoyens ou au moins de la « noble satisfaction qu'assure toujours une conduite irréprochable (1). »

Dès sa fondation, le Tribunal d'Appel fut installé dans l'ancien Palais Ducal de Jean de Berry. Édifié à la fin du xiv^e siècle (1382-1388), à l'est de la ville, sur l'emplacement du château fort des Comtes d'Auvergne et d'après les plans de Guy de Dammartin, collaborateur de Raymond du Temple à l'œuvre du vieux Louvre, ce palais était un monument des plus intéressants. Il n'en reste plus guère aujourd'hui que la Sainte Chapelle et un dessin au lavis conservé au musée de Riom, qui permet de regretter sincèrement sa disparition.

Des appartements très vastes y avaient été primitivement aménagés, qui auraient abrité un mobilier des plus luxueux des lits assez grands pour contenir huit personnes, de fort

1. *Archives de Riom*, dossier n° 36 bis. — Registre des délibérations du Tribunal d'Appel au Greffe de la Cour.

belles armes, une riche bibliothèque, voire même une ménagerie de bêtes rares ou exotiques.

Lors du retour du duché d'Auvergne à la Couronne, François 1^{er} avait abandonné le Palais Ducal à l'Administration de la Justice, qui, depuis lors, l'avait constamment occupé. Aux archives de la mairie de Riom, l'on conserve un plan du palais à l'époque de la Révolution, qui révèle que les anciens bâtiments féodaux donnaient asile à la fois à cette époque au Tribunal et aux prisons.

Pour imposantes et spacieuses que fussent ces gothiques constructions, elles n'en parurent pas plus commodes aux membres du Tribunal Supérieur, puis de la Cour d'Appel; et leurs délibérations des 25 messidor an IX, 14 fructidor an IX, 8 germinal an XI, 10 fructidor an XII, 30 avril 1821, 22 juillet 1822, 3 et 22 mars 1828, etc., attestent les soucis constants que leur cause la défectueuse attribution des salles d'audience aux différentes chambres, et l'incessante sollicitude avec laquelle ils réclamaient des réparations.

Obtenues avec peine et seulement à partir de 1824, elles furent l'objet d'une étude et d'un plan dont la pénible exécution poussée par à-coups successifs fit disparaître petit à petit l'ancien palais féodal devant les constructions actuelles.

Les plans furent élaborés par un architecte clermontois, Degeorges, dont le projet subit, au cours des années, des modifications nombreuses. En 1859, après plus de trente années écoulées depuis que le sanctuaire de la Justice avait été envahi par les ouvriers, le palais était encore flanqué

des antiques et rébarbatifs bâtiments qui servaient de prison. A cette date fut élevée une nouvelle maison d'arrêt, qui permit de dégager le palais de Justice, aujourd'hui encadré dans un jardin plein de soleil au milieu duquel rayonne la statue du Chancelier Michel de l'Hospital.

C'est d'ailleurs une œuvre aux lignes froides et lourdes, dont le goût italien détonne de fâcheuse manière avec la délicate architecture de la Sainte-Chapelle, seul vestige de l'ancienne demeure du fils de saint Louis, et avec la gracieuse ornementation dont les magistrats de la Renaissance avaient paré les portes ajourées et les fenêtres à meneaux de leurs somptueux hôtels (1).

Si le Palais est lui-même sans grâce et sans beauté, son aménagement intérieur est du moins fort bien compris. Au rez-de-chaussée la vaste salle de la Cour d'Assises, avec ses tribunes réservées aux curiosités féminines, les bâtiments du greffe et les appartements du concierge entourent une cour centrale ceinte d'arcades élevées. Au premier étage où l'on accède par un escalier monumental

1. L'histoire de ces travaux et de leurs différentes phases peut être complétée par la lecture des délibérations et des rapports faits à la Cour à maintes et maintes reprises et notamment les 3 et 22 mars, 8 juillet 1828, 14 et 23 août 1832, 19 et 22 avril 1833, 4 juin 1834, 7 mars 1836, 15 mars 1837, 22 novembre 1838, 27 février et 20 mars 1839, 31 mars et 27 avril 1841, 27 mai et 14 août 1844, 19 et 22 mai 1844, 12 août 1845, 15 juin et 18 décembre 1847, 13 janvier 1857, 15 août et 28 décembre 1864, enfin 13 janvier 1865; que l'on trouvera dans les registres de la Cour.

de style toscan, se trouvent les salles d'audience, de délibérations, et des Pas perdus, les bibliothèques de la Cour et de l'Ordre des Avocats, et les pièces affectées au service du Parquet. Sous les combles du second étage dorment, dans la poussière et l'incohérence de déménagements successifs et mal surveillés, des archives à peu près inviolées jusqu'ici et bien dignes pourtant d'intriguer les chercheurs désireux de reconstituer l'histoire du Présidial et de la Sénéchaussée (1).

La seule épave du mobilier d'autrefois consiste dans quelques tapisseries des Flandres et d'Aubusson du xvi^e siècle, d'une conservation et d'une valeur inappréciables. Les lits gigantesques et la ménagerie des anciens ducs ont fait place à un mobilier sans âge et sans art ; mis épars, ou cachés même dans le Palais, quelques tableaux et portraits, dons successifs des divers régimes, formeraient une intéressante salle de musée.

C'est vers la Sainte Chapelle que converge la curiosité de tous les visiteurs. Ce monument historique fut bâti sur le plan de la Sainte Chapelle de Paris, en même temps que le palais du duc Jean de Berry ; elle est constituée par une nef unique terminée par une abside à trois pans et éclairée à tous ses aspects par neuf fenêtres de quatre travées chacune. Le transept comprend deux petites chapel-

1. Les recherches sur les établissements judiciaires de Riom sont rendues moins fructueuses et plus difficiles par suite de cet état de choses et il serait à souhaiter qu'on y remédiât.

les basses et peu profondes. Les fenêtres de l'abside sont garnies de verrières splendides du xv^e siècle, à peu près sans rivales en France ; Jean de Berry, sa femme, ses enfants y apparaissent en prières, sous les ajours tréflés enrichis d'écussons variés et d'élégantes fleurs de lis. Combien est-il regrettable que les fenêtres de la nef aient été dépouillées des vitraux analogues qui les ornaient jadis et qui, lors des restaurations du Palais, ont été remplacées par des grisailles et sont allés s'enfouir dans quelque arrière-boutique d'antiquaire où ils végéteraient encore aujourd'hui (1).

Le Tribunal d'Appel si mal installé qu'il se trouvât dans l'ancien Palais Ducal, s'y était organisé en toute diligence. Dès le lendemain de son installation (4 messidor an VIII) il se divisait en deux sections conformément à la loi du 27 ventôse et chargeait une commission d'élaborer un règlement intérieur qui fût discuté et voté le 24 messidor suivant. Le Tribunal devait siéger tous les jours sauf le décadi, chaque jour ayant sa besogne spéciale (2). Les audiences se tiendraient de 9 heures à 3 heures, du 15 brumaire au 15 floréal ; et de 8 heures à 2 heures, du 15 floréal au 15 brumaire. Il était nécessaire de compléter les

1. A Clermont disent..... les Riomois sans le savoir. Voir la plaquette de l'abbé Régis Crégut « Les vitraux de la Sainte Chapelle », impr. Jouvét, libr. Soissons. Riom, 1906.

2. Cinq jours pour les causes ordinaires, un pour les urgentes ou provisoires, deux pour les commerciales et les rapports.

services judiciaires par la nomination d'avoués et d'huissiers. Le Tribunal demanda que le nombre des premiers fût de trente et celui des seconds de cent vingt. Il désigna sur-le-champ les défenseurs officieux qui seraient chargés de défendre gratuitement les causes des « défenseurs de la Patrie et des soldats absents » (1) ; et se préoccupa enfin de se procurer les objets indispensables à son fonctionnement. Il était nécessaire de prendre un soin jaloux de la caisse affectée à ses besoins ; car les fonds mis à la disposition du Tribunal étaient maigres, ainsi qu'en font foi les délibérations du 14 fructidor an IX par laquelle les juges abandonnent leur droit d'assistance à la caisse des réparations locatives ; du 30 brumaire an XII où ils règlent le prix des fauteuils ; du 9 fructidor an XIII où il s'occupe de faire couvrir les banquettes des salles d'audience, etc...

C'est en l'an XII que le Tribunal supérieur devient la Cour d'Appel. (Constitution de l'an XII. Titre XIV, art. 136 § 2.) Le Président prenait dès lors le titre de Premier Président ; les Vice-Présidents devenaient des Présidents de Chambre, et le Commissaire du Gouvernement était le Procureur Général.

En 1808 se place la création des juges auditeurs. Les fonctions en furent créées par le décret du 16 mars 1808 ; et la Cour de Riom s'en vit attribuer six (ce qui était le maximum) à nommer par le pouvoir sur une liste de dix-

1. La loi du 6 brumaire an V, art. 1^{er}, avait ainsi servi de précurseur à celle de 1851 sur l'assist. judic.

huit candidats présentés par la Cour. Les choix de celle-ci se portèrent sur des parents des magistrats du ressort ou des avocats du siège. (Délibération du 28 avril 1808 (1).)

Le 30 mars 1808 paraissait le décret d'administration sur la police des Cours et Tribunaux, laissant à chaque Cour le soin d'élaborer son règlement intérieur. La Cour de Riom y pourvut dans ses délibérations des 24 et 30 mai et 29 août 1808. Sur le rapport de la commission nommée à la dernière des dates, elle décida de siéger quatre heures par jour ; chacune des deux Chambres tenait alternativement les audiences dont la première heure devait être consacrée à l'expédition des affaires sommaires, et les trois autres à celles des affaires ordinaires. Les audiences s'ouvraient à 9 heures du matin du 1^{er} novembre au 1^{er} mai, et à 8 heures du 1^{er} mai au 1^{er} novembre. Chaque année un roulement devait fixer la composition des Chambres qui, dans leur ensemble, ne donnaient ainsi que vingt-quatre heures d'audience par semaine aux justiciables moins encombrants sans doute qu'aujourd'hui...

Cet état de choses d'ailleurs dura peu, la loi du 20 avril 1810 et le décret du 6 juillet suivant étant venus modifier complètement l'organisation judiciaire de l'Empire.

C'est cette dernière législation qui, dans son ensemble et

1. *Délibération du 28 avril 1808* (Premier registre). Furent désignés : MM. Verny et Toutté fils, Archon-Despérouses, Giro, Ducrohet, Jusseraud, Calemard de la Fayette, Maingnot, Chapot-Marthory, Monestier, Pyrent, Monteil-Lacoste, Jaffeux, Charvat, Burin-Desroziers, de Bardon, Blanchard.

sauf quelques modifications ultérieures, régit encore les Cours d'Appel.

La loi du 20 avril 1810 les dénommait dorénavant Cours Impériales ; les Juges seraient à l'avenir des Conseillers ; les Substituts pour le service des audiences deviendraient des Avocats Généraux. Les Chambres, entre lesquelles se ferait un roulement annuel, se diviseraient en Chambres Civiles, Correctionnelles et des Mises en Accusation ; les audiences civiles vaqueraient du 1^{er} septembre au 1^{er} novembre, les Chambres Criminelles n'ayant point de vacances ; enfin un règlement intérieur pour l'ordre du service et de la distribution des affaires dans les Chambres Criminelles devait compléter celui pris en suite du décret du 30 mars 1808 pour les audiences civiles (1).

La Cour de Riom, de par le décret du 6 juillet 1810 devait compter trente conseillers divisés en quatre Chambres dont deux Chambres civiles de neuf membres chacune, une Chambre Correctionnelle et une Chambre de Mises en Accusation de six membres chacune. La date de l'installation de la Cour Impériale fut fixée par un décret du 17 avril 1811, au 10 mai suivant, et M. le Général Sénateur Comte de Valence, Officier de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Henri de Saxe, fut délégué pour y présider. Le décret portait en outre nomination des magistrats devant composer la Cour.

1. Loi du 20 avril 1810, art. 1, 6, 12. Décret du 6 juill. 1810, art. 21, 29, 31.

L'installation se fit au milieu de la plus grande pompe. Le 9 mai le Comte de Valence était reçu au faubourg de Layat par les volontaires de la Bourgeoisie, la Garde départementale et les gendarmes. Son entrée était saluée par des salves de coups de canon et il était conduit processionnellement à l'hôtel de M. du Clozel (1) où il devait résider. Il y recevait toutes les autorités du département et leur rendait immédiatement leur visite. Le soir, le Maire de la ville (2) le reçut à dîner en compagnie du Premier Président, du Général, de l'Évêque, du Préfet, du Procureur Général et autres notabilités. Le 10 mai à 11 heures du matin les autorités venaient quérir le Comte de Valence pour le conduire à la Cour. Il traversait la ville au milieu de l'enthousiasme populaire et reçu au pied de l'escalier d'honneur par une délégation des magistrats, il était immédiatement conduit par elle à la Sainte-Chapelle où il prenait place à la tête de la Cour. La messe du Saint-Esprit fut célébrée par l'Évêque de Clermont assisté du Clergé de Riom, en présence d'une foule nombreuse et choisie ; le *Domine salvum fac Imperatorem* fut chanté solennellement, puis toujours suivi de la Cour, des autorités et du public, M. de Valence se rendit dans la salle des Grandes Audiences. La séance ouverte, par la lecture

1. Sous-préfet de Moulins (à défaut, porte la délibération municipale, d'un logement convenable dans l'hôtel de la Mairie).

2. M. Chabrol de Tournoeille.

des décrets de nomination, se continua par les discours d'usage. Le Commissaire délégué pour l'installation de la Cour prononça l'éloge de S. M. l'Empereur, des magistrats choisis par lui, des Codes nouveaux : « les plus parfaits qui aient été donnés à aucun peuple, » et dont Napoléon traçait lui-même « de sa main triomphante les idées fondamentales ». L'orateur eut un mot pour le Roi de Rome, salua la mémoire des l'Hospital, des Domat, des Chabrol, et termina en se félicitant de ce que la génération présente eût, elle aussi, à se glorifier de magistrats et d'un Barreau aux vertus et aux lumières éclatantes. Il reçut ensuite de chaque magistrat le serment suivant : « Je jure obéissance aux Constitutions de l'Empire, et fidélité à l'Empereur (1). »

Le Procureur Général et le Premier Président prirent ensuite la parole. Ils louèrent l'œuvre législative et juridique de l'Empereur, et engagèrent les magistrats à se montrer « pontifes vénérables et dignes de rendre les oracles et d'assurer l'exécution des nouvelles lois ». Ils terminèrent en remerciant M. de Valence dont ils firent l'éloge et en le chargeant des vœux de la Cour pour Sa Majesté. L'audience fut levée aux cris de : « Vive l'Empereur ! »

Rentrée en Chambre du Conseil, la Cour après de nouvelles congratulations, exprima à M. de Valence le désir d'avoir un portrait de l'Empereur. Le même soir, le sénat-

1. MM. Chabert d'Hyères et Doudard de la Grée absents prêtèrent serment seulement le lendemain.

teur offrait un banquet de 75 couverts. La Cour lui rendit le lendemain sa politesse ; puis le 12, M. de Valence s'en fut dîner à la Préfecture de Clermont et de là, quitta l'Auvergne.

La Cour Impériale était lors de son installation composée ainsi qu'il suit : Premier Président : le Baron Redon. Présidents de Chambre : MM. Verny, Deval, Bonarme, et Vernin. Conseillers : Jaladon, Farradesche-Gromond, Prevost, Cathol, Mandet, Tiolier, Chapsal, Coinchon-Lafond, Daude, Armand, Branche, Barret-Ducoudert, Landois, Marchet, Girot, Astier, Tronet, Domingon, Prévéraud de la Boutresse, Beaulaton, Huguet, Verny fils, Doudard de la Grée et Chabert d'Hyères.

Conseillers auditeurs : Touttée fils, Ducrohet, Jaffeux, Monestier, Maignol, Pyrent.

Procureur Général : Baron Grenier.

Avocats Généraux : Touttée père, Rochon de Valette et Archon-Despérouses.

Substituts pour le service du Parquet : Borde et Jusseraud-Duclaux.

Un décret du 23 mars 1813 ayant permis de porter au quart du nombre des conseillers le chiffre des auditeurs, la Cour demanda qu'il lui fût adjoint deux conseillers auditeurs supplémentaires. Mais sa requête datée du 12 janvier 1814 dut passer inaperçue au milieu des préoccupations de la Cour.

1. Le compte rendu complet des fêtes est aux Archives de Riom.

pations plus graves des ministres d'alors, et non seulement les six sièges existants ne furent point augmentés, mais le pouvoir négligea jusqu'en 1819 de pourvoir au remplacement des vacances qui se produisaient dans la Cour (1).

Fût-ce par mauvaise humeur que la Cour imagina alors de s'en prendre au Barreau de l'encombrement de son rôle ? Répondant en 1820 aux questions posées par une ordonnance royale du 12 octobre, elle déclarait que si un arriéré assez considérable s'était produit dans les affaires pendantes, bien que chacune des deux Chambres Civiles se se fût imposé une audience supplémentaire, cela ne tenait pas à ce que le nombre des magistrats fût insuffisant, mais à ce que cinq ou six avocats plaidant à eux seuls toutes les causes, ils se trouvaient surchargés de travail et ne pouvaient suffire à leur tâche. Comme remède la Cour proposait de faire siéger toutes les chambres simultanément. Si le moyen fut tenté, ce que ne nous révèlent pas les registres de la Cour, il fut certainement inefficace, car en 1828, le retard allait croissant ; un des conseillers de la seconde Chambre Civile fut, en vertu d'une ordonnance royale du 24 septembre 1828, affecté à la Chambre Correctionnelle, dont la besogne était moins lourde et qui fut ainsi assez nombreuse pour juger civilement et débayer le rôle encombré (2)-

1. En mai 1818, 7 sièges étaient vacants, en août 1818 il s'y ajoute celui du président Bonarme, décédé.

2, La Chambre Correctionnelle jugeait à cinq magistrats

Grâce à cet expédient et au zèle de la Cour, le travail judiciaire se fit plus rapide, et au début de 1830 la Cour recevait à ce sujet les félicitations du Garde des Sceaux. Elle crut le moment propice pour demander à nouveau deux Conseillers supplémentaires ; mais l'instant était encore mal choisi ; et le Gouvernement de Juillet inaugura au contraire ses réformes par la suppression des Conseillers auditeurs dont il était question depuis plusieurs années déjà (1).

En 1835, le dépôt d'un projet de loi sur la réorganisation judiciaire fournit à la Cour l'occasion qu'elle saisit avec empressement, de représenter ses doléances.

Dans une délibération du 7 août 1835, elle observe que le projet fixe à trente le nombre des membres des Cours de quatre Chambres, et les répartit en trois Chambres Civiles de huit membres chacune et une Chambre de six membres chargée des affaires correctionnelles et des Mises en Accusation. Ces chiffres en disproportion avec celui de vingt-quatre membres adopté par les Cours de trois Chambres sont matériellement insuffisants, à Riom spécialement où les Chambres ne sont jamais au complet ; la Cour compte, en effet, un Pair de France (2) et deux Députés (3) ; elle

tandis que les arrêts civils ne pouvaient être rendus que par sept membres.

1. Loi du 10 décembre 1830. La Cour avait été appelée à donner son avis sur la question, le 27 mai 1829.

2. Le Premier Président Baron Grenier.

3. MM. Meilheurat et Pagès.

a à fournir les Conseillers appelés à présider les Cours d'Assises des quatre départements, et ceux qui assistent le Président de la Cour d'Assises du Puy-de-Dôme. Elle n'a pu assurer jusqu'ici le service que grâce aux Conseillers auditeurs supprimés et aux membres de la Chambre des Mises en Accusation que la nouvelle loi rend indisponibles. La Cour réclame donc trente-quatre membres, vingt-sept pour les Chambres Civiles, sept pour la Correctionnelle.

Mais sa demande demeure lettre morte, comme le projet de loi qui l'avait provoquée.

En 1848 d'autres bruits de réorganisation se firent jour, mais ils tendaient à restreindre au lieu d'augmenter le nombre des magistrats ; au surplus ils n'aboutirent pas. Il en fut de même de la tentative dirigée contre la Cour de Riom en 1860 ; M. Rouher était alors au Ministère et son intervention devant le Conseil d'État, en faveur de sa ville natale préserva la Cour de toute atteinte (1). Elle fut moins heureuse en 1873, la loi du 3 juillet lui enleva un Président, celui de la Chambre des Mises en Accusation, dont l'emploi fut considéré comme insuffisant. La réforme de 1883 allait frapper plus durement la Cour. De quatre Chambres (2) elle était réduite à deux de neuf membres chacune, en y comprenant le Premier Président et les Pré-

1. *Délibération du 12 mars* remerciant le Ministre. — 5 juillet 1860 discours de M. Rouher lors de sa visite à la Cour.

2. Y compris la Chambre des Mises en Accusation. La Cour perdit par ce fait un Président de Chambre, dix Conseillers et un Avocat Général, en tout douze membres.

sidents de Chambre. Le Parquet ne conservait plus que deux avocats généraux.

La mesure qui frappait la Cour de Riom ne lui était pas spéciale ; mais au lieu de figurer parmi les Cours les plus nombreuses (Paris et Rennes exceptés), ce qui jusque-là avait été son cas, elle n'était plus rangée que parmi les Cours de deuxième classe (Paris et Alger étant hors de classe). Et mettant un comble à ces réductions la loi du 25 février 1901 a supprimé encore un siège de Conseiller.

Ainsi tandis que le nombre et l'importance des affaires n'ont pas cessé de s'accroître depuis un siècle avec l'augmentation de la fortune publique et des transactions ; avec la prospérité acquise par certaines villes du ressort : Clermont, Montluçon ; avec l'expansion des stations d'eaux thermales qu'il renferme : Vichy, le Mont Dore, la Bourboule, Saint-Nectaire, Royat, Chatelguyon, Chaudesaigues, Vic-sur-Cère ; le personnel de la Cour n'a cessé d'aller en diminuant. Restreinte aujourd'hui à une Chambre Civile de neuf membres et à une Chambre Correctionnelle de huit (cette dernière jugeant aussi les causes civiles), elle s'est trouvée en face d'un arriéré toujours croissant, le nombre des causes qu'elle expédie chaque année étant notablement inférieur à celui toujours grandissant de celles qui s'inscrivent sur ses rôles. En vain la Chambre Civile ou Première Chambre s'est-elle imposée une audience supplémentaire ; il a fallu recourir à un autre expédient. La création d'une Chambre temporaire mise à l'étude depuis 1898 et décidée par un décret du 1^{er} août 1906 résoudra-t-elle le problème ? Nous

n'osons l'espérer tant que cette Chambre au lieu d'être recrutée au détriment des deux autres ainsi démantelées quant au nombre, ne sera pas composée de magistrats nouveaux ainsi qu'il en est dans plusieurs autres Cours (Paris, Toulouse).

Avant d'aborder l'œuvre juridique de la Cour de Riom, il nous reste à jeter un coup d'œil sur sa vie extérieure politique et privée.

Les Tribunaux supérieurs n'ont point été associés par les diverses constitutions de la France, comme l'étaient jadis les Parlements, à la puissance publique, et il serait injuste d'exiger d'eux la même indépendance vis-à-vis du Pouvoir. Au point de vue politique la Cour de Riom a conservé toujours à l'égard des Gouvernements qui se sont succédés, l'attitude qu'imposait à ses membres le serment par eux prêté. On a critiqué cette déférence parfois embarrassante a-t-on dit, et en tout cas exempte de dignité.... Brûler le lendemain ce qu'on a adoré la veille ; encenser aujourd'hui le régime qu'on dénigrait hier !... L'un des magistrats les plus éminents qu'ait possédé la Cour, le Baron Grenier, s'en tirait par une spirituelle saillie : « Vous me reprochez d'avoir prêté trop de serments ; mais n'a-t-on pas le droit de reprendre ce qu'on s'est borné à prêter ? du reste si j'ai prêté onze serments, je les ai tous tenus. »

Les registres de la Cour constatent qu'en vertu d'une délibération du 27 ventôse an X elle assistait officielle-

ment à la promulgation de la Constitution de l'an X ; qu'elle déléguait le 21 prairial suivant, une commission pour la représenter à l'entrée solennelle de l'Évêque de Clermont et que même le 8 germinal an XI (peut-être était-ce un subterfuge ingénieux de juges désireux de prendre quelques vacances), elle décidait la suspension des audiences quinze jours durant, du 14 au 28 germinal, pour permettre aux magistrats d'accomplir leurs devoirs religieux et de prendre part aux élections.

Mais cet âge de transition la trouve quelque peu vacillante : par les délibérations des 13 prairial an XII, 8 prairial et 25 thermidor an XIII elle refuse d'assister à la promulgation de la Constitution de l'an XII et à des processions religieuses, « n'en ayant pas reçu l'ordre du Gouvernement ». Et cependant, en cette même année, elle assistait, assurée sans doute que le Gouvernement ne lui en saurait pas mauvais gré, à la Messe d'actions de Grâces célébrée à la suite de la découverte du complot contre le Premier Consul. (Délibération du 17 ventôse an XII.) A partir de 1806 elle prenait part chaque année aux messe et procession du 15 août (fête de l'Empereur) et du 2 décembre (anniversaire d'Austerlitz). Une délibération du 27 vendémiaire an XIV relève fort judicieusement à ce sujet que « la cérémonie a pour objet d'invoquer l'Éternel pour la « prospérité des armes de l'Empereur des Français », ce qui supplée bien à l'absence d'ordres officiels d'assistance.

Jusqu'en 1814, la Cour Impériale suivra la tradition de la Cour d'Appel ; puis la Cour Royale succédant à la Cour

Impériale, le 25 août remplacera le 15, et la Saint-Louis la Saint-Napoléon. A l'office anniversaire de la bataille d'Austerlitz succédera l'office anniversaire de la mort de Louis XVI. En 1831, la Cour célèbre officiellement le 1^{er} mai la fête de saint Philippe ; vienne le second Empire, elle reprendra ses anciennes habitudes, jusqu'à l'époque (1871) où, changeant encore de date et de formule, elle se rendra en corps au début de chaque année en l'une des églises paroissiales, prier l'Esprit-Saint d'éclairer les Représentants du Pays. On sait que les prières publiques ont été supprimées en 1884. Depuis lors, en dehors des convois de ses membres, la Cour en robes rouges n'apparaîtra plus dans l'église, que pour figurer aux offices funèbres des Présidents Carnot et Félix Faure, lors desquels elle a adopté le même cérémonial qui avait été suivi à la mort de Louis XVIII, à celles du Duc d'Orléans, de M^{me} Adélaïde et du vieux roi Jérôme Napoléon (1).

De même que les décès, les naissances font l'objet de manifestations officielles : c'est sur un mode identique que se manifesteront les transports de la Cour dans ses délibérations des 28 mars 1811, 3 octobre 1820, 23 août 1838 et 20 mars 1856, à l'occasion des naissances du Roi de Rome, du Duc de Bordeaux, du Comte de Paris et du Prince Impérial,

Dans les mêmes termes, la Cour qui avait exprimé au

1. Le 18 février 1878 la Cour avait assisté au service célébré en l'église Saint-Amable en l'honneur du Pape Pie IX : La mort de Léon XIII est au contraire passée inaperçue.

Comte de Valence lors de son inauguration le désir de « posséder les traits augustes » de Napoléon, réclamera la faveur de contempler ceux de Louis XVIII (délibération du 19 août 1820) ou du Dauphin (22 avril 1830); cette dernière supplique fut accueillie avec bienveillance par le ministre de l'Intérieur qui fit savoir à la Cour qu'il consentait bien à lui envoyer le portrait du Dauphin, mais que le peintre réclamait sur le prix de son tableau un solde de 300 francs que la Cour aurait à lui verser. Et la Cour en fit le sacrifice; sans pressentir que l'arrivée du portrait allait coïncider avec la chute de la Branche aînée et que l'auguste image du Dauphin ne connaîtrait jamais que les combles du Palais.

Si de semblables incidents ne prêtent qu'au sourire, on est plus péniblement impressionné de la brutalité des volte-face accomplies par des hommes supérieurs qui n'eurent même pas la pudeur de draper dans des formules atténuées l'ingratitude que leur imposait l'intérêt personnel. La période qui a suivi de plus près la Révolution est à ce point de vue la plus typique, comme si, de cette commotion violente, les caractères étaient sortis émoussés et non mieux trempés.

Lorsque à la fin de 1813, l'Empereur commençait à voir se détacher de lui les arrivistes les plus clairvoyants, la Cour de Riom tint à protester publiquement dans une lettre au Souverain: « de sa fidélité, de son attachement et « de son respect par Sa Majesté Impériale et de son « dévouement à l'honneur de l'Empire et au salut de la

« Patrie ! » Le Cour entendit que ses sentiments fussent affirmés par la publication de la délibération, lue préalablement en audience publique, toutes Chambres réunies et en robes rouges (1).

Cinq mois à peine s'étaient écoulés que les mêmes magistrats, tous nommés par l'Empereur, la plupart enfants de la Révolution, vont, pris de peur pour leurs places, signer le 14 août 1814 non seulement aux Bourbons, mais aux souverains alliés qui les ramènent, une adresse où l'on lit ceci :

« La Cour étant d'avis qu'elle ne saurait demeurer indifférente sur les grandes opérations de salut public,

« Rend grâces immortelles aux augustes souverains dont la puissance combinée a fermé l'abîme des maux qui désolaient la terre;

« Est demeurée convaincue que la France, trop longtemps déchirée par l'anarchie, et dévorée par le despotisme, ne pouvait redevenir heureuse qu'avec la dynastie royale et paternelle des Bourbons.

« Elle a l'intime persuasion que la fin de notre affreuse Révolution est essentiellement subordonnée aux souverains légitimes dont le rappel au Trône s'opère avec le calme de la sagesse, le concours des vertus et sous les auspices d'une paix générale.

« Considérant enfin que les citoyens ont été déliés de leur serment envers Napoléon-Bonaparte par décret du

1. *Délibération du 24 novembre 1813.*

« Sénat du 2 du présent mois, la Cour, déclare qu'elle
« donne son adhésion... » Les termes de cette adresse peuvent surprendre et prouvent un oubli un peu rapide des *Te Deum* chantés en l'honneur de ce Buonaparte, et des protestations qu'il avait suscitées alors qu'il n'était que Napoléon. Mais il fallait justement faire oublier tout cela et ce sont alors des lettres à Louis XVIII : le 28 avril la Cour va s'adresser personnellement à lui (elle eût peut-être pu s'en tenir à cette dernière démarche) : « Sire, les Membres
« de votre Cour séant à Riom, s'empressent de présenter à
« Votre Majesté, l'hommage de leur respect, de leur dévouement, de leur obéissance, de leur fidélité.

« Sire, la privation de nos rois nous a fait souffrir tour
« à tour les excès de l'anarchie et les fléaux de la guerre ;
« les maux qui nous menaçaient étaient, s'il se peut, plus
« cruels que ceux qui nous blessaient déjà. Permettez, Sire,
« à vos magistrats de se réjouir devant Votre Majesté de
« n'avoir à exécuter sous le règne des lys et sous leur sceau,
« que des lois désormais bienfaisantes, etc... etc... »

Une députation part de Riom pour Paris. Elle est reçue à la Cour « avec une onction et une grâce qu'il est difficile
« de rendre », constate la délibération du 13 mai 1814 qui en rend compte : et qui ajoute : « Cette réception est le
« plus beau jour de la vie de M. Redon. Au sortir de la
« salle de réception il a été complimenté et embrassé par
« une foule de Grands Seigneurs ! »

M. Redon ce jour-là manquait de mémoire ; et il est douteux que l'accolade des courtisans de Louis XVIII, lui

eût causé plus de joie que sa nomination de Premier Président et de Baron de l'Empire, par Napoléon.

La Cour, comme la nouvelle noblesse, conserve ses positions. Bien plus la Duchesse d'Angoulême s'étant rendue à Vichy en juillet 1814, daigna, sur la demande du Président Verny qui était venu lui présenter une délégation et lui exprimer la joie des magistrats riomois d'avoir retrouvé les Lys et les Bourbons, lui octroyer la décoration du Lys non seulement pour lui et pour les membres de la Cour y compris les Commis-Greffiers, mais aussi pour trois des postulants aux places d'auditeurs.

Soudain au milieu de la sécurité générale, on apprend le débarquement de Buonaparte au golfe Juan.

« Sire, écrit aussitôt la Cour, trop pressée, à Louis XVIII (1),
« un événement inattendu de tous consterne la Nation qui
« commençait à jouir du bonheur sous le meilleur des rois,
« sous l'héritier de tant de rois qui ont fait le bonheur de
« la France. Votre Cour Royale de Riom ne peut garder
« le silence ; elle est convaincue que la Providence après
« avoir rendu Votre Majesté à ses sujets daignera la leur
« conserver... »

Hélas ! la Providence n'entend pas les prières de la Cour. Celle-ci a la résignation facile et quinze jours ne se sont pas écoulés qu'elle écrit à l'Empereur réinstallé aux Tuileries (2) : « Sire, le retour de Votre Majesté sur un trône

1. Le 16 mars 1815.

2. Le 4 avril 1815. Ces deux délibérations sont immédiatement à la suite l'une de l'autre !

« où le choix des Français l'avait appelée a réveillé en eux
« les sentiments de cette gloire nationale qui était le fruit
« de vos héroïques exploits et de vos grandes institutions...
« Pour opérer le rétablissement de Votre Majesté sur ce
« trône, il fallait nécessairement la force de votre âme et
« de votre génie ; et les faits de l'histoire n'offrent et n'of-
« friront jamais l'exemple d'un aussi grand événement.

« Les membres de votre Cour Impériale de Riom vien-
« nent présenter à Votre Majesté l'expression de leurs sen-
« timents de fidélité et de dévouement. »

Et les deux lettres sont signées des mêmes noms, et les deux lettres se terminent par la même formule : « Nous
« sommes, avec respect, Sire, de Votre Majesté les très
« humbles et très obéissants serviteurs (1). »

Elles durent être ouvertes l'une et l'autre par le Cabinet de l'Empereur ; car Louis XVIII était parti pour Gand, dès le 20 mars, avant que la première ait pu probablement arriver à destination.

Mais l'Empereur avait d'autres soucis que de méditer sur l'ingratitude et la versatilité humaines : aucun membre du Parquet ni de la Cour ne fut déplacé pendant les Cent-Jours et les Bourbons rentrés en France n'exigèrent point de la Cour redevenue Royale une palinodie nouvelle, assurés de son dévouement puisqu'ils étaient revenus au Pouvoir !

La Révolution de 1830 ne fut marquée que par les dis-

1. 16 mars et 4 avril 1815 :

cours de rentrée (1) et par la révocation du Procureur Général M. de Bastard d'Estaing, de deux avocats généraux, MM. de la Boulie et du Clozel et d'un substitut, M. de la Boutresse fils (2).

1. M. l'Avocat général s'écriait en effet : « Fiers d'avoir conquis, leurs libertés par quarante années de gloire et de sacrifices, les Français n'aspiraient qu'à jouir en paix de leurs droits, lorsque le Gouvernement guidé par une injuste prévention et entraîné par une aveugle confiance, résolut et tenta de rétablir le pouvoir absolu.

Le peuple, ajoutait-il, ne l'a pas permis et a remplacé les pouvoirs existants par un nouveau Gouvernement, et par un roi « qui n'aspire qu'à mériter le surnom de roi citoyen. Heureux le peuple assez éclairé pour avoir élu un tel souverain ! »

Et M. le Premier Président Grenier prenant à son tour la parole :

« Messieurs, depuis nombre d'années l'exécution de la Charte « qui renfermait notre pacte social a toujours été réclamé et « toujours éludé. Enfin ce même pacte social a été tout à « coup violé et détruit par les trop fameuses ordonnances « du 25 juillet, digne fruit d'une longue et aveugle obstina- « tion à vouloir un mode de gouvernement qui depuis long- « temps était devenu impossible.

« Cette violation qui a été le sujet d'une juste indignation « en France et d'un étonnement général en Europe nous laisse « sait sans pouvoir légitime, sans règles, et nous livrait à un « arbitraire effrayant..... » et il terminait : « On verra sur le « trône les principales sources de la prospérité des états : « des mœurs pures et l'esprit d'économie. »

2. Les révolutions successives se sont d'ailleurs signalées par de semblables hétacombes. En 1830 un seul magistrat inamovible, le Président Préveraud de la Boutresse, refuse

L'attitude politique de la Cour de Riom ne se surprend à partir de cette époque lointaine par aucun symptôme intéressant. Sa déférence envers le Pouvoir a toujours été empreinte de dignité en même temps que de réserve ; et il convient d'ajouter que le sage exemple donné par elle à tout son ressort a porté ses fruits. Les archives de la Cour ne relèvent que deux incartades politiques suivies de répression disciplinaire. En mai 1833, M. Gazard, juge suppléant à Aurillac (1), ayant publié contre le Gouvernement un pamphlet des plus acerbes, se vit infliger un simple avertissement pour avoir compromis la dignité de son caractère et manqué à ses devoirs de magistrat.

En août 1871, le Président du Tribunal d'Ambert fut censuré par un arrêt portant « que dans une circulaire du
« Comité de défense nationale d'Ambert dont il était pré-
« sident, dont les réunions se tenaient dans la Chambre
« même du Conseil du Tribunal, circulaire adressée aux
« membres des comités cantonaux, signée de lui et insérée
« dans le *Mémorial d'Ambert* du 19 novembre 1870, M. Char-
« don avait écrit ces lignes : « Vous n'exercerez aucun pouvoir
« proprement dit, mais votre surveillance doit s'étendre

son serment au nouveau roi. En 1848 furent révoqués M. Romeuf de la Valette, Avocat Général et démissionnaire, M. Rudel du Miral, Avocat Général également. En 1871 furent révoqués MM. Souëf, Procureur Général et Lezaud, Substitut ; et en 1880, démissionnaires MM. Eparvier et de Douhet de Villossanges, Avocats Généraux.

1. Devenu en 1848 député et administrateur provisoire.

« à tout et à tous. Vous devez exprimer par des notes votre
« approbation ou votre blâme en toutes matières. » Que
« ces expressions autorisaient les populations locales à
« craindre que le comité qui se disait de défense nationale
« ne voulût se transformer en une sorte de comité de salut
« public tendant à exercer en toute matière et envers chacun
« une surveillance illégale et révolutionnaire. » Il n'apparaissait pas en effet que la préoccupation du rédacteur de la circulaire incriminée fût de défendre l'arrondissement d'Ambert contre l'ennemi envahisseur...

Si l'attitude politique de la Cour de Riom ne fut pas toujours à l'abri de la critique, sa bienfaisance, son patriotisme, son attachement aux intérêts locaux furent toujours dignes d'éloges. On l'a vue en maintes circonstances, venir avec une magnifique générosité, en aide au pays. Lors des guerres du Premier Empire elle équipa à ses frais cinq chevaux en 1813 ; elle donna en 1814, 12.000 francs pour acheter des chevaux, et en 1815, 2.400 francs pour équiper des Gardes nationaux. (Délibérations des 23 janvier 1813, 31 janvier 1814, 29 mai 1815.) Par une délibération du 4 mai 1816 elle abandonnait tout ce qui lui revenait dans l'emprunt des 100 millions. En 1855, lorsque l'armée d'Orient souffrait particulièrement du froid, elle envoya 1.000 francs pour acheter des habits (délibération du 2 janvier 1855) ; en 1859, elle fit parvenir la même somme aux blessés d'Italie (27 juin 1859) et en 1860 (délibération du 13 août) aux Chrétiens de Syrie.

En 1872, lorsqu'une souscription fut ouverte pour la

libération du territoire, la Cour de Riom s'inscrivit pour l'importante somme de 22.500 francs, alors qu'elle avait déjà versé quelques mois auparavant 3.000 francs pour les besoins de l'armée (délibérations des 25 juillet 1870 et 5 et 8 février 1872).

De même, il n'est aucune des misères intéressant la région qui la laisse insensible ; et chaque fois qu'un incendie (1), une inondation (2) ou quelque autre catastrophe (3) lui est signalée en Auvergne ou même dans le reste du pays, elle tient à honneur d'être des premières à secourir les sinistrés.

Les pauvres de Riom, le Bureau de Bienfaisance, lorsque la misère est plus intense, ne s'adressent jamais en vain à la Caisse de la Cour... Citons en particulier les années 1817 où la Cour verse aux pauvres 3.700 francs ; 1829 où elle leur donne 2.400 francs ; 1848 où elle abandonne pendant plusieurs mois le quart du traitement de ses membres pour venir en aide aux ouvriers sans travail... (4).

1. Voir notamment délibérations des 8 mai 1820, 9 novembre 1825, 31 août 1826, 18 juillet 1829, 3 novembre 1836, 21 novembre 1842, 4 novembre 1846.

2. *Id.*, 24 juillet 1831, 18 novembre 1840, 11 juin 1856, 3 novembre 1866.

3. *Id.*, 23 mai 1832, 23 mars 1843, 16 août 1862, 24 janvier 1863, 15 août 1866, 14 août 1882, 27 juin 1885.

4. L'Ordre des Avocats et la Chambre des Avoués mériteraient également une remarque semblable et dans maintes et maintes circonstances, vinrent en aide soit au pays, soit aux malheureux avec une grande largesse.

Si nous étudions maintenant la vie extérieure de la Cour, nous la voyons commencer chaque année ses travaux à la date du 1^{er} novembre et les clôturer le 30 août, à l'instar d'ailleurs des autres Cours de France. Une ordonnance du 14 décembre 1847 fixa la rentrée au 3 novembre au lieu du 1^{er}. Le décret du 4 juillet 1885 a reporté les vacances au 15 août, les limitant au 16 octobre.

L'année judiciaire s'ouvre par une audience solennelle, qui a été précédée jusqu'en 1901 de la Messe du Saint-Esprit ou Messe Rouge, célébrée à la Sainte-Chapelle, le plus souvent par l'Évêque de Clermont. Supprimée passagèrement en 1830, rétablie en 1837, cette Messe de rentrée a été abolie en 1901 (1).

L'audience de rentrée qui n'est plus aujourd'hui qu'une formalité revêtait jadis un certain appareil, et c'était devant des invités nombreux et choisis que l'un des membres du Parquet prononçait en même temps que l'éloge des magistrats disparus ou arrivés à la retraite au cours de l'année une harangue sur un sujet historique ou judiciaire.

La tradition des discours de rentrée a pris fin de par le décret du 10 juillet 1903 (2).

1. Depuis 1901 et en vertu d'une délibération du 14 août l'Ordre des Avocats fait célébrer au début de chaque année judiciaire une Messe du Saint-Esprit à laquelle il se rend en corps.

2. Le sujet des discours prononcés aux audiences de rentrée de la Cour depuis sa fondation et le nom de leurs

Aussitôt après la rentrée, les audiences reprennent leur cours normal, un roulement annuel, prescrit par le décret du 15 juillet 1885, répartit les magistrats entre les deux Chambres de la Cour.

Le nombre et les heures d'audience ont souvent varié

auteurs nous semble faire partie de l'histoire de ce Corps judiciaire, aussi en publions-nous ici le tableau.

1809. — *La discipline et l'observation des lois*. Grenier, procureur général.

1810. — Grenier, procureur général.

1811. — Touttée, avocat général.

1812. — Rochon de Valette, avocat général.

1813. — Archon Despérouze, procureur général.

1814. — Grenier, procureur général.

1815. — Grenier, procureur général.

1816. — Archon Despérouses, avocat général.

1817. — Grenier, procureur général.

1818. — Archon Despérouses, avocat général.

1819. — Pagès, procureur général.

1820. — *L'émulation*. Jusseraud Duclos, avocat général.

1821. — *L'honneur dans la magistrature*. Voysin de Gartempe, avocat général.

1822. — Archon Despérouze, avocat général.

1823. — *Les rois de France jusqu'à Charles X*. Pagès, procureur général.

1824. — *La modération du magistrat*. Voysin de Gartempe, avocat général.

1825. — *Le respect des lois*. Archon Despérouses, avocat général.

1826. — *L'emploi du temps*. Jusseraud Duclos, avocat général.

1827. — *Le dévouement du magistrat*. De Chantelauze, procureur général.

durant le cours des âges; suivant les nécessités du service, chacune des Chambres tenait trois ou quatre audiences hebdomadaires, qui s'ouvraient à des heures ayant alterné entre 8 heures du matin et 1 heure de l'après-midi selon les époques et les saisons. Pendant la guerre, aux termes

1828. — *La carrière du magistrat*. De Bastard, avocat général.

1829. — *Les devoirs du magistrat*. Colin, avocat général.

1830. — *La magistrature sous la royauté nouvelle*. Grenier, avocat général.

1831. — *Liberté! Magistrature!* Salveton, avocat général.

1832. — *L'érudition en jurisprudence*. Jallon, avocat général.

1833. — *Le magistrat et la Charte*. Salveton, avocat général.

1834. — *De l'expérience*. De la Séglière, procureur général.

1835. — *Michel de l'Hospital*. Salveton, avocat général.

1836. — *La magistrature en France, sa mission*. De la Séglière, procureur général.

1837. — *Du ministère public*. De la Séglière, procureur général.

1838. — *Le système pénitentiaire*. De Boissieu, procureur général.

1839. — *Devoirs du magistrat envers le prince et l'État*. Romeuf de la Valette, avocat général.

1840. — *Liberté et discipline*. De Boissieu, procureur général.

1841. — *L'irréflexion et le respect humain en politique*. Grellet Dumaseau, substitut.

1842. — *Étude sur l'histoire du droit en Auvergne*. Bayle Mouillard, avocat général.

1843. — *La magistrature dans notre état social*. Moulin, avocat général.

d'une délibération du 9 novembre 1870, chaque Chambre ne siègea qu'une fois par semaine. Actuellement la Première Chambre siège les quatre premiers jours de la semaine, les deux premiers, de 1 heure à 4 h. 1/2, les mercredis et jeudis de 8 h. 1/2 à 11 h. 1/2. La Chambre temporaire siège les lundis et mardis matin de 8 h. 1/2 à 11 h. 1/2.

1844. — *Réception du premier président Pagès*. Allain Targé, procureur général.

1845. — *Installation du procureur général*, Letourneux.

1846. — *De l'indulgence en matière criminelle*. Letourneux, procureur général.

1847. — *Propriété et communisme*. Rudel du Miral, avocat général.

1848. — De Sèze, procureur général.

1849. — *L'immovibilité; le principe d'autorité*. De Sèze, procureur général.

1850. — *De l'influence de la magistrature*. De Sèze, procureur général.

1851. — *Du devoir*. De Sèze, procureur général.

1852. — *Chute et rétablissement du principe d'autorité*. Diard, avocat général.

1853. — *L'immovibilité*. Blanche, procureur général.

1854. — *Domat et son temps*. Pommier Lacombe, avocat général.

1855. — *De l'instruction du magistrat*. Ancelot, avocat général.

1856. — *De l'esprit pratique de la magistrature*. Burin-Desrosiers. Avocat général.

1857. — *De l'égalité civile*. Cassagne, avocat général.

1858. — *Napoléon et le Code d'instruction criminelle*. Salneuve, procureur général.

1859. — *La tradition*. Ancelot, avocat général.

La seconde Chambre siège les quatre derniers jours de la semaine de 1 heure à 4 h. 1/2 .Quant à la Chambre des Mises en Accusation elle se réunit selon les besoins du service.

En dehors des audiences réglementaires la Cour, comme toutes les Cours d'Appel du reste, tient annuellement cer-

1860. — *Influence de la magistrature sur le droit et les lettres*. Rondeau, substitut.

1861. — *Les audiences de rentrée*. Thévenin, avocat général.

1862. — *L'avocat général dans l'ordre judiciaire*. Levée du Montat, avocat général.

1863. — *La théorie et la pratique en droit*. Welter, substitut.

1864. — *Origine et développement de l'action publique*. Moreau, substitut.

1865. — *De l'usure et de sa répression*. Caresme, avocat général.

1866. — *Du contrat de société dans le droit ancien et moderne*. Welter, avocat général.

1867. — *Développements des institutions civiles*. Moreau, substitut.

1868. — *Le caractère spiritualiste de la Législation française*. Auzolle, avocat général.

1869. — *La Sénéchaussée d'Auvergne*. C. de la Roussille, substitut.

1870. — *Pas de solennité judiciaire à la rentrée*.

1871. — *Grenier ; sa vie ; ses travaux*. Guyot, avocat général.

1872. — *De la statistique judiciaire*. Liouville, substitut.

1873. — *Chabrol et la coutume d'Auvergne*. Welter, avocat général.

1874. — *L'honneur*. Auzolle, avocat général.

taines réunions périodiques provoquées par la nécessité du fonctionnement judiciaire du ressort. La plus importante est la mercuriale, c'est-à-dire le résumé des travaux juridiques de toutes les magistratures du ressort, présenté par le Procureur général, conformément à l'article 8 de la loi du 20 avril 1810 ; résumé dans lequel le chef du

1875. — *De l'autorité dans la famille*. De Douhet, avocat général.

1876. — *Favard de Langlade*. Mars, substitut.

1877. — Éparvier, avocat général.

1878. — Toinet, substitut.

1879. — *Liberté individuelle et détention préventive*. Berr, avocat général.

1880. — *L'aveu et l'interrogatoire en matière criminelle*. Caron, avocat général.

1881. — *Le serment du magistrat*. Allary, procureur général.

1882. — *L'idée moderne du droit*. Chanrigaux, avocat général.

1883. — *La magistrature russe*. Verdier, substitut.

1884. — *Savaron*. Fery d'Esclands, substitut.

1885. — *Les circonstances très atténuantes*. Fourney, avocat général.

1886. — *Les juges sur le siège*. Laloë, substitut.

1887. — *La fraude et sa répression*. Berr, avocat général.

1888. — *Le Régime municipal*. Haffner, avocat général.

1889. — *Voyage autour du palais*. Dubouch, avocat général.

1890. — *L'interprétation*. Caron, avocat général.

1891. — *Pierre Flotte, Chancelier de France*. Béchon, substitut.

1892. — *Problèmes sur l'extradition*. Depeiges, substitut.

1893. — *La parole*. Dubouch, avocat général.

Parquet distribue selon les circonstances, l'éloge ou le blâme, les critiques ou les conseils. Puis viennent les délibérations de la Commission administrative, la discussion du budget qui suscite parfois certaines difficultés ; l'examen des autorisations de plaider à accorder dans certains tribunaux aux membres de la Corporation des avoués ; les avis sur la réduction ou l'augmentation du nombre des offices ministériels, le choix des journaux d'annonces légales ; la désignation des médecins experts et des membres du Bureau d'Assistance judiciaire, etc.

Des événements locaux provoquent parfois des réunions officielles étrangères au fonctionnement normal. C'est ainsi qu'à l'aurore de sa fondation la Cour avait cru devoir encourager la jeunesse en se rendant en toques et robes rouges aux distributions de prix de « l'École secondaire ». Malheureusement en 1807, le directeur commit l'incorrection de l'inviter par lettre seulement, au lieu de lui envoyer une délégation « comme l'exige la dignité de la Cour » (délibération du 27 août 1807). Celle-ci s'abstint désormais

1894. — *Le dénigrement*. Caron, procureur général.

1895. — *Le chantage*. Delpy, avocat général.

1896. — *La sorcellerie à travers les âges*. Béchon, substitut.

1897. — *L'idée de justice*. Bourrier, substitut.

1898. — *Molière et son œuvre*. Depeiges, substitut.

1899. — *Mendicité et vagabondage*. Vibert, substitut.

1900. — *Le parlement Maupeou*. Delange, avocat général.

1901. — *Tolstoï et son œuvre*. Roux, substitut.

1902. — *Tendances du droit pénal contemporain*. Depeiges, avocat général.

de se rendre à ces cérémonies scolaires et n'y assista plus « qu'en habit et en manteau noirs ».

Les voyages en Auvergne des personnages officiels arrachent parfois la Cour à son recueillement. Déjà sous le Premier Empire, ses archives témoignent de la préoccupation que lui avait causée l'annonce d'une visite d'envoyés extraordinaires de l'Empereur (délibération du 31 déc. 1813), mais les événements empêchèrent ce projet de s'accomplir.

Nous avons déjà signalé la visite faite à Vichy par la Cour à la Duchesse d'Angoulême en 1815 et l'à propos avec lequel le Président Verny en profita pour obtenir la décoration de tous ses membres ; la Duchesse revint fréquemment dans cette station et chaque fois la Cour se préoccupa d'envoyer une délégation pour la saluer. Ce fut d'abord, en 1818 et en 1821 (1), puis lorsque la Duchesse fut devenue la Dauphine, en 1826 et 1830. Le Duc d'Angoulême passa lui-même à Riom en juillet 1816 : le Premier Président lui souhaita la bienvenue et lui présenta toute la Cour ; le Palais de Justice fut pavoisé et illuminé. Le Dauphin étant venu à Clermont en 1830, une députation de sept membres alla l'y complimenter (2).

En 1820, le Garde des Sceaux qui était alors M. de Serre, avait fait une saison au Mont Dore. La Cour lui ayant adressé une demande d'audience, il répondit fort aimablement :

1. Cette même année 1821, la Duchesse fut également saluée par une délégation lors de son passage à Clermont.

2. Délibérations des 22 juillet 1816 et 29 août 1830.

blement que loin de vouloir la déranger il irait lui-même lui rendre visite à Riom (Délibérations des 26 juillet et 11 août 1820), mais rien dans les registres de la Cour ne révèle qu'il ait tenu sa promesse. Deux ans après le nouveau Garde des Sceaux, M. de Peyronnet, qui cette fois se soignait à Nérès, y reçut la délégation qui alla le saluer le 19 août. (Délibérations des 14 et 22 août 1822.)

Lors du sacre de Charles X, les deux chefs de la Cour allèrent, sur invitation, représenter celle-ci à Reims. Le Premier Président qui était alors le Baron Grenier se préoccupa même fort de son costume, ainsi qu'en fait foi sa correspondance avec son neveu, M. Paul de Combes, alors étudiant en droit à Paris (1). Il s'était murmuré d'abord que le roi ferait cadeau d'une robe de velours rouge à tous les magistrats conviés à son sacre. Cette espérance envolée, le Premier Président pria son neveu de lui en faire confectionner une « en casimir rouge avec les « bandes et les bouts de la chausse en véritable hermine ; « et en même temps quelque habit selon le goût actuel, pour « assister aux cérémonies... Je sais bien, ajoute-t-il mélan- « coliquement, que cela montera beaucoup, mais je suis « jaloux de satisfaire aux convenances. »

Sous le Gouvernement de Juillet, il n'arriva qu'une fois au Duc d'Orléans de recevoir à son passage à Riom les hommages de la Cour. C'était à Randan que les magistrats

1. Lettres du Baron Grenier. Collection de M. de Guérines.

affectionnaient d'aller saluer la Famille Royale et particulièrement M^{me} Adélaïde qui leur témoignait une spéciale bienveillance. (Délibérations des 21 septembre 1839, 19 mai 1842, 21 juin 1844 et 30 juin 1845.) Les députations étaient uniformément composées de sept membres et se conformaient toujours au même cérémonial.

En 1848 de grandes fêtes ayant été célébrées à Clermont en l'honneur du Général Desaix dont on inaugurait la statue, la Cour y assista en corps (délibérations des 17 juillet et 9 août 1848). Deux ans après, elle recevait au Palais de Justice la visite du Garde des Sceaux, M. Rouher, à qui chaque magistrat fut présenté (délibération du 19 août 1850). En 1852, elle envoya à Moulins une députation pour offrir au Prince Président les hommages de ses membres : le Premier Président qui était alors M. Nicolas le fit dans les termes les plus chaleureux et le Prince y répondit fort aimablement (délibération du 15 septembre 1852). Nouvelle visite en 1853, à M. Dubessey, Conseiller d'État en mission et de passage à Riom (délibération du 23 juillet 1853), et plus tard au Maréchal de Castellane lorsqu'il traverse la ville (délibération du 22 juin 1858).

Mais sous le second Empire l'enfant chéri de la Cour, qui était en même temps son protecteur, fut M. Eugène Rouher, qui n'oublia jamais que Riom avait abrité ses débuts, et, plus tard, ses premiers triomphes oratoires. Pendant tout son règne, celui qu'on a appelé le Vice-Empeur entretenait avec la Cour des relations ininterrompues. Il lui rendit visite en 1850. En 1855, lors d'une saison qu'il

faisait à Vichy, il reçut le 24 juillet une députation de la Cour qu'il retint à déjeuner en compagnie de M. Fortoul, son collègue à l'Instruction Publique. Quelques jours après, ils recevaient l'un et l'autre une invitation à déjeuner que M. Rouher seul put accepter. Le banquet très solennel eut lieu le 5 août au Palais avec le concours de toutes les autorités de la ville (délibérations des 27 juin et 25 juillet 1855). En 1857 une nouvelle délégation à la tête de laquelle figurait le Premier Président lui-même alla de nouveau saluer le Ministre à Vichy (délibération du 12 août 1857); et en 1862 M. Rouher décida les Souverains à venir visiter l'Auvergne où l'auteur de la vie de César était bien aise de venir puiser quelques inspirations et recueillir quelques documents. Le 5 juillet, M. Rouher reçut à Riom la Cour en habit de ville, et le même jour il lui rendit sa visite. Le 8, l'Empereur, l'Impératrice et le jeune Prince Impérial arrivaient à Riom. Reçus à la Gare par M. le Premier Président Lagrange et M. le Procureur Général Salneuve, ils descendirent à l'Hôtel de Ville où la Cour en robes rouges, présentée par son chef, leur rendit visite. Le soir ils se transportèrent au Palais brillamment pavoisé : la Cour les attendait sur le seuil, et du bas du grand escalier, les escorta à la Sainte-Chapelle, puis à la Seconde Chambre transformée en salon, et du balcon de laquelle, les Souverains se montrèrent à la foule, qui massée sur le boulevard et sur le « Pré Madame », les acclama avec transports. Le surlendemain, quittant Clermont, l'Empereur fut salué à son passage à la gare de Riom par toute

la Cour en habit de ville. (Procès-verbaux des 11 juin, 5 et 10 juillet 1862.)

Le souvenir de la visite de l'Empereur a été conservé en un tableau monumental, œuvre de M. Degeorge (au musée de Riom), intéressant par la ressemblance d'un grand nombre des personnages qui y sont représentés.

De 1870 à 1904, les fêtes et les réceptions ont été assez rares : lors du voyage à Clermont-Ferrand du seul Président de la République qui ait honoré l'Auvergne de sa visite, en 1895, Riom fut négligé par M. Félix Faure ; la Cour alla le saluer à Clermont à la Préfecture, présentée par M. le Premier Président Oudoul qui affirma au Chef de l'État « sa fidélité aux vieilles traditions de justice et d'impartialité et son attachement aux institutions républicaines ». (Procès-verbaux des 29 mai et 1^{er} juin 1895.)

Le passage de M. Gomot, ancien membre de la Cour, au Ministère de l'Agriculture en 1885, n'avait été marquée de la part de celle-ci que par une lettre de félicitations du 11 novembre 1885.

Mais les registres de la Cour sont muets sur la première promotion au Ministère de la Justice de M. Guyot-Dessaigne, bien qu'il eût été longtemps avocat général à la Cour de Riom. Il en avait été de même autrefois quand, à deux reprises, M. de Parieu, simple avocat, il est vrai, au Barreau de Riom mais qui y avait laissé d'éclatants souvenirs, avait figuré dans les ministères, avec le portefeuille de l'Instruction publique en 1849, puis plus tard comme ministre sans portefeuille présidant le Conseil d'État.

Ces dernières années, par contre, les voyages ministériels qui se sont multipliés un peu partout en France ont été pour la Cour l'occasion d'une série de fêtes et de déplacements.

Le 14 août 1904 le Garde des Sceaux (c'était alors M. Vallé) rendait visite à la Cour de Riom. M. le Premier Président Ducroux et M. le Procureur Général Caron étaient allés à son devant à Gannat et le conduisirent tout droit au Palais au seuil duquel une délégation l'attendait. Amené à la Chambre du Conseil, il y reçut les visites officielles. Le 15 août, un banquet lui fut offert dans le vaste et imposant péristyle qui domine le grand escalier du Palais : toutes les autorités du département avaient été conviées. Une réception dans les jardins de la Cour très coquettement illuminés clôtura ces fêtes.

En juillet 1906 la Cour envoya une délégation, en robe, saluer au cercle militaire M. Etienne, Ministre de la Guerre, venu à Riom pour l'inauguration de la fontaine monumentale cédée par le Conseil Municipal de Paris à la Ville de Riom et installée sur une de ses places aux frais d'un généreux compatriote, M. Henri Laurent (1).

Enfin le 5 janvier 1907, lors du passage à Clermont de M. Guyot-Dessaigne, pour la deuxième fois Garde des Sceaux, une délégation officielle de la Cour alla saluer le Ministre à la Préfecture. Elle avait sur le désir de celui-ci revêtu seulement la redingote.

1. La fontaine représente la Victoire couronnant Desaix. Elle a longtemps orné la Place Dauphine à Paris.

Quelques mois après le 21 mai une délégation de même sorte, mais en habit noir, apportait à Clermont, au Président du Conseil, M. Clemenceau, et aux Ministres de la Guerre et de la Justice, MM. Picquart et Guyot, les hommages du premier corps judiciaire de la Province.

La Cour conserve avec le soin le plus jaloux ses traditions pieuses envers les morts. En dehors de l'hommage rendu à ses membres par l'assistance à leur service funèbre et la célébration d'un office en leur mémoire, les Annales de la Cour mentionnent : que celle-ci le 5 décembre 1816 assista en corps et en robes rouges aux obsèques de M. de Chabrol, notable de la ville, et dont la bonté lui avait valu le nom de « père des pauvres » ; qu'elle fit célébrer à la mort de M. Abatucci, Ministre de la Justice en 1857, un service solennel à la Sainte-Chapelle ; qu'enfin elle a solennisé de même le décès de trois de ses Premiers Présidents : MM. le Baron Grenier, Lagrange et Bonjean, quoique ce dernier, lors de son décès, eût quitté la Cour depuis six ans pour prendre à la Cour de Cassation le poste d'honneur qui lui a conquis l'immortalité. M. le Premier Président Moisson prononça lors de la cérémonie solennelle célébrée le 1^{er} juin 1871, à la Sainte-Chapelle, son éloge funèbre, en des termes d'une remarquable élévation.

Telle est l'histoire extrajudiciaire de la Cour de Riom. Ajoutons que son existence paisible s'est déroulée sans être jamais traversée par des difficultés bien sérieuses ; et que dans sa marche sereine elle a toujours eu le souci de main-

tenir à son profit le glorieux renom de la Sénéchaussée, à laquelle elle avait succédé.

Son accord avec l'Ordre des Avocats et la Compagnie des Avoués qui collaborèrent à ses travaux n'a subi au cours de plus d'un siècle que deux atteintes tout à fait passagères : l'une en l'an XII où nous voyons éclater entre le Parquet et les Avoués un conflit rapidement réglé (Délibération du 30 brumaire, an XII); l'autre en 1893, la grève des Avocats de Riom, comme la baptisa la Presse, qui amena l'Ordre des Avocats et la Corporation des Avoués, jusqu'au cabinet de M. le Garde des Sceaux Guérin, mais sur laquelle les registres de la Cour sont demeurés complètement muets (1).

Plus rares encore ont été dans la Cour les discussions intestines : nous savons seulement qu'en 1815, à la mort de M. le premier avocat général Touttée, le second avocat général, M. Rochon de Valette, prétendit prendre de droit ce titre de premier avocat général ainsi devenu vacant par le décès de son titulaire. Le Greffe refusa d'entériner cette prétention et la Cour prit le parti de son greffier. Un échange de lettres assez vives eut lieu ; M. de Valette refusa de tenir son siège ; le Garde des Sceaux fut saisi (délibération du 27 déc. 1815), les registres n'en disent pas plus long.

Mais le calme ne s'était fait qu'en apparence ; en février

1. Les registres de l'Ordre et de la Chambre des Avoués fourniraient les renseignements nécessaires.

1818 le même M. de Valette, d'un caractère peu accommodant sans doute, avait avec un conseiller, M. Monestier, une altercation qui se termina par des voies de fait. Plainte de M. de Valette au Garde des Sceaux, étouffée par le Premier Président. Et cependant en mars les chefs de la Cour reçoivent du Ministre de la Justice une lettre de remontrance à raison de la négligence et de la mésintelligence entre eux de certains conseillers. Grande émotion, rumeur générale (Délibération du 16 février 1818) où M. de Valette déclare être l'auteur de la fiche dénonciatrice envoyée au Ministère. La Cour se disculpa par une délibération du 14 mars 1818, bientôt suivie du départ de M. de Valette: et tout rentra dans l'ordre, qui depuis cette époque n'a plus été troublé.

Nous avons hâte d'aborder maintenant l'œuvre judiciaire de la Cour.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE III

L'ŒUVRE DE LA COUR DE RIOM EN MATIÈRE CIVILE

La Sénéchaussée d'Auvergne était qualifiée jadis : « l'un des plus beaux sièges du Royaume. » La Cour de Riom, sa descendante, n'oserait revendiquer un titre aussi pompeux : elle n'en est pas moins l'un des établissements judiciaires les plus importants du pays, en raison tant de l'étendue de son ressort, que du nombre et de l'importance des affaires qu'elle solutionne chaque année.

Elle a perdu une de ses Chambres du fait de la loi du 30 août 1883; jusque-là, elle figurait parmi les Cours les plus nombreuses, Paris et Rennes faisant seules exception. Réduite aujourd'hui à deux Chambres, elle accumule chaque année depuis 1884 un arriéré de plus en plus considérable, qu'un seul remède, on va le voir, pourrait arrêter : sa reconstitution en l'état où l'avait trouvée la réforme de 1883.

Si l'on examine l'importance du ressort, on voit la Cour étendre sa juridiction sur quatre départements, formant

seize tribunaux desquels relèvent plus de quinze cent mille justiciables. Elle occupe à ce point de vue dans l'ordre des Cours le sixième rang, côte à côte avec Nancy et Poitiers, distancée par Paris et Rennes (plus de 3 millions de justiciables), Douai (2 millions) et Lyon (1.800.000).

Mais une Cour tire surtout son relief du nombre et de la nature des affaires qu'elle juge. Celle de Riom se range à ce titre parmi les premières.

« J'ai appartenu à la Cour de Poitiers, écrivait, en 1857, M. le Procureur Général Salneuve, et le Premier Président Meynard de Franc aux Cours de Douai et de Paris ; nous les avons expérimentées et nous sommes obligés de reconnaître que les causes portées devant ces Cours, même devant celle de Paris, sont loin d'offrir constamment des difficultés aussi ardues. Je suis loin de nier qu'il y ait à d'autres Cours des affaires de même nature et aussi difficiles qu'à la Cour de Riom, mais c'est là l'exception ; ici c'est la généralité.

« Étrangers au ressort de cette Cour, nous ne sommes guidés, quand nous nous exprimons ainsi, ni par l'esprit de corps, ni par l'esprit de localité, c'est la force de la vérité qui nous fait parler (1). »

Les causes de cette particularité sont nombreuses et variées, nous pouvons signaler les principales.

Le ressort de la Cour, avons-nous dit, comprend quatre départements : si sur ce nombre, l'un d'eux, l'Allier et une

1. Rapport de M. Salneuve sur les travaux de la Cour
Délibération du 3 novembre 1857.

partie du Puy-de-Dôme, la plaine de la Limagne, sont habités par des gens dont le caractère, au point de vue juridique, n'offre rien de spécial ; la montagne du Puy-de-Dôme, le Cantal et la Haute-Loire sont, au contraire, le foyer d'une race particulièrement processive ;

Le montagnard auvergnat, l'habitant du Velay, chérissent la procédure ; beaucoup parlant de leurs procès diraient avec mélancolie, comme la comtesse de Pimbèche : « Il ne m'en reste plus que deux ou trois petits. »

Plaider est un délice, avoir plaidé est pour les familles un titre d'honneur. Sur une notion superficielle du « livre des lois », c'est ainsi qu'il nomme le Code, le montagnard s'embarque dans une querelle judiciaire qui, les incidents de procédure aidant, se prolonge durant des années. Certaines régions de la frontière du Puy-de-Dôme et du Cantal ont la réputation d'ajouter à ces instincts procéduriers un sentiment insuffisant des droits d'autrui et les ressources d'un esprit madré et retors qui donne naissance dans les procès de moindre valeur aux difficultés juridiques parfois les plus épineuses et les plus ardues.

Les coutumes du pays et la nature de la propriété ajoutent à la multiplicité et à la complication des procès.

Durant la majeure partie du XIX^e siècle, les audiences de la deuxième Chambre de la Cour ont été encombrées par les procès de liquidation les plus touffus. Dans toute la montagne du ressort, il est dans les mœurs des propriétaires terriens, grands et petits, de « faire un aîné », c'est-à-dire de laisser au fils aîné en général, l'entière propriété

familiale, en dotant en argent les puînés des deux sexes.

Contrairement à ce qui existait autrefois dans l'ancienne Auvergne coutumière, les filles ne sont plus écartées des successions au profit plus ou moins exclusif des garçons, et sauf l'avantage fait à l'aîné que nous venons de signaler frères et sœurs reçoivent également ou à peu près l'héritage paternel.

Mais sans partage régulier, se créent et se poursuivent souvent des indivisions qui persistent pendant plusieurs générations, et sur lesquelles viennent se greffer le régime dotal, des aliénations plus ou moins régulières, des améliorations, des dégradations, des emprunts, mettant au bout d'un temps le juge en face de plusieurs successions enchevêtrées, de rapports, de reprises, d'in vraisemblables accumulations et capitalisations d'intérêts. L'imbroglio s'augmente de testaments, d'institutions contractuelles...

Le procès s'obscurcit aussi, durant son cours, par de longs sommeils : les habitants de ces contrées émigrent en effet, les uns dans le Nord où ils se livrent au commerce des parapluies et des toiles, d'autres en Espagne où ils sont escompteurs, boulangers, marchands de mules. De retour au pays, les poches bien garnies, ils remettent en état les instances qu'on a tenues avec soin hors des atteintes de la péremption. On obtient enfin après un quart de siècle, parfois davantage, un arrêt définitif ; et on a vu il y a moins de quarante ans, des liquidations demeurrées légendaires, absorber huit, dix audiences de quatre heures à la seconde

Chambre de la Cour et aboutir à des arrêts dont chacun constituerait à lui seul un volume !.. (1)

Le partage d'ascendants moyennant une rente viagère, suivie du rachat par l'un des enfants des lots de tous les autres, est encore une source féconde de procès, actions en rescision et nullité. Les subtilités, les perfidies du régime dotal qui fut jusqu'à ces derniers temps celui de la plus grande partie du ressort offrit à la Cour de Riom des difficultés du même ordre que celles dont abondent les recueils d'Agen et de Montpellier.

La procédure d'ordre fleurit aussi tout particulièrement à Riom : le Procureur Général Salneuve, dans le rapport de 1857, auquel nous avons déjà fait un emprunt, constate que « deux ressorts seulement dans tout l'Empire ont autant « de procédures de ce genre que celui de Riom ; ce sont les « ressorts de Grenoble et de Paris. » Il cite à l'appui de ce dire le chiffre de 1.424 ordres ouverts dans le ressort en une seule année. C'était, il est vrai, une année exceptionnelle ; mais la moyenne n'en est pas moins de sept à huit cents, fournissant une mine féconde à contredits et à procès en première instance et en appel.

Le régime de la propriété sert encore dans cette région d'aliment à la chicane. Le morcellement de la terre en Limagne, s'il diminue l'importance des transactions en augmente l'activité ; de là de nombreux procès dont l'inté-

1. Nous pourrions citer en exemple les affaires Devins-Brunel ; Chevalier, etc. (La succession d'Anne Chevalier ouverte en 1852, n'était pas finie de liquider en 1888).

rêt est souvent en sérieuse disproportion avec les questions ardues soulevées : servitudes d'irrigation, droits de passage pour cause d'enclave, communauté donnant naissance à indivision forcée, etc...

Enfin les communaux dans l'ancienne province d'Auvergne occupent encore une partie relativement notable du sol, et leur jouissance n'est pas sans provoquer et des querelles et des procès où le droit féodal et la coutume font parfois intervenir leur autorité concurremment avec celle du Code civil (1).

Ce qui précède explique l'encombrement du rôle de la Cour depuis que la réforme de 1883 l'a démantelée d'une de ses Chambres.

Jusque-là elle se suffisait à peine, et à plusieurs reprises elle avait adressé aux pouvoirs publics, pour obtenir une extension qu'elle jugeait indispensable, des appels demeurés toujours vains. Le zèle de la Cour dont les trois Chambres tenaient hebdomadairement huit audiences de quatre heures faisait cependant face aux besoins du rôle, et chaque année, entre 1870 et 1880, cinquante affaires environ restaient seules en arrière. Il est intéressant de rapprocher de ce résultat l'arriéré qui s'est creusé depuis dix-sept ans. Au 1^{er} janv. 1884, il restait au rôle des aff. civ. 107 aff.

«	1885,	«	123
---	-------	---	-----

1. De nombreuses délibérations de la Cour se réfèrent à ces différentes causes de procès : voir notamment : 30 août 1821, 19 mars, 1829, 3 nov. 1857, 3 avril 1863, etc...

Au 1^{er} janv. 1886, il restait au rôle des aff. civ. 152 aff.

«	1887,	«	179
«	1888,	«	162
«	1889,	«	160
«	1890,	«	174
«	1891,	«	179
«	1892,	«	258
«	1893,	«	241
«	1894,	«	272
«	1895,	«	322
«	1896,	«	412
«	1897,	«	382
«	1898,	«	408
«	1899,	«	408
«	1900,	«	345
«	1901,	«	307
«	1902,	«	303
«	1903,	«	421
«	1904,	«	423

Ajoutons bien vite que la progression du chiffre des affaires en retard ne puise pas sa cause dans la diminution du nombre des affaires expédiées.

Grâce à la disparition presque complète des longues et encombrantes affaires de liquidation la moyenne des arrêts annuellement rendus est supérieure à ce qu'elle était jadis. Au lieu de 390,395 arrêts civils, rendus jadis pendant l'année judiciaire, nous en relevons 406 de 1890 à 1895 ; 425 de 1899 à 1904. Mais le chiffre des causes annuellement

inscrites, de 340 à 350, s'est peu à peu et insensiblement élevé. Nous relevons de 1885 à 1890 une moyenne de 428 affaires inscrites. Et depuis lors :

1890, a amené : 469 affaires nouvelles.

1891	«	465	«
1892	«	401	«
1893	«	408	«
1894	«	439	«
1895	«	451	«
1896	«	423	«
1897	«	464	«
1898	«	477	«
1899	«	429	«
1900	«	488	«
1901	«	535	« (1)
1902	«	584	«
1903	«	499	«
1904	«	486	«

D'où une moyenne pour les dix dernières années de 483 affaires inscrites ; contre une moyenne de 424 affaires jugées. L'arriéré est donc fatalement destiné à augmenter tant que la Cour ne se verra pas ramenée à son chiffre numérique ancien de magistrats (2).

1. Les affaires d'accidents du travail ; puis les revendications nées de la loi du 1^{er} juillet 1901 ne sont pas étrangères à cette progression.

2. Divers expédients ont été inutilement essayés. On avait cru pouvoir activer le déblaiement du rôle par la désignation dans chaque Chambre d'un magistrat chargé de rechercher

Peut-on rêver l'avènement d'une ère moins processive? Les lois nouvelles élaborées par le seul Parlement en dehors de l'assistance de tous jurisconsultes ou spécialistes livrent au pouvoir judiciaire un champ aussi vaste qu'ardu: telles la loi sur les accidents du travail, les lois de juillet 1901 et 1904, la loi sur la séparation des Églises et de l'État qui investissent la juridiction civile du règlement des innombrables difficultés qu'elles font naître. A cette cause d'augmentation du nombre des procès s'ajoute l'essor pris par les nombreuses villes d'eau de la région: Vichy, le Mont Dore, la Bourboule, Chatelguyon, Royat, Vic-sur-Cère, Néris, Bourbon, Chaudesaigues; la découverte dans le bassin de la Sioule et de ses affluents de nouvelles mines de charbon, qui sont venues renforcer les exploitations anciennes de Commentry, Brassac et Champagnac-les-Mines, celle de nombreux et riches gisements d'antimoine dans la Haute-Loire, le Cantal et la montagne du Puy-de-Dôme; l'extension de l'industrie métallurgique et des usines qui traitent le caoutchouc. Ainsi s'explique l'affluence toujours grandissante des affaires à la Cour de Riom.

parmi les appels inscrits ceux qui ne présentaient qu'un caractère dilatoire, cette recherche a été bien vite jugée infructueuse (*délibération du 4 janv. 1906*).

La Chancellerie a alors constitué une Chambre Temporaire, ce qui a porté de sept à neuf le nombre des audiences civiles, mais la durée des audiences, peu à peu réduite, n'est plus, en en retranchant les suspensions, que de vingt-six heures environ par semaine, ce qui ne peut laisser que fort peu d'espoir de regagner le terrain perdu...

Faire l'historique de l'œuvre juridique d'une Cour d'Appel est chose difficile. Tout d'abord parce que l'autorité de la Cour de Cassation a uniformisé la jurisprudence des Cours d'Appel au point qu'à peine est-il possible d'attribuer à certaines d'entre elles une part plus ou moins prépondérante dans l'évolution qui s'est faite sur certaines des questions juridiques qui ont passionné les jurisconsultes postérieurs à l'édification du Code civil. Au surplus les arrêts de Cour enfouis dans les greffes, y dorment le plus souvent connus de ceux seuls qui y ont figuré. A plusieurs reprises cependant, des tentatives très louables et qui devraient se généraliser dans tous les ressorts français, ont été entreprises pour réunir en recueils les arrêts les plus intéressants de la Cour. Ce travail de sélection et de publication opéré d'abord de 1825 à 1829 nous est resté sous la forme de brochures éditées chez Salles à Riom sous le titre de *Journal des Audiences* ; la publication des arrêts de la Cour fut reprise en 1838 par un journal: *La Presse Judiciaire*, qui deux fois par semaine de 1838 à 1851, a édité les arrêts les plus intéressants. Enfin en 1892 sous les auspices de MM. Bouissou, conseiller à la Cour, Depeiges, substitut du Procureur Général et Vimal, avocat à la Cour, a été créé un recueil mensuel (Girerd, éditeur à Riom) qui a, peu d'années après, annexé à la jurisprudence de la Cour de Riom celle de sa voisine la Cour de Limoges et qui, arrivé à sa quinzième année, augmente chaque année son tirage et son utile influence dans tout le ressort. Une table analogue à celles que fournissent périodiquement

à leurs lecteurs les recueils de Sirey et de Dalloz, est impatientement attendue par les nombreux et fidèles abonnés de cette intéressante publication.

C'est en la compulsant, ainsi que ses devancières, sans négliger les recueils généraux qui firent toujours dans leurs colonnes une place digne d'elle à la Cour de Riom, c'est en faisant appel aussi aux souvenirs des anciens magistrats et avocats, que nous avons essayé de faire ressortir quelques-unes des matières sur lesquelles la Cour de Riom a eu spécialement à jeter quelque clarté.

Bien que le Code civil soit devenu une sorte de creuset dans lequel se sont fondus rapidement les éléments divers du droit ancien, droit écrit et droit coutumier, et que depuis longtemps Dalloz et Sirey aient au Palais remplacé les commentateurs aimés de la Sénéchaussée, les Domat (1), les Chabrol (2), les Basmaison (3), il a fallu parfois secouer la

1. DOMAT Jean, né à Clermont en 1625, neveu de Sirmond, entre au barreau et exerce pendant près de trente ans comme avocat du roi au Présidial de Clermont. C'est un des plus grands ou le plus grand jurisconsulte du xvn^e siècle. Il fit paraître son grand ouvrage *Les lois civiles dans leur ordre naturel* à Paris entre 1689 et 1694. Après sa mort (1696) on publia deux autres de ses ouvrages : le *Droit public* et un choix de texte romain : *Legum delectus*.

2. CHABROL, Guillaume-Michel, né à Riom en 1714, avocat du roi au Présidial de Riom, annobli par Louis XV en 1767, nommé conseiller d'État en 1780, a immortalisé son nom par son *Commentaire sur les coutumes d'Auvergne*, 1784.

1. BASMAISON, autre commentateur de la Coutume d'Auvergne.

poussière respectable au sein de laquelle ils dormaient.

Dans de nombreuses provinces de l'ancienne France, entre le propriétaire du sol et le travailleur, s'étaient formés des contrats d'aspect analogue, appelés en Bretagne: bail à convenant ou à domaine congéable; bail à complant en Poitou et en Saintonge; champart ou terrage en Picardie et dans l'Ile de France; percières en Auvergne.

« Percières, nous dit le répertoire de jurisprudence de « Merlin, terme qui par corruption est employé dans la « ci-devant Auvergne, au lieu de parcières, pour désigner « un droit de champart ou terrage. Il vient du latin : *partiri*, « partager, d'où l'on a fait dans la basse latinité le mot *par-* « *cerarius*, pour désigner le détenteur d'un fonds par lequel « est rendu une portion des fruits à l'ancien propriétaire « qui le lui a concédé. » (Voir aussi sur la définition de la percière : Chabrol, *Coutumes d'Auvergne*, t. III, p. 23 et 69.)

Beaucoup de propriétaires de terres incultes, en particulier dans la vallée de l'Allier, les avaient délaissées à des tiers qui les défrichaient, les plantaient en vigne, et en jouissaient désormais en remettant aux propriétaires fonciers le tiers des fruits. Sous l'empire du droit nouveau l'on se demanda si ce tiers-fruits constituait une rente seigneuriale, abolie par l'effet de la loi du 25 août 1792, ou si le contrat devait survivre à la Révolution.

La Cour de Riom estima par divers arrêts que la coutume d'Auvergne était allodiale, son ressort étant régi non par la maxime : nulle terre sans seigneur, mais par cette autre : nul seigneur sans titre. De ce principe, découlait la consé-

quence, que le tenancier de l'héritage grevé de percières voyait sa situation complètement retournée par la loi nouvelle : antérieurement à la Révolution, il avait, en effet, tout intérêt à se trouver sous la protection de la dernière de nos deux maximes (1) ; mais depuis le 25 août 1792, il voyait cet état de chose renversé et pour échapper au paiement de son tiers fruit, devait au contraire prouver, et par titre, que faisant exception à la règle ordinaire, la rente grevant son héritage lui avait été imposée seigneurialement et se trouvait en conséquence abolie ; à défaut de quoi, fût-elle due aux héritiers d'un ancien seigneur, elle était foncière et dès lors toujours due.

La Cour de Cassation ratifia la jurisprudence de la Cour de Riom. (Cassation, 23 vendémiaire an XIII). (Sirey, 1805, I. 57.)

Les débiteurs de percières se virent dès lors astreints par de nombreux arrêts de la Cour, à fournir aux propriétaires fonciers des titres nouveaux en conformité de l'article 2263 du Code civil ; à replanter les vignobles épuisés s'ils ne voulaient perdre leur jouissance ou à se rédimer conformément à l'article 530 du Code civil de leurs obligations par le rachat. C'est par ce procédé, et aussi par la prescription que la plupart des percières ont aujourd'hui disparu (2).

La Haute Auvergne, pays de vastes pâturages, renfermait

1. Au point de vue des charges particulièrement.

2. Consulter sur ce point à la Bibliothèque de Clermont-Ferrand les nos 132, 133, 134.

un très grand nombre de communaux, dont la jouissance a donné et donne encore lieu devant la Cour à d'épineuses difficultés. C'est dans la Coutume que la Cour continue à puiser la base de ses solutions.

La jouissance des pâturages communaux était réglée par les articles 1 et 5 du chapitre XXVIII de l'ancienne Coutume, ainsi conçus :

« Article premier. — Les pasturages sont limitez en la
« Limagne et Bas pays d'Auvergne par justice, en manière
« qu'il n'est leu ni permis aucun pasturer en aultruy justice.

« Art. 5. — Au Haut pays d'Auvergne et ès-montaignes
« du bas pays, les dicts pasturages se limitent par mas et
« villages, tellement qu'il n'est leu ny permis ès habitans en
« aucun village jaçoit qu'il soit de mesme justice, faire
« pasturer leur bestail dans les appartenances d'autruy vil-
« lage. »

Ainsi deux règles différentes : les communaux se jouissant en Limagne et dans le Bas pays par justice, en Haut pays et dans la montagne de bas pays, par mas et villages (1). « Cette distinction, disait Chabrol, n'étonne point lorsqu'on

1. Les montagnes de la Basse Auvergne étaient celles qui joignaient la Marche, le Bourbonnais, le Forez, le Velay et partie du Limousin et du Gévaudan, tandis que la Haute Auvergne joignait le Quercy, le Rouergue, et partie du Gévaudan et du Limousin. Dans le pays appelé le Langeadois et le Brivadois, qui est une plaine mais ne fait pas partie de la Limagne, les pacages se limitaient non par justice, mais par mas et villages. (Chabrol, t. III, p. 530).

« connaît l'intérieur de la Province : les justices de la Li-
« magne sont renfermées dans des bornes étroites ; le plus
« souvent, elles ne comprennent que partie seulement d'une
« paroisse ; au contraire dans les montagnes, les justices
« sont d'une vaste étendue ; plusieurs renferment un grand
« nombre de villages dont les uns n'ont même aucun com-
« merce avec les autres ; il a donc paru plus naturel que
« le partage suivit dans cette partie les appartenances du
« lieu (1). »

La Révolution a supprimé les justices, remplacées par d'autres divisions administratives ; les mas et villages ont fait place aux communes et sections de communes ; et devant les revendications élevées sur le droit à la jouissance des communaux, la Cour de Riom a dû remonter aux origines et s'en inspirer exclusivement.

Les départements formés de l'ancienne province d'Auvergne constituent ceux où les communes sont divisées en un plus grand nombre de sections ; dans le département du Puy-de-Dôme, qui est peut-être celui de France où les sections sont les plus nombreuses, il n'est pas rare de voir des communes subdivisées en quinze ou vingt sections (2).

De nombreuses décisions de la Cour ont dû se prononcer par relation à la Coutume, sur ce qui constituait le mas ou village, et sur ce qui constituait la qualité d'habitant.

1. CHABROL, Coutumes, t. III, p. 530.

2. CHARLES SALVY. Des biens des Communes. Jouvot, éditeur à Riom, 1882.

« Attendu, dit l'arrêt du 25 août 1880 (Sirey, 83.1. 103),
« que le territoire de la commune de Saint-Avit est divisé
« en un certain nombre de sections dont la superficie est
« formée de vastes communaux en nature de pacages, ter-
« res, bois..... ; que le lieu de chez Dézémard bien qu'il
« joigne le périmètre de la section du Guet n'en forme pas
« moins un tènement séparé ayant depuis son origine
« une existence propre, tout à fait distinct de celle de la-
« dite section ; que les appelants ne prouvent pas que
« le tènement sur lequel ils ont feu et domicile dépend de
« la section du Guet, mais le contraire étant démontré,
« c'est à bon droit qu'ils ont été exclus de toute participa-
« tion aux communaux..... »

On lit de même dans un arrêt du 22 février 1895, affaire de la section de Bressoulleilles contre Trapenat et Tournadre : « Sur la demande des habitants d'Anterriou tendant à
« être reconnus en droit de jouir des communaux de Bressoulleilles : Attendu que devant la Cour il a été produit des
« terriers remontant au xvii^e siècle et où plusieurs mentions sont relatives à Anterriou ; que d'après l'une d'elles il existait dans ce lieu jadis, un mas relevant du
« marquis d'Estaing qui l'avait concédé à divers tenanciers,
« lequel mas comprenait hostels, cabanes, prés, champs,
« et communaux..... ; que ces documents tendent à démon-
« trer qu'il y avait là un tènement spécial, ayant depuis
« son origine une individualité et une existence propres
« absolument distinctes de celles des autres villages voi-
« sins. »

Quant à la quantité d'habitants, devait-elle être reconnue à quiconque était propriétaire dans les appartenances du mas, ou ne fallait-il pas y avoir feu allumé ? Les propriétaires de « montagnes », c'est-à-dire de pâturages élevés, dans lesquels sont parqués les bestiaux pendant tout l'été ont été reconnus par la Cour sans droit pour jouir des communaux, s'ils n'avaient pas une habitation hivernale dans le tènement du village. « Attendu, dit l'arrêt du 24 juillet 1871 (Dalloz 72. 1. 409), que la Coutume d'Auvergne « pour la participation au pacage des biens communaux, « exigeait pour condition d'avoir hiverné ses bestiaux « dans le tènement du village et de les avoir nourris pendant l'hiver des pailles et foins recueillis dans ledit tènement. »

A côté des anciennes coutumes, relevons dans la jurisprudence de la Cour de Riom ce qui intéresse le régime matrimonial que lui ont transmis les anciens usages de la Province.

A ce point de vue, l'Auvergne présentait avant le Code civil une physionomie juridique très caractéristique, où se rencontraient côte à côte les principes du droit écrit, et des particularités coutumières dont on trouve les premiers exposés dans Masuer (1) ou dans le *Grand Coutumier* de 1510 (2). Dans toute la Province un régime dotal sévère constituait la règle générale et nulle communauté légale

1. Dans le titre des dots particulièrement.

2. Quatrième livre.

n'existait entre époux. Les biens paraphernaux étaient l'exception, mais la femme en avait la libre disposition ; tous les autres, dotaux, étaient naturellement inaliénables, mais le mari avait cependant le droit de les restituer non plus en nature mais en équivalent et la femme ne pouvait inquiéter le tiers acquéreur qu'après avoir en quelque sorte « discuté » son époux. A ces principes de droit écrit, la coutume avait ajouté une idée plus développée encore de la puissance maritale ; et la crainte de cette autorité lui faisait même interdire à la femme de faire donation à son mari, celui-ci conservant au contraire toute liberté envers l'épouse ; quant au douair légal, il était inconnu.

De ces caractères, le Code civil n'a pas laissé subsister grand'chose et si nous retrouvons dans les premiers arrêts de la Cour de Riom, des espèces où l'on discutait d'anciens contrats de mariage, les tendances de la Province ne nous semblent pas avoir voulu maintenir d'une façon plus ou moins détournée l'ancienne coutume auvergnate. De même qu'aujourd'hui filles et garçons ont, en général, au point de vue testamentaire, une situation assez égale(1), de même le mari ne nous semble pas avoir conservé la situation prépondérante qui lui avait été faite. Seul le régime dotal mais légalement délimité, a continué pendant une partie du siècle à être en faveur, mais depuis un certain temps déjà il diminue notablement.

Il résulte, en effet, des statistiques dressées en 1898 par

1. Sauf ce qui a été dit en ce qui concerne l'ainé.

l'Administration de l'Enregistrement et en 1900 par la Commission du Congrès de droit comparé que dans le ressort de Riom sur 6.185 contrats de mariage, 1.829 seulement ont été rencontrés portant adoption du régime dotal. Il ne constitue donc plus qu'une infime minorité, surtout si l'on se rappelle qu'un certain nombre de personnes se marient dans notre région sans contrat (1).

Minorité infime, mais difficile, et donnant lieu à de multiples procès. La Cour les a tranchés d'ailleurs en s'inspirant de la jurisprudence usuelle de tout l'État. La question seule de l'inaliénabilité de la dot mobilière l'a laissée longtemps perplexe. Les anciennes traditions de la Province légitimaient cet embarras. Si, en effet, dans l'Auvergne coutumière, la dot était inaliénable en tout sens : « les mary et femme conjointement ou séparément..... ne
« peuvent vendre, aliéner, permuter, ni autrement dispo-
« ser des biens d'icelle, et sont de telles dispositions et
« aliénations nulles et de nuls effets et valeur (2) » ; sous le droit écrit au contraire : « le mari pouvait aliéner les
« meubles dotaux, la femme n'étant pas capable d'engager
« sa dot. » (*Revue critique* de 1875, p. 389.) Il lui suffisait d'en retrouver la valeur.

1. Le régime dotal a été réduit de même en minorité, là où il était le plus florissant : dans les ressorts de Montpellier, Nîmes, Aix, Toulouse, Grenoble et Bastia. *Bulletin de statistique*, fév. 1899, p. 141. *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1900, p. 562 et 573.

2. Coutumes, art. 8, titre XIV.

Entre ces deux systèmes, la Cour de Riom se rallia à celui qu'après quelques dissidences et de longues controverses doctrinales, la Cour suprême a adopté et qui était celui de son ancienne coutume. La dot mobilière est inaliénable, a dit la Cour longtemps avant l'arrêt des Chambres réunies du 14 novembre 1846 (S. 46.1.824) et elle déduit cette inaliénabilité de l'intangibilité absolue de la dot (1).

Citons encore au point de vue matrimonial l'opinion de la Cour :

Sur la question si discutée de l'interprétation de l'article 1445 du Code civil où elle a admis que l'effet rétroactif du jugement de séparation de biens ne s'applique qu'au mari, mais non aux tiers (31 janv. 1826) (S. 26.2.99) ;

Sur celle de savoir si la constitution des biens présents et à venir englobe dans la dot les produits de la profession de la femme, dont les revenus seuls s'ils sont capitalisés reviendraient au mari (23 mars 1881, S. 86. 1. 25) ; ou bien laisse à ces produits eux-mêmes le caractère de revenus qui en fait ainsi la propriété du mari (22 fév. 1809) ;

Sur les droits du mari dotal à l'égard des actions intéressant la dot. Le mari peut-il s'y défendre seul même en matière immobilière ? La Cour de Riom comme celle de Bordeaux avait longtemps répugné à l'admettre (28 janv. 1844, S. 44. 2. 17). Elle s'est inclinée devant l'autorité de la Cour de Cassation.

1. 26 prairial an X, S. 2. 2. 298. — 2 fév. 1810, S. 14. 2. 99. — 4 fév. 1843, S. 43. 2. 186. — 8 août 1843, S. 44. 2. 570.

Nous avons déjà signalé les liquidations complexes que la Cour de Cassation a eu à démêler. Ce genre d'affaires tenait autrefois une place primordiale dans les fastes de la Cour, et elle a eu à ce titre, dès le début du XIX^e siècle à aborder une question fameuse, dans laquelle elle a eu le mérite presque unique, de rester inébranlablement fidèle à son opinion première et de ramener après cinq arrêts successifs, à sa manière de voir, la Cour de Cassation qui y avait été longtemps récalcitrante.

Il s'agissait de la question du cumul. L'enfant donataire en avancement d'hoirie qui renonce à la succession pour s'en tenir à la donation qui lui a été faite, peut-il retenir le don jusqu'à concurrence de la quotité disponible seule, ou peut-il cumuler sa réserve avec cette quotité ? Les arrêts et les volumes se sont entassés depuis la promulgation du Code civil jusqu'en 1863 sur cette question dont Sirey a dit qu'elle avait donné lieu à « des travaux tels « qu'aucun autre problème juridique n'en avait suscité de « pareils ».

On trouvera dans la note à laquelle nous empruntons cette citation (S. 63.1.513) le tableau complet des vicissitudes jurisprudentielles subies par cette question fameuse, sur laquelle la Cour suprême et de nombreuses Cours de France (Toulouse, Paris, Montpellier, Bordeaux, Rouen, Limoges, Metz, Grenoble, Caen, etc.,) ont tergiversé. Seule la Cour de Riom, de 1824, date de son premier arrêt, jusqu'à 1858 date de celui qui a fixé définitivement la jurisprudence, est restée constamment fidèle à sa ma-

nière de voir, de plus en plus ferme à mesure que la Cour de Cassation se montrait de plus en plus récalcitrante.....

Cette dernière avait cependant, à l'origine, dans l'arrêt Laroque de Mons (18 février 1818) adopté nettement la théorie du non-cumul. Le droit à la réserve, avait-elle dit, est attaché à la qualité d'héritier : ce droit échappe à celui qui répudie cette qualité.

Le raisonnement semblait d'une logique inattaquable ; et cependant il heurtait les principes du droit ancien qui attachaient le droit à la légitime, non à la qualité d'héritier mais à la personne du descendant. Aussi les Cours du Midi : Toulouse, Montpellier, Aix, Pau, s'insurgèrent ; et déterminèrent la Cour suprême, d'abord le 11 août 1829 dans l'arrêt Mourgues, puis le 25 mars 1834 dans l'arrêt Castille (S. 34. I. 145) à admettre le réservataire renonçant, à imputer sur la quotité disponible, si sa réserve légale n'abondait pas, le don ou legs à lui fait.

Cette première concession aux partisans du cumul, qualifiée par le Procureur Général Dupin, de théorie fantastique, n'était qu'un premier pas dans la voie où forcément était entraînée ainsi la Cour suprême, et le 17 mai 1843 (affaire Leproust. S. 43. I. 689) elle décidait que le réservataire renonçant, tout en imputant normalement son legs sur la quotité disponible, avait le droit de le retenir jusqu'à concurrence de cette quotité et de sa part dans la réserve cumulées. Puis, comme satisfaite du grave parti qu'elle avait pris, elle maintenait à coup d'arrêts répétés

sa jurisprudence (21 juillet 1846, 6 avril 1847, 21 janvier 1848, etc....), espérant lasser les Cours les plus tenaces.

Celle de Riom, seule, protesta jusqu'au bout. Après cinq arrêts de protestations, la Cour de Grenoble s'était découragée, tandis que Riom « donnant, dit un annotateur un « louable exemple de fixité dans les doctrines » et témoignant d'une ténacité qui n'est plus de mode aujourd'hui où les avocats osent à peine se hasarder à discuter sans espoir les affirmations de la Chambre Civile, Riom disons-nous, ne cessait de répéter : « La prétention de retenir le « don fait en avancement d'hoirie à concurrence de la quotité disponible et de la réserve est repoussée par l'article 786 qui défère par voie d'accroissement la part de « l'héritier qui renonce, à ses cohéritiers ; et par l'article 845 qui dit que l'héritier renonçant peut retenir le don « à lui fait, jusqu'à concurrence de la quotité disponible. »

De longues années s'écoulèrent au sein de cette guerre qui semblait inégale (1) ; et cependant au lendemain d'un arrêt du 23 juillet 1856 cassant un arrêt de la Cour de Bastia, la Cour de Riom, loin de fléchir, éprouve le besoin de motiver plus fortement ses résistances, et dans son arrêt Lavialle du 12 mars 1858, sur les plaidoiries de MM^{es} Salveton et Salvy, elle repoussait à nouveau la théorie du cumul qui, dit-elle, « présente cette anomalie aussi étrange « qu'antimorale de donner la plus grande partie des béné-

1. Voir Riom, 25 avril 1845, 16 février 1854, 12 mars 1858. Cassation, 17 juillet 1854, 23 juillet 1856.

« fices à celui qui, dans un intérêt sordide, ne craint pas de
« répudier son père pour laisser les charges et les embar-
« ras à celui qui honore, par son acceptation, la mémoire
« de ceux qui ne sont plus. » (S., 59. 1. 814.)

La Cour de cassation n'accepta pas cette dure remon-
trance et cassa l'arrêt du 12 mars 1858.

Mais la Cour de renvoi qui était la Cour de Bourges
se rallia à la thèse de la Cour de Riom (1). Elle y avait
quelque mérite, n'ayant plus pris parti sur la question
depuis 1825, où elle avait adopté l'opinion d'alors de la
Cour suprême. Celle-ci venait à nouveau de défendre sa
thèse dans l'arrêt du 25 juillet 1859, (S., 59. 1. 812)
Caen et Nîmes étaient avec elle : (29 déc. 1859 et 7 juil.
1856) Agen et Bordeaux venaient au contraire de se pro-
noncer dans la même sens que Riom, (23 mai et 21 août
1860).

Ce fut alors qu'après trois ans d'attente, durant lesquels
Limoges, Aix et Grenoble s'étaient prononcés pour le cu-
mul, les Chambres réunies au rapport de M. le Conseiller
Faustin-Hélie, se ralliant aux vigoureuses conclusions du
procureur général Dupin, rendirent sous la présidence de
M. Nicias Gaillard le mémorable arrêt du non-cumul.

« Ce n'est pas la première fois, disait M. Dupin, que la
« Cour aura vu sa renommée s'accroître par le désinté-
« ressement d'amour-propre avec lequel elle est revenue
« sur sa propre jurisprudence. » La renommée des Cours

1. 14 juin 1860, S., 60. 2. 454.

d'appel ne serait point davantage atteinte par des preuves plus fréquentes de persévérance dans les doctrines auxquelles elles sont attachées, dussent-elles encourir de la part de l'autorité supérieure une censure qui se transforme ensuite en une approbation.

Aucune autre circonstance n'a, à notre connaissance fourni à la Cour de Riom l'occasion d'affirmer aussi nettement son indépendance.

Relevons cependant dans sa jurisprudence, une théorie qui, pour n'avoir pas été l'objet de controverses aussi passionnées, n'en offre pas moins un intérêt manifeste. C'est l'application de l'adage doctrinal : « Entre héritiers, il n'y a d'autre action que l'action en partage. » Un héritier est créancier d'une succession dans laquelle il amende une part, peut-il réclamer par voie d'action en paiement à ses cohéritiers leur part de sa créance, en vertu de l'article 1220 du Code civil ? La Cour de Riom a répondu plusieurs fois négativement notamment dans ses arrêts du 19 décembre 1889 et du 22 mars 1896(1) : « Considérant, dit-elle, que s'il est admis que les créances dues à la succession par des étrangers se divisent de plein droit entre les héritiers et si chacun d'eux peut demander avant tout partage sa part et portion virile, il ne peut en être de même des sommes qui peuvent être dues par un cohéritier à la succession ; que le cohéritier peut bien être soumis à un rapport, mais qu'une liquidation seule peut indiquer l'obli-

1. *Rec. de Riom et de Limoges* Années 95-96, p. 368.

« gation du rapport, son montant, et le mode dans lequel
« il sera effectué, puisqu'il peut n'avoir lieu qu'en moins
« prenant, et enfin le cohéritier ou les cohéritiers auxquels
« il sera attribué en tout ou en partie... que du chef des
« comptes et répétitions qu'ils peuvent se devoir en matière
« de successions restées indivises, il n'existe entre cohéri-
« tiers d'autre action que celle en partage. »

Cette thèse a été considérée comme discutable ; lorsqu'il s'agit d'une créance antérieure à l'ouverture de la succession, de quel droit enlever à l'héritier une action qui, jusqu'à lui appartenait incontestablement ? Quoi qu'il en soit la Cour n'y admet pas de tempérament.

Des nombreuses questions de servitude tranchées par la Cour de Riom, à grand renfort de plans immenses et de rapports interminables nous n'avons pas ici grand parti à tirer ; le fait y domine le droit et c'est pourquoi les procès en ces matières d'irrigation, de passages, de vues, y renaissent, pourrait-on dire, de leurs cendres.

Parmi les lois dont nous a dotés la troisième République il en est deux catégories qui ont occupé fréquemment la Cour de Riom.

Sans être un pays industriel de premier ordre, le ressort de la Cour comprend néanmoins un très grand nombre de mines et d'usines (1) qui se sont trouvées régies par

1. Industries du caoutchouc, des pâtes de fruits, à Clermont, de la coutellerie à Thiers, du fer à Montluçon, de l'an-

la loi de 1898 sur les accidents du travail et ses succédanées. La Cour n'a pas peu contribué à faire sur beaucoup de point la jurisprudence. Il est une question sur laquelle ses échecs successifs devant la Cour de Cassation l'on peut-être à tort découragée. Un ouvrier succombe victime d'une faute grave parfois inexcusable de son patron ; celui-ci est condamné correctionnellement ; les parents de la victime n'étaient pas à la date spéciale de l'accident à la charge de celle-ci. Ils n'éprouvent pas moins, de sa perte, un préjudice matériel et moral souvent grave. La loi de 1898 ne leur vient pas en aide, mais ils ont pour eux, le droit commun, l'article 1382 du Code civil.

Ainsi l'avait jugé à plusieurs reprises la Cour de Riom (1). Ces arrêts ont été cassés, et elle n'a pas osé maintenir une jurisprudence, qui avait cependant pour elle, ce nous semble, à la fois l'équité et le droit. Un industriel par sa faute occasionne la mort d'un enfant ; il est condamné de ce chef pour homicide par imprudence ; si l'enfant est étranger à l'usine ses parents auront une action en dommages-intérêts ; mais s'il avait été confié comme ouvrier ou apprenti à l'industriel cause de sa mort ils en seraient

timoine à Brioude, du cuivre dans le Cantal ; mines de la Bouble Saint-Éloy, Commentry et son bassin, Saint-Gervais, Messeix, Brassac, Champagnac, Sainte-Florine, Chantiers de villes d'eau, nouvelles lignes de chemin de fer etc...

1. *Latue contre Houillères de Champagnac et Chameau contre Tixier* 19 mars et 2 avril 1904, *Recueil de Riom*, 1903-1904, p. 193 et 1904-1905, p. 296.

privés. Ainsi le veut, affirme la Cour de Cassation, la loi de 1898 dérogatoire du Code civil.

Les lois du 1^{er} juillet 1901 et 7 juillet 1904 ont eu en Auvergne et dans le Velay un profond retentissement. Un grand nombre d'Ordres religieux y avaient des établissements florissants ; de nombreuses congrégations de femmes y avaient leur maison-mère. Leur dispersion a tout d'abord provoqué une série de poursuites correctionnelles au cours desquelles la Cour de Riom nous paraît avoir été la première à définir et à préciser les exigences légales permettant de sévir. Comment définir la Congrégation ? Quand y avait-il de la part des religieux prévenus, persistance de l'état congréganiste ? A qui incombait la preuve en pareil cas ?

De très intéressants arrêts ont traité ces questions. L'un d'eux du 6 novembre 1903 (affaire des anciens Clercs de Saint-Viateur) (1) posait magistralement les principes au point de vue des questions qui précèdent et, bien que frappé d'un pourvoi immédiat du Procureur Général, il n'a jamais été discuté devant la Cour de Cassation et a disparu de ses rôles deux ans après par l'effet de la loi d'amnistie. Dans bon nombre d'autres, 31 juillet 1902, 9 juillet, 19 et 20 novembre 1903, 8 juillet 1904, etc..., la Cour a proclamé que la persistance de l'état congréganiste ne pouvait ressortir, aux yeux du juge, que de faits extérieurs, et non

1. M. MAZEAU, Président, M^e GEORGES SALVY plaidant pour les prévenus.

d'une soumission persévérante mais occulte à des vœux ignorés du législateur. Elle a ajouté que ces faits extérieurs, ces agissements publics devaient être établis par le M. P. ; et cette double thèse déférée à la Cour de Cassation a été sanctionnée par de nombreux arrêts de rejet, émanés de la Chambre Criminelle.

Les arrêts d'acquiescement prononcés en faveur d'anciens membres de la Compagnie de Jésus (1) font spécialement ressortir la distinction qui doit être établie entre l'intention du prévenu de demeurer fidèle à ses vœux monastiques, et les faits matériels, révélant cette intention et constituant seuls le délit (2).

En matière civile, la Cour de Riom avait proclamé tant au sujet de la distinction entre les congrégations exclusivement enseignantes et les congrégations mixtes (Visitantines, Augustines, etc.), qu'au sujet de la restitution des dots moniales, les thèses qui ont été sanctionnées plus tard par la Cour de Cassation. Sur cette dernière question, c'est la Cour de Riom qui, la première (24 déc. 1905) (3), éta-

1. MM. MAZEAU ET DELPY, Présidents ; CARON, Proc. Gén. ; M^{es} SALVY G. et EVERAT, avocats.

2. L'arrêt du 8 juillet 1904 est spécialement intéressant : « Il est probable, dit-il, puisque les prévenus sont demeurés « Jésuites, que leur conduite est admise, dictée même par « la Congrégation ; mais la loi ne reprenant que les actes « extérieurs et sensibles, ils n'en ont pas encouru les rigueurs. » Le pourvoi du Procureur Général contre cet arrêt a été rejeté.

3. La Cour de Nancy avait également à quelques jours d'intervalle rendu un arrêt dans le même sens.

blissait dans un arrêt très étudié que la liquidation des biens des Congrégations autorisées ne devait pas se faire selon la loi d'exception de 1901 ; que la loi du 7 juillet 1904, ni celle du 26 mai 1825 n'étaient dérogatoires du droit commun et que l'article 1184 du Code civil s'appliquait au contrat synallagmatique et à titre onéreux par lequel une religieuse avait apporté une dot à la charge par la Congrégation de subvenir désormais à tous ses besoins (1). La Cour de Cassation a rejeté les pourvois émis contre cet arrêt et d'autres analogues et s'est entièrement référée aux principes de la Cour de Riom.

Notre Cour avait aussi, interprétant l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, admis que les membres d'une Congrégation non autorisée qui ne voulaient pas profiter du délai de trois mois à eux accordé pour demander l'autorisation ou se dissoudre, s'étaient dispersés dans ce délai et étaient rentrés dans la vie privée, avaient eu le droit de liquider amiablement leurs intérêts pendant cette période (2). La Cour n'a pas eu sur ce point, malgré la puissante et juridique argumentation de son arrêt, l'heureuse fortune de faire adopter sa thèse par la Cour de Cassation.

Nous sommes obligés d'arrêter ici, dans l'impossibilité

1. 24 décembre 1905, M. DUCROUX, Premier Président, M^{ss} G. SALVY et FLEYS, avocats.

2. Carmélites, contre Wibaut, 1^{er} juillet 1903. M. DELPY, Président, M^{ss} EVERAT, G. SALVY, et CLAUSELS, avocats. *Recueil de Riom*, 1902-1903, p. 634.

de faire un choix, notre étude sur la jurisprudence de la Cour. Il ne nous reste plus qu'à dire un mot sur un autre genre de travaux, consistant dans les consultations qui lui sont demandées par les pouvoirs publics au sujet des projets de loi ou des modifications à apporter à tels ou tels textes.

Ces avis fournis par les Corps Judiciaires, chaque fois qu'un travail législatif important se prépare, forment un autre monument assez considérable du travail de nos magistrats.

Les projets de Code furent les premiers documents sur lesquels les magistrats eurent à donner leur avis ; et il eût été fort intéressant de connaître l'opinion de notre Cour (tout à fait auvergnate comme composition) sur les chapitres du Code civil venant plus spécialement battre en brèche les anciens usages de la province (au point de vue matrimonial par exemple (régime légal, etc.)). Hélas, les occupations trop importantes, paraît-il, du Tribunal d'Appel à ses débuts nous privent de ce plaisir : après avoir assez vite étudié le discours préliminaire au Code civil et son livre des personnes, après s'être élevée avec la dernière énergie contre le divorce, notre Cour clôturait ainsi ses observations : « Nos occupations ne nous ont pas permis d'aller
« plus vite, ni plus loin ni de dire tout ce que nous avons
« eu à remarquer sur ce que nous avons parcouru,
« comme le temps n'a pas permis aux auteurs du projet
« de mûrir autant qu'il aurait dû l'être un ouvrage aussi
« important, le plus difficile qu'on puisse confier à des

« hommes et cependant confié aux hommes qui étaient le
« plus capables de le rendre parfait (1). »

Voici depuis, durant le cours du siècle, les sujets sur lesquels nous retrouvons des traces des études de la Cour :

Projet de loi sur les modifications au régime des faillites :

Délibérations des 7 juin et 17 août 1827.

Rapport de M. Voysin de Gartempes.

« Sur les saisies immobilières :

Délibérations des 7 juin et 14 août 1827.

Rapport de M. de Chantelauze.

« Sur la Pêche fluviale :

Délibérations des 8 et 18 août 1827.

Rapport de M. Le Bastard d'Estaing.

« Sur les Conseillers et les juges auditeurs :

Délibérations des 13 et 27 mai 1829.

« Sur les saisies immobilières et les ventes judiciaires :

Délibérations des 27 décembre 1829 et
9 juillet 1830.

Rapport de M. de la Boulie.

« Sur les Commissaires-Priseurs :

Délibération du 9 juillet 1830.

« Sur la réforme du Code pénal :

Délibérations des 23 juin et 12 juillet 1831.

Rapport de M. Caplin.

1. Voir FENET. *Travaux préparatoires au Code civil*, tome V, n° 26, p. 408-455.

Projet de loi sur l'Organisation judiciaire et la compétence
des Tribunaux :

- « Délibérations des 21 juin ; 24 juillet ; 5 et
7 août 1835.

Rapport de M. Meilheurat.

- « Sur les ventes judiciaires d'immeubles :

Délibérations des 10 juin et 21 août 1839.

Rapport de M. Godemel.

- « Sur la responsabilité des propriétaires de
navires :

Délibérations des 13 mai et 6 juillet 1840.

Rapport de M. Chasteau du Breuil.

- « Sur le Noviciat des Magistrats :

Délibérations des 3, 4, 5 et 26 mai 1841.

- « Sur le Régime hypothécaire :

Délibérations des 12 mai 1841 et 16 novembre 1843.

Rapport de M. Bayle Mouillard.

- « Sur le système pénitentiaire :

Délibérations des 23 juillet, 9 et 10 décembre 1844.

Rapport de M. Moulin.

- « Sur les modifications du Code d'Instr. Crim.

Délibérations des 11 mai et 14 août 1846.

Rapport de M. Chasteau du Breuil.

- « Sur les délais de distance :

Délibérations des 12 novembre et 23 décembre 1846.

Rapport de M. Londes.

Projet de loi sur le tarif des notaires :

Délibérations des 27 décembre 1851 et
12 août 1852.

Rapport de M. Diard.

« Sur le tarif des notaires (2^o examen) :

Délibérations des 19 juillet 1862 et 25 mars
1863.

« Sur le tarif de 1807 pour les magistrats taxa-
teurs :

Délibérations des 8 juillet et 11 août 1864.
Rapport de M. Grellet-Dumazeau.

« Sur le régime des prisons :

Délibérations des 1^{er} juillet 1872 et 23 jan-
vier 1873.

Rapport de M. Lacarrière.

« Sur les droits successifs entre époux :

Délibérations des 6 et 20 août 1873.
Rapport de M. Ancelot.

« Sur les noms commerciaux :

Délibérations des 21 août 1879 et 21 février
1880.

« Sur la modification de l'article 105 du Code
de commerce :

Délibérations des 3 novembre 1880 et 5 jan-
vier 1881. Rapport de M. Bertrand.

« Sur la prolongation des brevets d'invention :

Délibération du 14 août 1884.

Projet de loi sur la suppression de la publicité de la peine
de mort :

Délibérations des 5 et 12 janvier 1885.

Rapport de M. Mars.

« Sur la Réforme de la législation des faillites :

Délibérations des 4 mai et 12 août 1885.

Rapport de M. Tunis.

« Sur les Sociétés par actions :

Délibérations des 1^{er} et 28 juillet 1886.

« Sur les articles 341 du Code d'Instruction criminelle et 463 du Code pénal :

Délibérations des 1^{er} et 21 juillet 1886.

Rapport de M. Fournez.

« Sur les marques de fabrique :

Délibérations des 28 juin 1888 et 9 janvier 1889.

Rapport de M. Jacquier.

« Sur le tarif des notaires :

Délibérations des 8 juillet 1896, 8 et 22 juin 1898.

Rapports de M. Felgères et de M. Lenoir.

« Sur la modification du taux de l'intérêt :

Délibération du 8 juin 1898.

Exposé de M. le premier président Allary.

« Sur la création d'un recueil d'annonces légales :

« Délibération du 10 juin 1903 :

Rapport de M. Bès de Berc.

Projet de loi sur la création d'un bien de famille :

Délibération du 22 février 1904.

Rapport de M. Depeiges.

« Sur la simplification des lois de procédure :

Délibération du 18 avril 1907.

Sur chacune de ces questions, des discussions et des rapports plus ou moins longs, plus ou moins intéressants, se firent jour ; mais certains des travaux de ce genre sont de véritables petits ouvrages sur les questions traitées (1).

Telle est, au point de vue civil, l'œuvre de la Cour de Riom.

1. Nous pouvons spécialement citer les discussions que provoquèrent les rapports de MM. de BASTARD sur la pêche fluviale ; CAPLIN sur les modifications pénales ; MEILHEURAT sur la compétence des Tribunaux ; GODEMEL sur les ventes judiciaires d'immeubles ; BAYLE-MOILLARD sur le régime hypothécaire, etc.

Quelques-uns de ces rapports ont été imprimés et sont conservés aux bibliothèques de la Cour ou de l'Ordre.

CHAPITRE IV

LES AFFAIRES PÉNALES DEVANT LA COUR DE RIOM

A côté des audiences civiles, fécondes, nous venons de le voir, en travaux juridiques aussi variés qu'intéressants, les audiences criminelles, Cour d'Assises et Chambres Correctionnelles, évoquent le souvenir mémorable des grands et passionnants procès dont les échos ont résonné à l'ombre de la Sainte-Chapelle du Duc Jean de Berry, retentissant par delà les limites de la province dans le pays tout entier.

Ce n'est pas que les Auvergnats aient fait seuls les frais de ces luttes palpitantes dont beaucoup sont devenues légendaires. L'auvergnat est plaideur, il est chicanier parfois ; mais ses mœurs sont droites, honnêtes, patriarcales. Si d'ailleurs il a l'amour du juge civil, la crainte du juge criminel, serait pour lui, à défaut d'un autre frein, le commencement de la sagesse. L'étiage des procédures civiles est en relation inverse de celui des procès criminels ; et c'est ainsi que tandis que les audiences civiles sont alimentées plus particulièrement par la Haute-Loire et

le Cantal, l'Allier et le Puy-de-Dôme tiennent au contraire la tête devant les juridictions répressives.

La criminalité du ressort de Riom est d'ailleurs relativement basse et au-dessous de la moyenne générale du pays, ainsi qu'en font foi les rapports annuels dressés par les soins du Ministère de la Justice sur l'administration de la Justice criminelle en France, et les travaux statistiques qui les accompagnent (1). Aussi n'est-ce pas sans un certain orgueil provincial que nous allons relever des chiffres établissant en quel rang honorable figurent nos quatre départements dans l'échelle des poursuites pénales.

Les crimes sont classés par les statistiques en deux catégories se subdivisant chacune en deux autres :

Crimes contre les personnes, desquels par un dédoublement on distrait les crimes contre l'enfance ; crimes contre la propriété : incendies et vols ou faits assimilés. Sur 100 crimes de la première catégorie, neuf seulement incombent au Centre : (la France étant divisée en sept circonscriptions sensiblement égales) 13 au Sud-Ouest ; 10 au Sud-Est ; 13 au Nord-Est ; 14 au Nord-Ouest ; 19 au Nord ; 22 au Sud. Si nous nous attachons aux crimes contre les enfants, l'on n'y relève dans la carte que 8 accusés sur 100.000, alors que les autres circonscriptions donnent un contingent de 9,10, 11 et 14 sur ce même chiffre de 100.000 habitants.

La proportion quant aux vols et aux crimes analogues

1. Voir spécialement ceux de 1880 et de 1900 qui donnent des résultats généraux.

contre les propriétés, est sensiblement la même : 8 sur 100.000 habitants dans le Centre ; 9, 10, 12, 15, dans toutes les autres circonscriptions ; le Nord et le Sud venant toujours en tête.

Seul le crime d'incendie fait tache dans ce dénombrement : le Centre au lieu du septième et dernier rang, occupe le cinquième, avec 11 accusés sur 100, tandis que le Sud n'en fournit que 9 et le Sud-Est 7 : mais le Sud-Ouest 13, le Nord-Est 16, le Nord-Ouest 21 et le Nord 23 (1).

Une seule nature d'infractions pénales trouve l'Auvergne en un rang fâcheux, et nous n'eussions pas cru nos compatriotes aussi frondeurs. Parmi les procès de presse et assimilés, depuis la loi de 1881 et dans les vingt ans qui l'ont suivie, les quatre Cours d'assises du ressort ont eu à connaître de 27 affaires englobant 66 accusés. Paris, Lyon et Aix dépassent seuls ce chiffre, Riom laissant bien après lui, les ressorts plus nombreux de Rennes, Alger, Douai, Nancy, Poitiers, etc. Cette fréquence des procès de presse paraît une tradition dans notre pays : en 1820, pendant une partie du règne de Louis-Philippe, en 1850, ils ont sévi avec une intensité qui nous amènera à en reparler.

1. L'originalité des statisticiens les a amenés à porter aussi leurs calculs comparatifs sur le sexe des accusés ; et nous sommes obligés de le confesser, les auvergnates ne sont pas tout à fait en aussi bonne posture que leurs maris. La moyenne de la criminalité parmi les femmes en France est de 36 sur 1.000.000. Dans le Centre, elle est de 31, inférieure à cette moyenne mais supérieure aux chiffres de 28 et de 30 dont s'enorgueillissent le Nord-Est et le Sud-Est.

Occupons-nous maintenant de la criminalité de chacun des départements du ressort.

D'une façon générale, les affaires criminelles ont vu leur nombre demeurer sensiblement constant dans l'ensemble du pays pendant la première partie du XIX^e siècle; puis diminuer notablement, non pas tant peut-être par suite de l'élévation de la moralité (1), que par la correctionnalisation d'un grand nombre d'attentats contre les propriétés.

La diminution, sur un chiffre de 100.000 habitants, ramène le chiffre des accusés:

De 17 à 10 pour l'ensemble de la France ;

De 15 à 8 pour le Puy-de-Dôme ;

De 13 à 8 pour le Cantal ;

De 13 à 7 pour l'Allier ;

De 11 à 7 pour la Haute-Loire.

Si nous nous attachons à la nature des crimes, nous constatons que les crimes contre la propriété descendent :

De 49 à 24 pour le Puy-de-Dôme ;

De 31 à 17 pour l'Allier ;

De 21 à 11 pour le Cantal ;

De 18 à 17 pour la Haute-Loire.

Et les crimes contre les personnes (chiffres tout à l'éloge du ressort) :

De 35 à 17 dans le Puy-de-Dôme ;

De 17 à 11 dans l'Allier ;

1. La moyenne des crimes contre les enfants s'est au contraire considérablement élevée; celle des crimes contre les personnes est demeurée stationnaire.

De 15 à 11 dans la Haute-Loire ;

De 12 à 7 dans le Cantal.

Jetons maintenant un regard sur les statistiques correctionnelles. En France, d'une manière générale, le chiffre des poursuites va s'accroissant. Deux de nos quatre départements suivent ce mouvement ; dans le Cantal et le Puy-de-Dôme, au contraire, peu ou point de modifications.

C'est ainsi que dans l'ensemble du pays, le chiffre des prévenus pour 10.000 habitants s'élevait :

De 1840 à 1880 à 39 ;

Et de 1895 à 1900 à 48.

Dans l'Allier le chiffre a crû de 29 à 36.

Dans la Haute-Loire de 23 à 30.

Dans le Cantal de 23 à 26.

Dans le Puy-de-Dôme il est resté stationnaire à 24 (1).

Le maintien du niveau moral auvergnat en face de la dépression constatée dans l'ensemble de la France est-il dû en partie à la fermeté de nos magistrats ? Le Garde des Sceaux Gustave Humbert dans son rapport de 1880 constatait avec regret la faiblesse de la répression de la plupart des juridictions criminelles du pays. Mais six Cours de France, parmi lesquelles Riom, réagissaient heureusement, disait-il, « par leurs nombreux arrêts infirmatifs » ayant principalement pour but d'aggraver la situation

1. Depuis 1900 ces chiffres se maintiennent jusqu'en 1904, date où les poursuites contre les Congrégations déconcertent nos calculs, mais non nos conclusions.

« des prévenus (1). » La Cour est depuis lors restée fidèle à ses pratiques. M. Vallé, dans son rapport de 1900, observe que « le nombre des arrêts d'infirmation n'excède de celui « des arrêts de confirmation que dans un seul ressort, celui « de Riom. Par ses arrêts infirmatifs rendus de 1896 à 1900, « cette dernière Cour a aggravé dans la proportion de « 61 0/0 la situation des prévenus à l'égard desquels les « Tribunaux Correctionnels s'étaient montrés très indul- « gents (2). »

Il est fort possible que le renom de juste rigueur qui s'est ainsi attaché à la Cour ait exercé une impression salulaire sur le pays.

Les proportions des récidivistes et des suicidés qui entrent aussi dans les éléments de la criminalité, sont un peu moins favorables à notre région.

Pour les récidivistes, sur cent accusés ou prévenus on en comptait en

France, Allier, P.-de-D., Cantal, Hte-Loire.

32	27	25	24	20	de 1840 à 1880.
et 42	51	39	40	27	de 1896 à 1900.

De l'une à l'autre de ces périodes le chiffre des suicidés s'élève en France de 11 à 22 pour 100.000 habitants.

Dans l'Allier de 5 à 12;

Dans le Puy-de-Dôme de 4 à 11 ;

1. Rapport HUMBERT, 1880, p. LXXXII

2. Rapport VALLÉ, 1900, p. LX.

Dans le Cantal de 3 à 7;

Dans la Haute-Loire de 3 à 6.

Depuis un demi-siècle les progrès des contraventions de simple police ont crû dans notre région, comme dans l'ensemble du pays, dans des proportions qui seraient inquiétantes, si l'on ne se souvenait que l'alcoolisme n'était pas autrefois réprimé, et que les procès-verbaux pour ivresse publique occupent aujourd'hui une large place dans les statistiques.

Dans son rapport de 1880 M. le Garde des Sceaux Humbert affirmait, du reste, gravement que, bien loin de préoccuper les moralistes, « l'augmentation du nombre des contraventions est une preuve certaine de la sollicitude des autorités municipales pour la sûreté et la salubrité publiques (1). »

Félicitons-nous donc des chiffres suivants : sur cent mille habitants, le nombre des contraventions s'élève annuellement en moyenne :

	En France	Puy-de-Dôme	Cantal	Allier	Haute-Loire
	—	—	—	—	—
avant 1880: à	18	16	14	10	8
1896 à 1900: à	123	61	41	44	56

Après cette esquisse rapide de la physionomie de notre ressort, qui nous permet de relever avec quelque fierté l'élévation de son niveau moral, jetons les yeux sur les événements qui ont marqué le plus particulièrement dans les fastes criminels de la Cour.

1. Rapport HUMBERT, 1880, page CXXIX.

Nous ne pouvons prétendre rappeler tous les « beaux crimes » dont le dénouement est venu se dérouler sur les bancs de la Cour d'Assises de Riom ; mais nous ne résistons pas à la tentation d'évoquer le souvenir, soit des affaires politiques fameuses qui y furent débattues, soit des drames passionnants dont quelques-uns rivalisèrent avec l'affaire Fualdès, et intéressèrent la France entière.

Le ressort de Riom, n'avait pas été le théâtre des crimes politiques les plus retentissants qui ont été déférés à la Cour d'Assises de son chef-lieu ; mais les pouvoirs publics ont, depuis sa fondation, considéré que le tempérament auvergnat, par sa froideur, son impartialité, se prêtait à l'étude des événements graves qui eussent, dans d'autres régions jeté sur leurs juges ce qu'on nomme au Palais une suspicion légitime.

Dès le début de la Restauration, c'est à Riom qu'allaient se dérouler les débats de l'assassinat du maréchal Brune. Ce fut là un des événements les plus dramatiques, et on peut ajouter les plus odieux, qui ensanglantèrent « la Terreur Blanche ». La servile et basse complaisance des agents locaux du gouvernement tentait d'accréditer, dès le jour de la mort du malheureux maréchal, une légende que, durant quatre années, sa veuve s'évertua vainement à dissiper. Ce ne fut qu'en 1819, le forfait remontant au 2 août 1815, que, sur une requête adressée au Roi et à tous les Maréchaux de France, par la Maréchale assistée de M^e Dupin son conseil, une instruction fut ouverte par le Parquet Général de Nîmes. La Maréchale réclamait la Cour d'Assi-

ses de la Seine, « le procès, disant M^e Dupin, devant être « jugé à Paris comme par la France entière ». La Cour de Cassation désigna Riom (arrêt du 13 juillet 1820), et le 24 février 1821, sous la présidence de M. Souteyran, conseiller, assisté de ses collègues MM. Landois, Touttée, Gisclon, et Desribes, l'unique accusé, Guindon dit Roquefort, à qui toute facilité avait été donnée d'ailleurs d'esquiver les poursuites allait être jugé par contumace sous la triple prévention de : violences et voies de fait envers la force publique et les agents administratifs dans l'exercice de leurs fonctions, commises en réunion et avec rébellion ; pillage et vol d'effets et d'argent ; assassinat ou complicité.

Les 24 et 25 février un certain nombre de témoins, dont plusieurs avaient eu peut-être quelque part au drame, en reconstituèrent les éléments en termes si saisissants, que la Maréchale qui assistait à l'audience entre ses deux avocats, M^e Dupin et M^e Bayle aîné, dut être emportée de la salle sans connaissance. Après les dépositions, M^e Dupin dans un virulent réquisitoire, montra le Maréchal quittant Toulon le 1^{er} août pour se rendre à Paris, guetté sur sa route par des bandes exaltées, qu'il évitait à Brignoles, dont il était préservé à Aix par les hussards hongrois du général Nugent, et qu'il retrouvait au matin du 2 à Avignon. Maladroitement arrêté sous prétexte de formalités administratives et de visa de passeport, il voyait sa chaise de poste entourée par des forcenés poussant des cris de mort. Le Préfet, M. de Saint-Chamand, arrivé de la veille à son poste parvenait à faire partir la voiture,

mais 100 mètres plus loin elle était assaillie dans une rue étroite, contrainte de reculer et de chercher un asile dans la cour de l'hôtel du Palais Royal, dont les portes refermées vivement arrêtaient la populace ivre de sang, du sein de laquelle s'élevaient des cris de mort contre l'assassin de M^{me} de Lamballe. C'est par cette accusation infâme portée contre Brune qu'on l'avait en effet soulevée ; et des sicaires clamaient déjà : « Nous promènerons sa tête comme il a promené celle de la Princesse. »

Ce n'était qu'après plus d'une heure, à la suite de la foule frémissante qui par les toits crevés et les portes forcées s'était engouffrée dans l'hôtel, que les autorités apparaissaient. Et là dans une chambre où gisait le corps du Maréchal, le Préfet, le Juge d'Instruction Piot, le Procureur du Roi Verger, le Major Lambert, commandant supérieur du département, les commandants Vernety, Acart, Hugues, le commissaire de police Bressy, consignaient gravement en un procès-verbal contresigné par eux tous, les déclarations de trois assistants qui attestaient avoir été témoins du suicide du Maréchal !

Contre ces impudents menteurs, contre ces fonctionnaires plus coupables encore, M^e Dupin fit retentir ses foudres vengeresses, fort du témoignage des envahisseurs eux-mêmes qui, non sans quelque cynisme, avaient à la Cour d'Assises tout raconté : le premier coup de feu paré par Brune relevant avec un admirable sang-froid le canon du fusil dont la balle allait percer le plafond ; puis Roquefort dit Guindon l'abattant par derrière et criant au premier assas-

sin : « Je vas te faire voir comment il fallait faire ! » ; les assaillants se ruant aux fenêtres pour annoncer le meurtre à la foule hurlante ; les autorités apparaissant tardivement et après le simulacre d'enquête que l'on sait prescrivant l'ensevelissement immédiat ; le cadavre arraché à ceux qui l'emportaient, trainé par les rues et jeté au fleuve, d'où après avoir servi de cible il était retiré percé de cinquante coups de feu ; un écriteau placé sur le pont du Rhône : « Cimetière du Maréchal Brune » tandis que le corps de l'infortuné enlevé furtivement était porté pieusement dans son château de Saint-Just, où il attend, termina M^e Dupin, que justice soit faite et que la Maréchale puisse venir déposer sur son cercueil un arrêt de vengeance et de réhabilitation.

Après les réquisitions du Procureur Général Pagès, la peine de mort était prononcée par contumace contre Roquefort qui ne fut d'ailleurs jamais recherché.

Un autre des plus sinistres acteurs de la Terreur Blanche, Trestaillons ou Quatre-taillons, jugé aussi à Riom par contumace et condamné également à mort, bénéficia de la même inertie du pouvoir, en dépit de la série de forfaits dont il avait été convaincu. (Audience du 22 nov. 1820.)

Six mois après, le 20 juin 1821, venait échouer devant la Cour d'Assises du Puy-de-Dôme, après avoir été ballottée de juridiction en juridiction, l'affaire dite de la Conspiration de l'Est.

Les dix-sept accusés, officiers en demi-solde ou civils, la

plupart médaillés de la Légion d'Honneur et qui, arrêtés par la police du Jura, étaient, après avoir affronté la Cour d'Assises du Doubs et la Chambre des Pairs, déférés au Jury riomois, avaient-ils vraiment mis le Gouvernement de la Restauration en péril? L'acte d'accusation l'affirmait: deux cents témoins, parmi lesquels les généraux Daumesnil et Chastel allaient, paraît-il, démasquer le plan de ce complot dont le but avait été l'assassinat du Duc d'Angoulême et la restauration de l'Empereur ou du Roi de Rome.

Les débats révélèrent que se servant sans droit du nom de son ancien chef, le colonel Planzeaux, un sous-lieutenant retraité appelé Guillemin avait, sous prétexte de conspirer, réuni clandestinement quelques soldats de l'Empire et autres mécontents. Partis pour Dôle où ils devaient retrouver le colonel Planzeaux, ils s'étaient réduits en route, avaient traversé le bois de Parthey, et s'étaient fondus avant d'avoir même atteint le but de leur escapade. L'inculpation, qui visait plus particulièrement le colonel, s'effondra au point qu'elle dut être abandonnée contre lui par l'avocat général Voisin de Gartempes qui assistait le Procureur Général Pagès. Les treize avocats de Riom et de Lons-le-Saulnier chargés de la défense eurent beau jeu pour exercer leur verve aux dépens des autorités jurassiennes: la Cour donna tort au Procureur Général qui s'en offensait, et qui n'ayant pas obtenu la répression de ces écarts de langage accentua si maladroitement dans sa réplique des réquisitions passionnées, que M^e Bayle aîné, avocat, se contenta au nom de toute la défense, debout à la barre, de répartir que « croyant

« avoir à répondre à des raisonnements et n'ayant entendu
« que des critiques injurieuses, il les acceptait comme un
« éloge et persistait dans les moyens employés au cours
« des plaidoiries. » Sur quoi le Président Maignol clôtura
précipitamment les débats, dont la solution fut un acquit-
tement général.

Vingt ans après, ce fut dans la région même que se déroulèrent les graves événements politiques qui donnèrent lieu aux solennels procès de 1842, « grands, disait la *Presse Judiciaire* du 5 février, par les questions de politique, de « liberté, de morale, d'humanité qu'ils soulèveront, grands « encore par le talent et l'éloquence des orateurs qui pro- « poseront au Jury la solution de ces difficiles problèmes. »

En août 1841, l'annonce d'un prochain recensement jetait en Auvergne une alarme que nous aurions peine à comprendre, si nous ne savions la crédulité populaire toujours disposée à accueillir les chimères, même les plus extravagantes. On racontait que cette mesure allait être le prélude du rétablissement des anciens impôts. Des placards révolutionnaires brandissaient le souvenir abhorré de la dîme et du cens ; et lorsque le 9 septembre commencèrent à Clermont-Ferrand les opérations, une bagarre se produisit sur la place Saint-Hérem où MM. Mège, adjoint, et de Chazelles, conseiller municipal, furent accueillis à coups de pierres. Quelques arrestations ayant été opérées, les meneurs excitent le peuple qui, se voyant refuser la mise en liberté des coupables, s'attroupe, s'oppose aux opérations des recenseurs, résiste à la force armée appelée

pour maintenir l'ordre, et finalement envahit et pille les magasins des armuriers et dresse des barricades, tandis que des émissaires expédiés en hâte dans les villages voisins ramènent d'Aubierre et de Beaumont des masses de paysans conduits par deux médecins politiques, MM. Géraud de Nolhac et Monteilhet.

Clermont devient un champ de bataille, les barrières de la ville sont incendiées ; les monuments publics en partie détruits ; la maison du maire, M. Conchon (1), après un véritable siège, est prise par les assaillants, pillée et brûlée. La troupe ne fut maîtresse de la ville qu'après trois jours et non sans effusion de sang.

Cette émeute souleva dans le département une émotion considérable. Des rébellions éclatèrent sur divers points ; à Chauriat, notamment, la cure et les maisons de divers notables furent saccagées, la sécurité des personnes sérieusement menacée.

A la suite de nombreuses arrestations opérées par les soins du Parquet de Clermont, la Cour Royale évoqua les diverses affaires, dont la polémique de la presse locale se chargea d'attiser la gravité.

La *Gazette d'Auvergne*, organe légitimiste de Clermont-Ferrand, impliquée dès la première heure dans les poursuites à raison d'articles passionnés parus au plus fort de l'émeute, imaginait d'ébruiter une correspondance confidentielle intervenue entre le Préfet, M. Meynadier et le

1. M. Conchon était le beau-père d'Eugène Rouher. Il est mort conseiller à la Cour d'Appel de Riom.

Procureur Général, M. de Boissieu ; et de laquelle il apparaissait que mécontentes de la composition du jury appelé à tenir les premières assises, les autorités s'étaient concertées pour incider et tenter en gagnant du temps de mettre la main sur un jury meilleur.

Ces révélations soulevèrent une surexcitation qui retentit jusqu'à la tribune de la Chambre des Députés et détermina des poursuites en diffamation contre l'indiscret journal.

Le 15 février 1842, après une instruction comportant plus de sept cents dépositions, la Cour d'Assises inaugurait l'ère des affaires se rattachant au recensement. Les troubles de Clermont amenaient devant elle cinquante-six accusés dont quarante-neuf comparurent et sept furent jugés par contumace. M^e Laissac, avocat républicain de Montpellier, M^e Bac de Limoges dont le nom était déjà étroitement associé à l'affaire de M^{me} Lafarge, presque tout le barreau riomois (1) assistaient les accusés dont plusieurs étaient des hommes importants de la région : les médecins Montheilhet, Géraud de Nolhac, Lassalas, l'avoué Poncillon, le commandant Cohendy, des commerçants, des propriétaires, etc... Le Procureur Général de Boissieu s'était adjoint un avocat général, M. Bayle-Mouillard et un substi-

1. Il est intéressant de suivre la diversité de la fortune politique des défenseurs dont plusieurs trouvèrent dans ces débats l'occasion de se révéler. Voici les noms de tous : MM. Salneuve, de Parieu, Tallon, Mandet, Delesvaux, d'Arnoux, de Parades, Doniol, des Marands, Bayle, Tardif, Rochefort, Chalus, Place, Malbet, Martin, Grellet et Goutay.

tut, M. du Miral, pour soutenir le fardeau de l'accusation. Trois cents témoins furent entendus, le résumé du Président Pagès occupa toute une audience, les jurés délibérèrent neuf heures ! Et le 4 mars à 11 heures du soir trente-quatre accusés, parmi lesquels tous les meneurs de l'émeute, étaient acquittés ; seuls quelques comparses au nombre de quinze s'entendaient condamner non pour rébellion mais pour dévastation et pillage. Contre certains des accusés par contumace la Cour prononça la peine de mort.

L'affaire de Chauriat suivait immédiatement celle de Clermont ; les débats se développaient avec la même ampleur ; le verdict s'inspirait des mêmes tendances , empreint d'un peu plus de rigueur. Après l'application des peines dont plusieurs comportaient les travaux forcés le chef du jury, tous ses collègues debout, demandait solennellement que « la Justice ayant prononcé, l'humanité put également « parler », et déposait un recours en grâce en faveur de tous les condamnés.

Mais le débat vraiment sensationnel s'ouvrait le 14 mars : la *Gazette d'Auvergne* comparaisait à son tour devant le jury, assistée de Berryer, soutenue par les polémiques ardentes de la *Quotidienne* et de toute la presse légitimiste du royaume. Berryer prononça une harangue admirable ; mais le journal, en la personne de M. Aigueperse son gérant, fut condamné, et la Cour ne fit pas preuve à son égard de plus de tendresse que le jury.

C'est aussi devant la Cour d'Assises du Puy-de-Dôme que

se déroulèrent en novembre 1871 les débats de l'affaire de Saint-Étienne.

Après le 18 mars, la première préoccupation de la Commune triomphante avait été de soulever la province. Dans le Puy-de-Dôme même, une échauffourée avait éclaté à Thiers, peu grave d'ailleurs, et dont le Jury dans la session de la Cour d'Assises d'août 1871 avait innocenté les acteurs.

A Saint-Étienne le sang avait coulé. Un des chefs du gouvernement insurrectionnel parisien, Amouroux, parti pour installer la Commune à Lyon avait délégué comme ses représentants dans la Loire, Montcharmant, capitaine au 196^e bataillon de la garde nationale de Paris et Saint-Hilaire, membre du Comité de vigilance et de solidarité de la 9^e batterie de la Seine. Le « Club de la Vierge », installé depuis quelque temps à Saint-Étienne, s'était rallié à la Commune de Paris et avait le 23 mars mis la main sur l'Hôtel de Ville, que dans la journée du 24 les autorités locales cherchaient à lui disputer. Dans la soirée de ce jour, M. de l'Espée, préfet du département, et M. Gubian, substitut du Procureur de la République (1), enfermés dans l'édifice communal, le voyaient envahi par une foule surexcitée qui les sommait inutilement de se rallier à l'insurrection. Avec un magnanime courage, les deux fonctionnaires tenaient tête à l'émeute ; une fusillade éclatait qui venait frapper à mort le malheureux Préfet, tandis que M. Gubian et un courageux garde national, M. de Ventavon, qui s'était

1. Devenu plus tard Procureur Général à la Cour de Riom.

porté à son secours, demeuraient pendant une nuit entière en butte aux menaces d'une populace qui avait constitué un simulacre de Cour martiale pour les juger sur l'heure. Au matin cependant ils furent relâchés. Les insurgés restèrent maîtres de la place jusqu'au 28, date à laquelle tout rentra dans l'ordre sans nouvelle effusion de sang.

Cet assassinat, ces troubles, amenèrent devant la Cour d'Assises de Riom, déléguée à cet effet, quarante-huit accusés dont quatre furent jugés par contumace. Mais les meurtriers du Préfet avaient échappé aux recherches de l'instruction ; la poursuite révélait à l'égard de la plupart des accusés, un caractère exclusivement politique. Amouroux en profita pour accepter avec une grandeur d'âme de circonstance toute la responsabilité de l'émeute. Il fut condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Quelques autres condamnations moins rigoureuses vinrent frapper plusieurs de ses comparses ; vingt-trois furent acquittés. Les débats avaient été présidés par M. le Conseiller Duclaux, et l'accusation soutenue par M. le Procureur Général Berger.

Onze ans après la Cour de Cassation confiait encore à la Cour d'Assises du Puy-de-Dôme, le sort des grévistes de Montceau-les-Mines. En août 1882, une agitation révolutionnaire était fomentée dans la région de Montceau et de Blanz y par des conférenciers étrangers patronnés par les associations syndicales ouvrières « la Pensée » et « Santa Maria », et par les journaux de la région la

Tenaille et l'Étendard Révolutionnaire. Fanatisés par les excitations creuses qui les séduisent toujours, de nombreux ouvriers mineurs proclamaient la grève, et pour l'imposer au pays se formaient en bandes, parcourant les campagnes, assaillant bientôt l'église de Montceau dont ils faisaient sauter la porte à la dynamite, arrêtant le curé, saccageant le presbytère et l'école des Frères, tentant d'incendier divers immeubles, pillant des boutiques d'armurier et tirant des coups de revolver. Ces bandes embri-gadées peut-être par des meneurs habiles, ne purent être réduites que par un bataillon du 134^e de ligne amené par le Préfet de Saône-et-Loire et les sous-préfets de Châlons et d'Autun. Vingt-trois accusés obscurs, presque tous mineurs et membres des chambres syndicales, eurent à répondre devant la Cour que présidait M. le Conseiller Picot, des faits qui précèdent, qualifiés complot, pillage, destruction d'édifices, port d'armes dans une insurrection, menaces de mort, etc... Leur défense avait été confiée à MM^{es} Laguerre et Millerand (1), qui, à l'encontre de l'accusation représentée par M. le Procureur Général Allary et M. l'Avocat général Caron, vinrent justifier non pas tant les actes incriminés, que l'entier exercice du droit de grève avec toutes ses conséquences et la légitimité de l'action syndicale, non encore protégée à cette époque comme elle l'est aujourd'hui. Quatorze des accusés furent acquittés ;

1. M^e Millerand venait alors de débiter au Palais comme secrétaire de M^e Jules Roche.

neuf furent frappés de peines minimales d'emprisonnement.

En dehors des affaires politiques, il était rare jadis que l'émotion suscitée par un crime dépassât les limites de la province ; et tel forfait qui mettrait aujourd'hui sur les dents les reporters de la Presse Parisienne et fourniraient des pages de copie au *Petit Journal* et au *Matin*, eût à peine en son temps les honneurs d'un bref compte rendu dans la presse locale, et ne demeura fixé dans la mémoire populaire que par une complainte naïve ou cocasse, longtemps lamentée par les mendiants qui suivaient les foires et les marchés. Tel fut le sort en 1820 de l'affaire de cette femme Serve et de ses deux complices Raymond et Teyrin qui avaient assassiné à Gannat un marchand de papiers peints. La ville de Riom suivit passionnément les débats qui y furent portés et qui se clôturèrent par une triple condamnation à mort, exécutée le 2 septembre 1820, contre les trois condamnés (1).

Les journaux du Puy-de-Dôme d'alors qui ne consacrèrent à cette émouvante affaire qu'un entrefilet, ne sont pas plus prolixes à l'endroit du mystérieux assassinat d'un certain Rossignol d'Aurillac commis en la même année, et dont avaient été incriminés sept individus que la Cour de Riom acquitta tous (2).

Ce n'est encore que par la voie de la complainte que nous a été transmis le souvenir de la quadruple exécution d'Antoine et Pierre Lavergne, Jean Combes et Antoinette

1. *Journal du Puy-de-Dôme* des 23 et 27 mai 1820.

2. *Id.*, des 20 et 24 juin 1820.

Council, condamnés à mort à Riom le 29 août 1826 à la suite de l'assassinat, non encore oublié à Mauriac, d'un boulanger de cette ville (1).

A partir de 1840 le rôle de la Presse s'élargit. Elle devient une puissance d'information et cultive le crime célèbre à côté du roman-feuilleton. C'est par elle que la France entière se passionne pour l'affaire de Marcellange, comme elle s'était passionnée pour les affaires Fualdès et Lafarge.

M. Louis Vilhardin de Marcellange avait en 1835 épousé M^{lle} Théodora de la Rochenégly de Chamblas, appartenant à la meilleure noblesse du Velay et qui ne s'était pas résignée sans peine à déchoir, en acceptant un nom beaucoup moins sonore que le sien. La mort du Comte de la Rochenégly, son père, dont la veuve avait voué à son gendre une de ces haines traditionnelles qui ne désarment pas ; des difficultés pécuniaires amenant entre les époux d'après discussions ; le décès foudroyant, presque suspect dans son mystère, des deux enfants issus de cette imprudente union ; tout, avait conspiré pour jeter la discorde dans ce ménage qui s'était décidé à une séparation de fait. Resté seul à Chamblas, M. de Marcellange prenait la décision de rentrer dans sa famille en Bourbonnais. Son départ était fixé au 10 septembre 1840 et le 1^{er} au soir, tandis qu'il était assis au milieu de ses domestiques sous le vaste au-

1. *Bibliothèque de Clermont-Ferrand*, n° 31.439.

vent de la cheminée de sa cuisine, un coup de feu parti de l'extérieur, faisait voler la fenêtre en éclats et le foudroyait en plein cœur, sans que l'arrivée ni la fuite de l'assassin n'eussent été signalés par aucun indice, pas même par les aboiements des chiens de garde fidèles qui surveillaient les alentours du château.

Les soupçons, un moment incertains, ne tardèrent pas à se porter sur un familier de la maison, Jacques Besson, jadis serviteur du comte de Chamblas, devenu le régisseur du jeune ménage, au sein duquel il avait pris vis-à-vis du mari une attitude provocante, récompensée par une bienveillance plus accentuée de M^{me} de Marcellange et de sa mère. Besson, incarcéré, invoqua un alibi qu'il fut impuissant à établir, malgré l'assistance que vint lui apporter devant la Cour d'Assises du Puy à laquelle l'affaire avait été soumise, le jeune berger Arsac qui fut arrêté en pleine audience sous la prévention de faux témoignage et de ce chef condamné peu après (1).

Cet incident, joint à l'imprudence des dames de Chamblas, ne craignant pas de braver le sentiment populaire par la protection ouverte qu'elles témoignaient à Besson, s'employant à recueillir des témoignages en sa faveur, lui faisant passer des adoucissements au régime de la prison ; tout cela surexcita à un si haut point l'opinion publique qu'il parut prudent de provoquer pour cause de suspicion légitime le dessaisissement de la Cour d'Assises de la Haute-

1. Cour d'Assises du Puy. Présidence de M. le Conseiller Bujon.

Loire. C'est à Riom que fut renvoyé Jacques Besson. Les débats s'ouvrirent le 22 août 1842 et durant six jours présentèrent un intérêt palpitant. Ils étaient présidés par M. le Conseiller Mandosse. M^r Molin, avocat général d'un remarquable talent, soutenait l'accusation, puissamment assisté par M^e Bac, le fougueux avocat de la famille de Marcellange qui s'était portée partie civile. M^e Eugène Rouher défendait Besson. M^e Bac, après avoir au cours de leurs dépositions, harcelé de questions accusatrices M^{me} de la Rochenégly et M^{me} de Marcellange, sans avoir pu déconcerter leur ferme et impitoyable assurance, termina sa harangue par cette apostrophe restée légendaire : « Trois
« noms doivent être inscrits par la vindicte publique sur le
« tombeau de M. de Marcellange : hier Arsac ! aujourd'hui
« Besson ! à vous demain Mesdames de Chamblas ! »

Besson, malgré l'admirable défense de M^e Rouher qui, au cours de sa plaidoirie, s'affaissa sur son banc, brisé par l'émotion et la fatigue, Besson fut reconnu coupable et condamné à mort. L'arrêt fut cassé pour un vice de forme et l'affaire portée à Lyon. Les dames de Chamblas se refusèrent à comparaître. Elles avaient dans l'intervalle quitté la Haute-Loire où on ne les revit plus. Cette attitude fut diversement interprétée. Le Procureur Général dans son réquisitoire s'éleva très vivement contre l'accusation dont avaient été l'objet à Riom, des femmes, qui n'avaient pas été mises en mesure de se défendre, et regretta que la justice n'eût point garanti contre les attaques de la partie civile des témoins qui avaient droit à cette protection.

Condamné à nouveau à la peine capitale, Besson fut exécuté peu après.

Vers la même époque se présentait à Riom une des premières applications de la jurisprudence de la Cour de Cassation en matière de duel (arrêt du 3 juin 1842). Plusieurs notables d'Ambert et des environs, MM. Fargeon, Mandosse, Monteilhet, Choussy et Carmentrand, acteurs et témoins d'un duel loyal et sans gravité étaient poursuivis en Cour d'Assises pour tentative de meurtre et complicité, et étaient d'ailleurs acquittés.

Relevons aussi dans les fastes de la Cour à cette époque, l'affaire du Comte de Chouvigny, poursuivi et condamné aux travaux forcés pour meurtre de sa femme (8 août 1848); celle du parricide Morange condamné à mort le 18 mai 1852; celle des onze incendiaires des Martres de Veyre dont un seul fut condamné à la peine capitale (23 février 1854) et arrêtons-nous un instant sur un débat connu sous le nom d'affaire de la Juive, et qui apparut comme une lutte de races et de religions.

En 1843 un ménage de colporteurs hollandais de religion israélite répondant au nom de Meyer-Linnewiel van Wien de passage à Pontaumur (P.-de-D.) y laissait en nourrice une petite fille nouvelle-née et qui était déclarée à l'état civil sous le prénom d'Elisabeth. Quelque peu délaissée depuis lors par les auteurs de ses jours, l'enfant était plusieurs années après recueillie par des correligionnaires, les époux Estener de Clermont-Ferrand qui substituaient à son

prénom primitif celui de Sarah, et mouraient bientôt l'instituant leur légataire universelle et la confiant aux soins d'un huissier de Riom, M. Amable Collat, qu'ils avaient désigné comme exécuteur testamentaire. Le double héritage advenu à la jeune fille lui ramena ses parents qui, en juin 1858, se présentaient chez Collat pour la reprendre. Mais ce réveil tardif et intéressé n'était pas pour plaire à Sarah, très détachée de sa famille, cajolée par l'entourage des époux Collat qui s'étaient pris d'un beau zèle pour sa conversion. La mineure feignit d'être prête à suivre son père, mais s'esquivant, fut se cacher d'abord chez une vieille demoiselle de Riom, M^{lle} Pauline Legay ; puis, dépistant ses parents et la justice que les époux Meyer avaient intéressée à sa recherche, elle disparut... On sut plus tard qu'après avoir demandé asile au Carmel de Riom, congédiée par les bonnes sœurs justement effrayées de la responsabilité qu'elles assumaient, elle avait erré de refuge en refuge, à Tours-sous-Meymont chez la mère d'une des religieuses carmélites, à Riom au couvent du Bon-Secours, puis chez une couturière de cette ville, dans une campagne des environs, chez un plâtrier, chez une terciaire du Carmel, à Combronde chez les dames de la Miséricorde où l'avait cachée une riche et romanesque Anglaise, M^{me} Laroche, que l'on venait d'intéresser à son sort et qui l'ayant mise en relations avec l'abbé Ratisbonne dont la conversion était encore dans toutes les mémoires, la conduisit à lui à Paris où la jeune Meyer édifia successivement de son zèle de néophyte les religieuses de Passy, puis le

couvent de Sainte-Mathilde que venait de fonder l'Abbé.

Mais le bruit soulevé autour de la récente affaire Mortara troublait les protecteurs successifs de Sarah. De Sainte-Mathilde elle était ballottée dans les couvents du Sacré-Cœur de Picpus et du Bon-Pasteur du Puy, jusqu'au jour où M^{me} Laroche lassée la mandait à Auxerre pour la rendre à ses parents qui la firent chercher par l'un de ses frères.

La Justice ne voulait pas que les choses en restassent là. Une plainte des époux Meyer-Linnewiel au Garde des Sceaux avait déterminé l'ouverture d'une instruction menée avec zèle. Les perquisitions faites chez le pauvre huissier Collat avaient amené la découverte de brouillons de lettres qu'il avait fait écrire par Sarah et fait mettre à la poste aux quatre coins de la France, la jeune fille y affirmant, tant aux magistrats qu'à ses amis, la volonté de rester éloignée de sa famille et de recevoir le baptême. La tertiaire du Carmel, M^{le} Legay n'avait pastémoigné moins de zèle pour sauver Sarah des griffes de Meyer, et elle fut englobée avec les époux Collat dans une poursuite en Cour d'Assises pour détournement de mineure. La famille Meyer-Linnewiel se porta partie civile et vint tenter de discréditer non pas tant les accusés que le milieu catholique fanatisé dans les filets duquel, d'après M^e Leven, avocat des parties civiles, la belle enfant avait failli être prise. Malheureusement pour l'intéressante victime, il apparut des débats que non moins romanesque qu'ardente, la néophyte avait mené de front avec sa conversion une série d'intrigues amoureuses clandestines, d'abord avec un beau-frère

d'Estener son premier protecteur, puis avec deux jeunes jumeaux clermontois pour lesquels son cœur avait battu simultanément.

Les débats furent très piquants. Ils étaient présidés par M. le Conseiller Marsal. M. le Premier Avocat Général Ancelot soutenait l'accusation, secondé par l'avocat de la partie civile, M^e Leven du Barreau de Paris. M^e Grellet, Talionet Roux défendaient les accusés. Soixante-six témoins défilèrent successivement, les uns membres et amis de la famille Meyer trahissant à la barre dans leur jargon sémite la cupidité qui s'était greffée sur les sentiments paternels; les autres, religieux, supérieurs ou supérieures de couvents, plaçant parfois l'ardeur de leur prosélytisme au-dessus des lois. Le témoignage du père Ratisbonne fit grande sensation. Une légende raconte que lorsque la Prieure du Couvent cloîtré du Carmel fut invitée par le Président à relever son voile et à découvrir son visage pour déposer, un violent orage éclata subitement sur le prétoire et le plongea dans une complète obscurité. L'acquittement triomphal des accusés fut salué par les ovations de la foule qui eut volontiers fait un mauvais parti au couple Meyer-Linnewiel. Mais la Cour, par une de ces contradictions que la jurisprudence sanctionne, consola les colporteurs juifs par une allocation de 3.000 francs de dommages-intérêts.

Plus mémorable encore est restée à Riom l'affaire Péli-sier-Seguin, « telle, disait le *Courrier de la Limagne*, du « 14 mars 1865, que de mémoire d'homme et même en

« remontant jusqu'au bout dans les Annales des Cours
« Criminelles, on n'en trouverait pas une aussi grave,
« aussi terriblement dramatique. »

Un beau jour du printemps de l'année 1860, les époux Pélissier-Seguin, boulangers à Maringues, se rendaient à Riom en compagnie de leur fils Jean Pélissier. Celui-ci, le lendemain, rentrait seul au logis racontant que ses parents étaient allés rendre visite à un ami d'Arconsat. Depuis lors on ne les revit plus ; et l'on a ignoré à jamais ce qu'ils étaient devenus !

Nul à Maringues ne s'était tout d'abord étonné de leur disparition. Leur fils recevait d'eux des lettres qu'il montrait à tous. Dégoûtés de la boulangerie et du pays où leurs affaires marchaient mal, ils étaient allés monter à Marseille un petit commerce d'épicerie qui leur donnait toute satisfaction. Jean allait de temps en temps les voir : il revenait enchanté de ses visites. Près de cinq ans s'écoulèrent ainsi. Mais la sœur de Jean, après avoir supporté patiemment la longue absence de ses parents, s'attristait. Elle était prise du désir, elle aussi, d'aller les voir à Marseille. Son frère s'y opposait. Après des luttes pénibles, elle se décidait à passer outre à ses objections : elle allait partir.

Et voici que soudain une lettre d'un ami de Marseille annonce à Jean Pélissier que son père vient de mourir, et que la mère folle de douleur n'a pu lui survivre... Ce coup de théâtre jette la suspicion dans les esprits jusque-là crédules. La sœur interroge le facteur : ce n'est pas lui qui a remis à Jean la missive annonçant la catastrophe. Les

lettres précédentes datées de Marseille n'ont pas davantage passé par ses mains... Une scène dramatique éclate entre la sœur qui réclame des explications et le frère qui se tait. De la maison, où ils se sont enfermés seuls, partent des cris, des éclats de voix : puis affolée, la sœur de Jean Pélissier sort brusquement, se dirige vers la rivière qui traverse Maringues et sans que personne ait pu intervenir, s'y précipite et se noie...

Pélissier arrêté se confina dans de muettes dénégations. On sut qu'à son retour de Riom, cinq ans auparavant, il avait fait charger sur le chariot qui le ramenait à Maringues une malle très volumineuse ; et l'on suppose qu'après avoir assassiné ses père et mère, il avait ainsi rapporté chez lui leurs cadavres et les avait incinérés dans son four de boulanger. La complainte en cinquante couplets, due, dit-on, à la collaboration des stagiaires du temps, montra :

« Pélissier fumant sa pipe,
« Assis sur ses vieux parents,
« Calculant combien par an,
« Lui rapporteraient leurs nippes ;
« Car Jean Pélissier-Seguin,
« Ne méprisait pas ce gain. »

A l'audience, Pélissier, affolé par les réquisitions véhémentes du Procureur Général Massin demanda à lui faire des révélations particulières, que ce magistrat refusa avec raison de recevoir. L'accusé fournit alors un récit confus d'un prétendu suicide de ses parents, à Lyon, où las de la

misère qu'ils traînaient à Maringues, ils étaient allés se jeter dans le Rhône. Il ajouta que, cinq années durant, le souci de leur mémoire l'avait déterminé à taire ce sinistre événement et à simuler la comédie qu'il avait jouée. Cet expédient ultime, que M^e Honoré Roux, défenseur de Pélissier, dédaigna de reproduire dans sa plaidoirie, jeta-t-il néanmoins quelque trouble dans les âmes des jurés ? Tout en condamnant Pélissier comme parricide, ils lui accordèrent des circonstances atténuantes (19 mars 1865) et Pélissier alla mourir aux travaux forcés.

Fut-ce la même incertitude relative qui détermina, trente deux ans après, le Jury du Puy-de-Dôme à accorder aussi des circonstances atténuantes à un nommé Combes, accusé et convaincu par le verdict d'avoir dans les bois de Grave-noire, voisins de la coquette station balnéaire de Royat, assassiné en plein jour pour le voler, un touriste, M. Kauffmann, pharmacien à Limous ? Ce fut là aussi une affaire sensationnelle, qui donna lieu à une mesure d'instruction peu usitée : la descente sur les lieux du crime, de la Cour d'Assises en corps, magistrats revêtus de leurs robes rouges, jurés, accusé, avocat, huissiers et reporters... (1).

La notoriété littéraire et les malheurs de la baronne de Radhen nous amènent à classer aussi parmi les causes célèbres jugées à Riom le meurtre du lieutenant de dragons

1. Combes fut condamné le 24 février 1897 à quinze ans de travaux forcés.

danois Kasten Kiold, tué d'un coup de revolver par le baron de Radhen, en pleine représentation dans le cirque Pierantoni, où sa femme figurait comme écuyère et était l'objet des hommages assidus de l'officier.

La réputation de la baronne sortit saine et sauve des débats ; mais son mari n'en fut pas moins acquitté (1).

La cause la plus retentissante de ces dernières années, celle qui clôturera cette nomenclature, a été l'affaire de Marie Michel, dont la Cour d'Assises de Riom a eu à connaître en vertu d'une délégation de la Cour de Cassation.

On sait les faits, car ils passionnèrent la France entière. En décembre 1891 M^{me} Moutet, de la Blancarde près Marseille, vieille dame octogénaire fort riche, était trouvée étranglée dans son lit. Sa jeune bonne, Marie Michel, âgée de 15 ans, interrogée, se reconnut coupable de l'assassinat de sa maîtresse, ajoutant qu'elle y avait été incitée, contrainte même et matériellement aidée par un sieur Cauvin, que la victime affectionnait particulièrement et qui se sachant institué son légataire universel, n'avait point eu la patience d'attendre la mort naturelle de sa bienfaitrice pour réaliser son bien.

Cauvin se défendit de cette odieuse accusation avec une inlassable énergie. Il n'en fut pas moins condamné à deux reprises aux travaux forcés à perpétuité, par la Cour d'Assises des Bouches-du-Rhône, d'abord, et après cassation de ce premier arrêt, par la Cour d'Assises de l'Hérault.

1. Audience du 4 décembre 1893.

Marie Michel avait été acquittée. Les deux verdicts, assis principalement sur son témoignage, avaient dû puiser leur raison d'être dans l'impossibilité apparente d'expliquer pourquoi cette jeune fille, sans une intervention étrangère, aurait eu l'idée de tuer sa vieille maîtresse et comment seule, cette enfant de 15 ans aurait pu la tuer.

Depuis deux ans déjà Cauvin était forçat (1) lorsque Marie Michel se présenta un jour au Procureur de la République de Toulon, pour lui déclarer qu'elle avait faussement accusé cet homme d'un crime qu'elle avait seule commis. Ses déclarations parurent étranges ; il lui fallut les renouveler avec obstination, pour obtenir contre elle-même l'ouverture d'une instruction judiciaire sous prévention de faux témoignage. Et devant la Cour d'Assises du Puy-de-Dôme se déroula ce spectacle unique sans doute dans les fastes judiciaires : l'accusée proclamant sa culpabilité et s'opposant à ce que son défenseur plaidât son innocence ; le Ministère Public affirmant cette innocence et tournant ses foudres contre la partie civile réduite à présenter pour la troisième fois sa propre justification. M. l'Avocat Général Dubouch tenta en effet d'établir en dehors du récit primitif de Marie Michel, la culpabilité de Cauvin, pour en faire découler la preuve qu'en s'accusant de faux témoignage, la jeune fille obéissait peut-être au désir, en faisant bénéficier Cauvin du même acquitte-

1. Il avait été déclaré déchu pour cause d'ingratitude du bénéfice du legs que lui avait fait M^{me} Moutet.

ment dont elle avait profité, d'obtenir de lui sa part dans la fortune qui lui serait ainsi rendue.

L'avocat de Marie Michel, M^e Buisson, Bâtonnier, soutint de son côté dans sa plaidoirie, vrai chef-d'œuvre de psychologie, qu'il fallait trouver dans la passion, dans l'amour inspiré par Cauvin à la jeune Michel, le mobile des actes et des attitudes de celle-ci, et finalement du sacrifice qu'elle lui faisait, en s'accusant pour lui de son honneur et de sa liberté.....

Cauvin qui s'était porté partie civile, avait confié à M^e Decori du Barreau de Paris, le soin de faire éclater à la fois son innocence et la fausseté du témoignage de Marie Michel. M^e Decori expliqua par la perversion hystérique de l'accusée, et le meurtre même de M^{me} Moutet étranglée au cours d'une querelle, par la jeune bonne dont la névrose avait pu doubler les forces physiques ; et l'hallucination qui avait fait créer de toutes pièces par l'accusée le récit mensonger fait aux premiers magistrats instructeurs et aux jurés de Marseille et de Montpellier ; et les hantises religieuses qui l'avaient contrainte à se reprendre et avaient fait tomber le bandeau de ses yeux.

La réplique de l'avocat de la partie civile avait jeté dans les esprits des auditeurs une conviction telle que les membres du jury mêlèrent leurs applaudissements à ceux du public ; et M^e Buisson ayant demandé acte à la Cour de cette manifestation d'opinion, Marie Michel protesta avec violence, et se cramponnant à son défenseur en criant

à travers ses larmes sa culpabilité, lui imposa le retrait de ses conclusions.

Reconnue coupable de faux témoignage, elle fut condamnée à cinq ans de réclusion. Cet arrêt eut comme épilogue la réouverture des débats de l'affaire Cauvin ; et le malheureux forçat traduit devant une troisième Cour d'Assises, celle du Rhône, y fut acquitté.

**Tableau des condamnations à mort prononcées contradictoirement par la Cour d'assises
de Riom et des exécutions qui les ont suivies (1).**

NOM DU CONDAMNÉ	Date de la condamnation	Motif de la condamnation	Exécution
PRONIAS Antoine. <i>Tisserand à Olliergues.</i>	14 juin 1811	<i>Incendie volontaire.</i>	3 août 1811.
BOUCHET Pierre. <i>Cultivateur à St-Priest-Bramefant.</i>	16 nov. 1811	<i>Assassinat.</i>	8 janvier 1812.
BOUCHUT Robert. <i>Propriétaire à Brennat.</i>	20 nov. 1811	<i>Assassinat.</i>	11 janvier 1812. (<i>A Issoire.</i>)
VIALETTE Jean-Baptiste. <i>Cultivateur à Gouttières.</i>	10 juill. 1812	<i>Parricide.</i>	19 août 1812.
MONTOLY Jacques, dit la Mort. <i>Meunier à Vic-sur-Allier.</i>	23 août 1812	<i>Incendie.</i>	29 octobre 1812. (<i>A Vic-sur-Allier.</i>)
VIGINEUX Nectaire. <i>Laboureur à Olloux.</i>	24 août 1812	<i>Incendie.</i>	31 octobre 1812. (<i>A Saint-Amant-Tallende.</i>)
MONTAUD Jean. DREVON Gilbert. <i>Ancien garde-champ. à Vertaizon.</i>	11 févr. 1813 17 juill. 1815	<i>Vol avec violences, Assassinat et tentatives suites de vol.</i>	7 avril 1813. 17 juillet 1815.
{ MAILHET Jean-Antoine. De Pradelles (Haute-Loire). De Landas (Haute-Loire). DELSUC Jean-André.	9 sept. 1815 Id.	<i>Assassinat.</i> <i>Id.</i>	4 décembre 1815. Id.

1. Ce tableau annexe nous semble pouvoir servir de complément au chapitre précédent.

Tableau des condamnations à mort prononcées contradictoirement par la Cour d'assises de Riom et des exécutions qui les ont suivies (suite).

NOM DU CONDAMNÉ	Date de la condamnation	Motif de la condamnation	Exécution
VERNIOL Henri. <i>Marchand à Condat.</i>	19 nov. 1815	<i>Incendie.</i>	<i>Arrêt cassé par la C. de cass.</i>
FAYARD Antoine. <i>Cultivateur à Teilhet.</i>	19 févr. 1816	<i>Incendie.</i>	<i>Renvoi à Moulins.</i> 30 mars 1816.
LAROCHE Annet. <i>Cultivateur à Fayet.</i>	21 nov. 1816	<i>Assassinat.</i>	Décédé le 24 nov. 1816.
(PAILLOUX Antoine, dit Jubilet. <i>De Chapdes-Beaufort.</i>	3 mars 1817	<i>Assassinat.</i>	23 avril 1817.
{ PERRIER Amable, veuve Tournaire, <i>De Chapdes-Beaufort.</i>	Id.	<i>Assassinat de son mari.</i>	Id.
BONY Antoine. <i>De Bourg-Lastic.</i>	25 mai 1817	<i>Assassinat et vol.</i>	5 juillet 1817.
(MALLEPRADÉ Antoine. <i>D'Ally (Cantal).</i>	30 mai 1818	<i>Assassinat.</i>	15 juillet 1818.
{ CHAVIGNIER Dominique. <i>De Mauriac.</i>	Id.	<i>Assassinat et incendie.</i>	Id.
CISSOIRE Philippe. <i>D'Aubière.</i>	28 août 1818	<i>Assassinat.</i>	21 octobre 1818.
GUITTARD Nectaire. <i>De Clermont.</i>	20 mai 1819	<i>Fausse monnaie.</i>	5 juillet 1819.

Tableau des condamnations à mort prononcées contradictoirement par la Cour d'assises de Riom et des exécutions qui les ont suivies (suite).

NOM DU CONDAMNÉ	Date de la condamnation	Motif de la condamnation	Exécution
SERVENT Antoine. <i>De Nîmes.</i>	25 nov. 1819	Assassinat.	22 janvier 1820.
TRUPHÉMY Jean. <i>De Nîmes.</i>	27 nov. 1819	Assassinat.	Arrêt cassé par la C. de cass. Renvoi à Valence.
MORAND Catherine, femme Serve. <i>Du Vernet.</i>	24 mai 1820	Assassinat.	2 septembre 1820.
RAYMOND Gilbert. <i>Du Vernet.</i>	Id.	Id.	Id.
TEYRIN Nicolas. <i>Du Vernet.</i>	Id.	Id.	Id.
LIMOUZIN Jean. <i>De Billom.</i>	26 août 1820	Tentative d'assassinat.	11 octobre 1820.
COMTESSEYRE Jean. <i>De Pignols.</i>	23 mai 1822	Assassinat.	Commue en travaux forcés à perpétuité.
BOUCHE Jean. <i>De Grandrif.</i>	28 août 1822	Assassinat.	Mort le 3 octobre 1822.
BLANC François. <i>De Maringues.</i>	20 févr. 1823	Assassinat.	17 mai 1823.
MORNAC Annet. <i>De Heume-l'Église.</i>	19 mai 1824	Incendie.	Arrêt cassé. Renvoi à Montbrison.

**Tableau des condamnations à mort prononcées contradictoirement par la Cour d'assises
de Riom et des exécutions qui les ont suivies (suite).**

NOM DU CONDAMNÉ	Date de la condamnation	Motif de la condamnation	Exécution
BARD Jean. <i>De Plauzat.</i>	20 août 1824	<i>Empoisonnement de sa femme.</i>	<i>Commuée en travaux forcés à perpétuité.</i>
AUZOLLE François. <i>De Merdoigne.</i>	22 févr. 1826	Assassinat.	15 avril 1826.
LAVERGNE Pierre. <i>Boulangier à Mauriac.</i>	29 août 1826	Assassinat.	2 décembre 1826.
LAVERGNE Antoine. <i>Aubergiste à Mauriac.</i>	Id.	Id.	Id.
COUNIL Antoinette. <i>Boulangère à Mauriac.</i>	Id.	Id.	Id.
COMBES Jean. <i>Fermier à Mauriac.</i>	Id.	Id.	Id.
BONTEYRAS Antoine. <i>De Marsac.</i>	15 févr. 1827	Assassinat.	28 mars 1827.
MOURLON Antoine. <i>Maçon à Espinhal.</i>	18 mai 1828	Assassinat et incendie.	5 juillet 1828.
CHOSSAL Jean. <i>Cultivateur à Arlanc.</i>	16 mars 1830	Assassinat.	8 mai 1830.
BONTET Paul. <i>Cultivateur à Saint-Gervais.</i>	22 mai 1830	Empoisonnements.	2 mars 1831.

**Tableau des condamnations à mort prononcées contradictoirement par la Cour d'assises
de Riom et des exécutions qui les ont suivies (suite).**

NOM DU CONDAMNÉ	Date de la condamnation	Motif de la condamnation	Exécution
BOSLOUP Marien. <i>Cultivateur au Bouchet.</i>	20 mai 1832	<i>Incendie.</i>	<i>Commue en travaux forcés à perpétuité.</i>
CRESSIN Antoine. <i>Propriétaire à Auzat-sur-Allier.</i>	3 mars 1833	<i>Assassinat.</i>	18 mai 1833.
CAPDOU Charles-Antoine. <i>De Saint-Goin (Basses-Pyrénées).</i>	24 août 1838	<i>Id.</i>	10 octobre 1838.
PIOTTE Annet. <i>Cultivateur à Charnat.</i>	6 août 1840	<i>Id.</i>	<i>Arrêt cassé par la Cour de cassation.</i>
BRIDE Régis. <i>De Saint-Claude (Jura).</i>	10 août 1840	<i>Id.</i>	5 octobre 1840.
BESSON Jacques. <i>Domestique au Puy.</i>	27 août 1842	<i>Id.</i>	<i>Arrêt cassé.</i>
FENEYROLLE Jean. <i>Cultivateur à Veyrières.</i>	24 août 1843	<i>Id.</i>	<i>Renvoi à Lyon.</i>
LESCURE Jean. <i>D'Ytrac (Cantal).</i>	22 mai 1844	<i>Id.</i>	5 décembre 1843.
MONTÉL François. <i>D'Aubrière.</i>	19 nov. 1846	<i>Id.</i>	8 juillet 1844.
MORANGE Maurice. <i>De Courpière.</i>	18 mai 1852	<i>Parricide.</i>	20 janvier 1847. (<i>A Aubrière.</i>) 30 juin 1852.

**Tableau des condamnations à mort prononcées contradictoirement par la Cour d'assises
de Riom et des exécutions qui les ont suivies (suite).**

NOM DU CONDAMNÉ	Date de la condamnation	Motif de la condamnation	Exécution
FOURNEYRON Claude. <i>Cultivateur aux Martres de Veyre.</i>	23 févr. 1854	<i>Incendie.</i>	26 avril 1854. (A Veyre.)
MINDES Louis. <i>Marchand à Grenoble.</i>	27 nov. 1858	<i>Coups et blessures avec intention de donner la mort à un agent de la force publique. Homicide, incendie, coups et blessures. Assassinat.</i>	12 janvier 1859.
VINCENT Jean. <i>Propriétaire à Combronde.</i>	7 août 1864		<i>Commue en travaux forcés à perpétuité.</i>
CELLIER Barthélemy. <i>Détenu à la maison centrale.</i>	18 mai 1866		16 juin 1866.
HÉBRARD François. <i>Cultivateur à Teilhède.</i>	14 févr. 1873	<i>Assassinat et vol.</i>	29 mars 1873.
CHASSAGNETTE Charles. <i>Maçon à Charensat.</i>	15 mai 1874	<i>Id.</i>	<i>Commue en travaux forcés à perpétuité.</i>
PIÈTRE Michel. <i>Cultivateur aux Martres-sur-Morge.</i>	27 nov. 1875	<i>Assassinat.</i>	<i>Commue en travaux forcés à perpétuité.</i>
BITON Pierre. <i>Portefaix à Clermont.</i>	1 ^{er} mars 1885	<i>Assassinat et vol.</i>	17 avril 1885.
TRINCARD Jean. <i>Cultivateur à Clermont.</i>	5 août 1885	<i>Parricide.</i>	28 septembre 1885.

**Tableau des condamnations à mort prononcées contradictoirement par la Cour d'assises
de Riom et des exécutions qui les ont suivies (suite).**

NOM DU CONDAMNÉ	Date de la condamnation	Motif de la condamnation	Exécution
CARTONNET Étienne. Cultivateur à Maringues. TALLIER Marie, veuve Durif. De Maringues. BILLARD Gustave. Employé de commerce à Clermont. FARMOND Alphonse. Employé de commerce à Clermont.	4 août 1892 Id. 24 nov. 1900 Id.	Assassinat. Id. Assassinat et vol. Id.	Commuee en travaux forcés à perpétuité. Id. Commuee en travaux forcés à perpétuité. Id.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE V

LISTE DES MAGISTRATS AYANT COMPOSÉ LA COUR D'APPEL DE RIOM

Liste des Premiers Présidents

MM.

REDON (baron). — Nommé en l'an VIII, passe en 1818,
Premier Président honoraire.

LOUVOT. — 1818, nommé en 1819 conseiller à la Cour de
Cassation.

GRENIER (baron). — 1819, démissionnaire en 1837, nommé
Premier Président honoraire.

TIXIER LACHASSAIGNE. — 1837, nommé la même année Pre-
mier Président à Limoges.

BRYON. — 1837, nommé en 1839 conseiller à la Cour de
Cassation.

LAVIELLE. — 1839, nommé en 1844 conseiller à la Cour de
Cassation.

PAGÈS. — 1844, nommé en 1849 Premier Président hono-
raire.

NICOLAS. — 1849, nommé en 1856 conseiller à la Cour de Cassation.

MEYNARD DE FRANC. — 1856, nommé en 1859 conseiller à la Cour de Cassation.

LAGRANGE. — 1859, décédé en 1863.

BONJEAN. — 1863, nommé en 1865 Président à la Cour de Cassation.

MOISSON. — 1865, retraité en 1883.

ALLARY. — 1883, décédé en 1893.

OUDOUL. — 1893, décédé en 1896.

VACHER. — 1896, nommé en 1903 Premier Président à Alger.

DUCROUX. — 1903.

Liste des Présidents de Chambre

MM.

VERNY (Gaspard-Antoine). — An VIII, nommé Président honoraire en 1823.

DEVAL DE GUYMONT. — 1811 (1), décédé en 1833.

BONARME. — 1811, décédé en 1818.

VERNIN. — 1811, démissionnaire en 1827.

THÉVENIN. — Remplace Bonarme en 1818, retraité en 1838.

PRÉVERAUD DE LA BOUTRESSE. — Remplace Verny (G.-A.) en 1823, refuse en 1830 de prêter serment à Louis-Philippe.

1. Ces trois sièges furent créés par la loi du 20 avril et le décret du 6 juillet 1810.

ARCHON DESPÉROUSES. — Remplace Vernin en 1827, nommé
Président honoraire en 1852.

LANDOIS. — Remplace Préveraud de la Boutresse en 1830,
démissionnaire en 1837.

CAPIN. — Remplace Deval de Guymont en 1833. Procureur
Général à Nîmes en 1834.

TAILHAND. — Remplace Capin en 1834. Décédé en 1849.

MOLIN. — Remplace Landois en 1837. Conseiller à Paris
en 1852.

PAGÈS. — Remplace Thévenin en 1838. Premier Président
à Riom en 1844.

GODEMEL. — Remplace Pagès en 1844. Président honoraire,
1851.

DUMOLIN. — Remplace Tailhand en 1849. Président à
Rouen en 1859.

GRELICHE. — Remplace Godemel en 1851. Président hono-
raire en 1860.

DE ROMEUF DE LA VALETTE. — Remplace Archon Despé-
rouses en 1852. Premier Président à Pau, 1860.

DIARD. — Remplace Molin en 1852. Président honoraire
en 1865.

VERNY (Pierre-Bernard). — Remplace Dumolin en 1859.
Président honoraire en 1862.

GRELLET DUMAZEAU. — Remplace Grelliche en 1860. Prési-
dent honoraire en 1874.

CASSAGNE. — Remplace de Romeuf en 1860. Président
honoraire en 1873. Sièges supprimés par la loi du 3 juillet 1873.

MARSAL. — Remplace Verny P.-B. en 1862. Président honoraire en 1865.

ANCELOT. — Remplace Marsal en 1865. Sièges supprimés par la réforme judiciaire du 30 août 1883.

ENJUBAULT. — Remplace Diard en 1865. Décédé en 1869.

BARBAT DU CLOZEL. — Remplace Enjubault en 1869. Président honoraire en 1870.

THOMAS. — Remplace Barbat du Clozel en 1870. Président honoraire en 1877.

WELTER. — Remplace Grellet Dumazeau en 1874. Décédé en 1880.

LACARRIÈRE. — Remplace Thomas en 1877. Retraité à la réforme de 1883.

GENESTE. — Remplace Welter en 1880. Conseiller à Paris en 1881.

POURRADIER-DUTEIL. — Remplace Geneste en 1881. *Id.* en 1884.

OUDOUL. — Remplace Lacarrière en 1883. Premier Président à Riom en 1893.

TUNIS. — Remplace Pourradier-Duteil en 1884. Président à Limoges en 1885.

BONNET. — Remplace Tunis en 1885. Conseiller à Paris, 1894.

BISSAUD. — Remplace Oudoul en 1893. Retraité 1901.

CARON. — Remplace Bonnet en 1894. Procureur général à Riom en 1898.

PROAL. — Remplace Caron en 1898. Conseiller à Paris, 1900.

DELPY. — Remplace Proal en 1900.

MAZEAU. — Remplace Bissaud en 1901.

Liste des Conseillers

MM.

BONARME. — An VIII. Président de Chambre à Riom en 1811.

BEAULATON. — An VIII.

JALADON. — An VIII. Décédé en 1815.

TOURNADRE. — An VIII. Démissionnaire en l'an XIII.

FARADESCHE-GROMOND. — An VIII. Décédé en 1823.

PRÉVOST. — An VIII. Conseiller honoraire en 1818.

CATHOL. — An VIII. Conseiller honoraire en 1816.

MANDET. — An VIII. Conseiller honoraire en 1818.

TIOLIER. — An VIII. Retraité en 1827.

DURIEU. — An VIII. Décédé en 1808.

COINCHON-LAFOND. — An VIII. Décédé en 1812.

TURRAUD. — An VIII.

ARMAND. — An VIII. Décédé en 1812.

BRANCHE. — An VIII. Décédé en 1822.

FAYDIT. — An VIII. Démissionnaire de suite.

CHAPSAL. — An VIII. Conseiller honoraire en 1818.

DAUDE. — An VIII. Retraité en 1812.

LESCURIEU. — An VIII. Non acceptant.

LAFARGE. — An VIII. Président à Yssingeaux en 1813.

BELMONT. — (Son nom ne se retrouve plus dans les registres de la Cour.)

BARRET-DUCOUDERT. — Remplace Lescurieu en l'an VIII.
Démissionnaire en 1829

LANDOIS. — Remplace Faydit en l'an VIII. Président de chambre à Riom en 1830.

LOBEYRAC. — An IX. Non acceptant.

MARCHET. — Remplace Lobeyrac en l'an X. Démissionnaire en 1831.

ASTIER. — An XIII. Démissionnaire en 1832.

GIROT. — An XIII. Retraité en 1814.

TRONNET. — Remplace Durieu en 1808. Retraité en 1818.

DOMINGON. — 1811 (1). Démissionnaire en 1823.

PRÉVERAUD DE LA BOUTRESSE. — 1811. Président de Chambre à Riom en 1823.

BEAULATON. — 1811. Démissionnaire en 1834.

HUGUET. — 1811. Décédé en 1819.

VERNY (Claude-Amable). — 1811. Retraité en 1839.

DOUDARD DE LA GRÉE. — Retraité en 1813.

CHABERT D'HYÈRES. — 1811-1816.

THÉVENIN. — Remplace Daude en 1812 jusqu'en 1818.

GENEIX. — Remplace Coinchon-Lafond en 1812. Décédé en 1835.

DANIEL. — Remplace Armand en 1812. Décédé en 1827.

TOUTTÉE (Amable). — Remplace Doudard de la Grée en 1813. Décédé en 1841.

DE VISSAGUET. — Remplace Lafaye en 1813 jusqu'en 1816.

GISCLON. — Remplace Girot en 1814. Décédé en 1826.

CATHOL DU DEFFAND. — 1818 (2). Décédé en 1819.

DESRIBES. — 1818. Décédé en 1833.

1. Les sièges suivants furent créés par la loi du 20 avril et décret du 6 juillet 1810.

2. Les neuf sièges suivants furent pourvus en remplacement des sièges vacants à l'organisation de la Cour royale.

PORAL SAINT-VIDAL. — 1818. Décédé en 1836.

MAILLES. — 1818. Non acceptant.

SOUTEYRAN. — 1818. Retraité en 1840.

BASSIN. — 1818. Décédé en 1842.

TASSIN DE VILLEPION. — 1818. Décédé en 1824.

MAIGNOL. — 1818. Conseiller honoraire en 1852.

VERNIÈRE-PHILIBÉE. — 1818. Conseiller honoraire en 1852.

MANDOSSE-NEVREZÈ. — Remplace Mailles en 1819. Décédé en 1837.

RÉALIER-DUMAS. — Remplace Cathol en 1819. Procureur Général à Alger en 1835.

CHOSSIER-DUPONTEIX. — Remplace Huguet en 1819. Démisionnaire en 1834.

DECOMBES. — Remplace Branche en 1822. Conseiller honoraire en 1852.

GRELICHE. — Remplace Préveraud de la Boutresse en 1823. Président de Chambre à Riom en 1851.

CALLEMARD DU GENESTOUX. — Remplace Faradesche en 1823. Conseiller honoraire en 1853.

CATHOL DU DEFFAND (âls). — Remplace Domingon en 1823. Conseiller honoraire en 1862.

DOMINGON (âls). — Remplace Tassin de Villepion en 1834. Conseiller honoraire en 1858.

JUSSERAUD-DUCLOS. — Remplace Giscion en 1826. Retraité en 1841.

GERZAT. — Remplace Tiolier en 1827. Décédé en 1855.

UCROZET. — Remplace Daniel en 1827. Décédé en 1864.

PAGÈS (fils). — Remplace Barret-Ducoudert en 1829. Président de Chambre à Riom en 1838.

GODEMEL (Jules). — Remplace Landois en 1830. Président de Chambre à Riom en 1844.

MOLIN. — Remplace Marchet en 1831. Président de Chambre à Riom en 1837.

DEVAL. — Remplace Astier en 1832. Conseil honoraire en 1857.

DUMOLIN. — Remplace Desribes en 1833. Président de Chambre à Riom en 1849.

CHATEAU-DUBREUIL. — Remplace Chossier-Desponteix en 1834. Décédé en 1851.

MEILHEURAT. — Remplace Beaulaton en 1834. Directeur des affaires criminelles et des grâces en 1841.

DE FRÉMINVILLE. — Remplace Geneix en 1835. Décédé en 1861.

GRÉGORY. — Remplace Reallier-Dumas en 1835. Conseiller à Lyon en 1837.

DANIEL. — Remplace Poral de Saint-Vidal en 1836. Conseiller honoraire en 1866.

MANDOSSE (fils). — Remplace Molin en 1837. Conseiller honoraire en 1868.

SMITH. — Remplace Mandosse père en 1837. Conseiller à Lyon en 1850.

BONNET. — Remplace Grégory en 1837. Décédé en 1845.

BUJON. — Remplace Pagès en 1838. Décédé en 1858.

VERNY (Alphonse). — Remplace VERNY père en 1839. Conseiller honoraire en 1872.

LESCA. — Remplace Souteyran en 1840. Conseiller à Paris en 1849.

VERNY (Pierre-Bernard). — Remplace Touttée en 1841. Président de Chambre à Riom en 1859.

GRELLET-DUMAZEAU. — Remplace Jusseraud-Duclos en 1841. Président de Chambre à Riom en 1860.

CONCHON. — Remplace Meilheurat en 1841. Conseiller à Paris en 1858.

VALLETON. — Remplace Bassin en 1842. Procureur Général à Angers en 1850.

TANTILLON. — Remplace Godemel en 1844. Conseiller honoraire en 1860.

LONDES. — Remplace Bonnet en 1845. Président à la Martinique en 1850.

ROMEUF DE LA VALETTE. — Remplace Dumolin en 1849. Président de Chambre à Riom en 1852.

VACHERIE. — Remplace Lesca en 1849. Conseiller à Dijon en 1850.

PÉLISSIER de FÉLIGONDE. — Remplace Smith en 1850. Conseiller honoraire en 1870.

MANDET. — Remplace Vacherie en 1850. Conseil honoraire en 1881.

DU CLOZEL. — Remplace Valleton en 1850. Président de Chambre à Riom en 1869.

DORLHAC. — Remplace Londes en 1850. Non acceptant.

COURBAIRE. — Remplace Dorlhac en 1850. Conseiller honoraire en 1865.

GODEMEL (Jean-B.).— Remplace Grelliche en 1851. Conseiller honoraire en 1878.

ENJUBAULT. — Remplace Chasteau-Dubreuil en 1851. Président de Chambre à Riom en 1865.

MARSAL. — Remplace Romeuf de la Valette en 1852. Président de Chambre à Riom en 1862.

MALBET. — Remplace Maignol en 1852. Décédé en 1874.

BURIN DES ROSIERS. — Remplace Vernière-Philibée en 1852. Conseiller honoraire en 1869.

VERDIER-LATOURE. — Remplace de Combes en 1852. Décédé en 1861.

VIDAL. — Remplace Calemard en 1853. Décédé en 1866.

THOMAS. — Remplace Gerzat en 1855. Président de Chambre à Riom en 1870.

ROUFFY. — Remplace Deval en 1857. Président à Clermont en 1869.

GODEMEL (Cl.-Ant.) — Remplace Bujon en 1858. Conseiller honoraire en 1869.

GRENET. — Remplace Domingon en 1858. Conseiller honoraire en 1872.

BRUN DE VILLERET. — Remplace Conchon en 1858. Conseiller à Lyon en 1863.

LE SUEUR. — Remplace Verny (P.-B.) en 1859. Conseiller honoraire en 1874.

ALLEZARD. — Remplace Grellet en 1860. Conseiller honoraire en 1869.

TAILHAND. — Remplace Tantillon en 1860. Conseiller honoraire en 1863.

MONTEIL DE LA COSTE. — Remplace Rouffy en 1861. Conseiller honoraire en 1882.

BERTRAND. — Remplace Verdier-Latour en 1861. Conseiller honoraire en 1879.

LACARRIÈRE. — Remplace Fréminville en 1862. Président de Chambre à Riom en 1877.

CHIROL DE LA BROUSSE. — Remplace Cathol en 1862. Conseiller honoraire en 1867.

BERNET-ROLLANDE. — Remplace Marsal en 1862. Conseiller honoraire en 1883.

RONDEAU. — Remplace Tailhand en 1863. Conseiller à Poitiers en 1866.

MOULINET. — Remplace Brun de Villeret en 1863. Décédé en 1865.

DE PELLERIN DE LATOUCHE. — Remplace du Crozet en 1864. Décédé en 1892.

DELAIR. — Remplace Moulinet en 1865. Décédé en 1870.

FAURE. — Remplace Courbaire en 1865. Conseiller honoraire en 1878.

GRELICHE. — Remplace Enjubault en 1865. Siège supprimé à la réforme de 1883.

RAVEAUD. — Remplace Rondeau en 1866. Conseiller à Poitiers en 1868.

DUCLAUX. — Remplace Vidal en 1866. Décédé en 1881.

ANDRIEU. — Remplace Daniel en 1866. Conseiller honoraire en 1874.

CHASLUS. — Remplace Chirol de la Brousse en 1867. Décédé en 1882.

- RIVIÈRE. — Remplace Mandosse en 1868. Avocat général à Cour de Cassation en 1880.
- HARDOUIN. — Remplace Raveaud en 1868. Conseiller à Bourges en 1869.
- DE LA ROCQUE. — Remplace Du Clozel en 1869. Décédé en 1871.
- BARTELON. — Remplace Hardouin en 1869. Conseiller à Limoges en 1872.
- MESSANCE. — Remplace Godemel en 1869. Décédé en 1874.
- DUBOIS. — Remplace Burin des Roziers en 1869. Décédé en 1875.
- GOYON. — Remplace Allezard en 1869. Décédé en 1876.
- DE CASTELLI. — Remplace Delair en 1870. Retraité en 1883.
- VERNIÈRE. — Remplace Thomas en 1870. Retraité en 1890.
- ROUX. — Remplace de Féligonde en 1870. Siège supprimé à la réforme de 1883.
- COMBES. — Remplace de la Rocque en 1871. Décédé en 1872.
- VIMAL. — Remplace Verny (Alph.) en 1872. Siège supprimé par la réforme en 1883.
- CHEVALIER DU FAUX. — Remplace Barthelon en 1872. Siège supprimé par la réforme de 1883.
- WELHOF. — Remplace Grenet en 1872. Non acceptant.
- MÉLINE. — Remplace Welhof en 1872. Décédé en 1877.
- CARMENTRAND DE LA ROUSSILLE. — Remplace Malbet en 1874. Siège supprimé en 1883.
- RIGAL. — Remplace Le Sueur en 1874. Président de Chambre honoraire en 1904.

CHAUDESSAIGES DE TARRIEU. — Remplace Andrieu en 1874.
Siège supprimé en 1883.

TAILHAND. — Remplace Combes en 1874. Démissionnaire
en 1876.

JACQUIER. — Remplace Messance en 1874. Retraité en 1897.

BOURRIER. Remplace Dubois en 1875. Décédé en 1882.

LASNIER. Remplace Tailhand en 1876. Siège supprimé
en 1883.

LEYRAGNE. — Remplace Goyon en 1877. Décédé en 1891.

TRINIAÇ. — Remplace Lacarrière en 1877. Siège supprimé
en 1883.

TIXIER DE LA CHAPELLE. — Remplace Méline en 1877.
Décédé en 1879.

GOMOT. — Remplace Godemel (Jules) en 1878. Conseiller
honoraire en 1882.

MARS. — Remplace Faure en 1878. Décédé en 1897.

PICOT. — Remplace Bertrand en 1879. Président de Cham-
bre honoraire en 1905.

BOURIAUD. — Remplace Tixier de la Chapelle en 1880.
Conseiller honoraire en 1884.

MARCELLIN. — Remplace Rivière en 1880. Non acceptant.

BERTRAND. — Remplace Marcellin en 1880. Conseiller à
Grenoble en 1880.

COLLIN. — Remplace Bertrand en 1880. Siège supprimé
en 1883.

CABRYE. — Remplace Duclaux en 1881. Conseiller à Ren-
nes en 1897.

GAUBERT. — Remplace Mandet en 1831. Conseiller honoraire en 1891.

MASSON Y. — Remplace Gomot en 1882. Décédé en 1885.

BALME DU GARAY. — Remplace Monteil de la Coste en 1882.

OUDOUL. — Remplace Chalus en 1882. Président de Chambre à Riom en 1883. Sièges supprimés.

BERTRAND. — Remplace Bourrier en 1882.

MARTIN. — Remplace Bernet-Rollande en 1883. Décédé en 1885.

MULSANT. — Remplace de Castelli en 1883. Retraité en 1897.

VERDIER. — Remplace Bouriaud en 1884.

SATURNIN. — Remplace Massoni en 1885. Décédé en 1891.

BONNETON. — Remplace Martin en 1885. Conseiller honoraire en 1901. Sièges supprimés par la loi du 26 février 1901.

BOUISSOU. — Remplace Vernières en 1890. Juge à la Seine en 1902.

LENOIR. — Remplace Gaubert en 1891. Décédé en 1901.

FAUCHERY. — Remplace Saturnin en 1891. Décédé en 1904.

BADUEL. — Remplace Leyragne en 1891. Conseiller honoraire la même année.

LALOË. — Remplace Baduel en 1891. Conseiller à Rouen en 1892.

FELGÈRES. — Remplace Pellerin de la Touche en 1892.

FOUGÈRES. — Remplace Laloë en 1892. Conseiller à Dijon, 1893.

FÉRY D'ESCLANDS. — Remplace Fougères en 1893.

CLÉMENT. — Remplace Cabrye en 1897.

LEFOURNIER. — Remplace Mars en 1897. Conseiller à Caen en 1898.

BÉCHON. — Remplace Jacquier en 1897.

BES DE BERC. — Remplace Mulsant en 1897. Décédé en 1904.

ABEL. — Remplace Lefournier en 1898. Conseiller à Nîmes en 1899.

BOISSIÈRES. — Remplace Abel en 1899. Conseiller à Nîmes en 1899.

CAZAUX. — Remplace Boissières en 1899. Conseiller à Angers en 1904.

CLUZEL. — Remplace Lenoir en 1901.

BOUGON. — Remplace Bouissou en 1902.

CAMBECÈDES. — Remplace Bes de Berc en 1904.

ANTERRIEU. — Remplace Fauchery en 1904. Conseiller à Nîmes en 1906.

JUTIER. — Remplace Rigal en 1904.

BOZON. — Remplace Cazeaux en 1904.

GISCARD. — Remplace Picot en 1905.

SADOURNY. — Remplace Anterrieu en 1906.

Liste des conseillers auditeurs

MM.

VERNY (Claude-Amable), 1808. Conseiller à Riom en 1811.

TOUTTÉE (Amable), 1808. Conseiller à Riom en 1813.

DUCROHET, 1808-1818.

CALEMARD-LAFAYETTE, 1808.

- ARCHON-DESPÉROUSES, 1808. Avocat général à Riom en 1811.
GIROT, 1808. Conseiller en 1810.
JAFFEUX, 1811 (1).
MONESTIER, 1811.
MIGNOL, 1811. Conseiller à Riom en 1818.
PYRENT, 1811.
BRANCHE (Fils), 1819 (2). Démissionnaire en 1820.
GERZAT, 1819. Président à Issoire en 1826.
DOMINGON, 1819. Conseiller à Riom en 1824
MOLIN, 1819. Président à Issoire en 1828.
DUCROZET, 1819. Nommé substitut du Procureur Général à
Riom en 1822.
CATHOL DU DEFFAND, 1819. Nommé conseiller à Riom en
1823.
DEVAL. — Remplace Branche en 1820. Nommé conseiller
à Riom en 1832.
COURBAIRE. — Remplace Ducrozet en 1822. Nommé conseil-
ler à Riom en 1850.
VERNY (Alph.). — Remplace Cathol du Deffand en 1824.
Nommé conseiller à Riom en 1839.
PÉLISSIER DE FÉLIGONDE. — Remplace Domingon en 1825.
Nommé conseiller à Riom en 1850.
MANDOSSE (Fils). — Remplace Gerzat en 1827. Nommé
conseiller à Riom en 1837.

1. Sièges pourvus à l'organisation de la Cour impériale d'appel en 1811.

2. Sièges pourvus à l'organisation de la Cour royale d'appel en 1819.

VIDAL. — Remplace Molin en 1828. Nommé conseiller à Riom en 1853.

Les fonctions de conseillers auditeurs furent abolies par la loi du 10 décembre 1830.

Liste des Procureurs Généraux

MM.

FAVARD (baron), an VIII. Retraité en 1808.

GRENIER (baron), 1808. Premier Président à Riom 1819.

PAGÈS, 1819. Retraité en 1826.

DE CHANTELAUZE, 1826. Premier Président à Grenoble en 1829.

DE BASTARD D'ESTAING, 1829. Révoqué en 1830.

TAILHAND, 1830. Président de Chambre à Riom en 1834.

DE LA SEIGLIÈRE, 1834. Procureur Général à Lyon en 1837.

DE BOISSIEUX, 1837. Avocat général à la Cour de Cassation en 1844.

ALLAIN TARGÉ, 1844. Procureur Général à Poitiers en 1845.

LE TOURNEUX, 1845-1849. Appelé à d'autres fonctions.

DE SÈZE, 1849. Premier Président à Poitiers en 1852.

BLANCHE, 1852. Avocat général à la Cour de Cassation en 1855.

SALNEUVE, 1855. Conseiller à la Cour de Cassation en 1864.

MASSIN, 1864. Procureur Général à Lyon en 1869.

SOUËF, 1869. Révoqué en 1870.

BERGER, 1870. Révoqué en 1873.

ROË, 1873. Premier Président à Chambéry en 1877.

FROISSART, 1877. Procureur Général à Limoges en 1877.

PREUX, 1877. Procureur Général à Agen en 1878.

MONTAUBIN, 1878. Procureur Général à Lyon en 1879.

ALLARY, 1879. Premier Président à Riom en 1883.

BERR, 1883. Conseiller à Paris en 1888.

GUBIAN, 1888. Procureur Général à Dijon en 1898.

CARON, 1898.

Liste des avocats généraux

MM.

TOUTTÉE père, 1811. Premier avocat général. Décédé en 1815.

ROCHON de VALETTE, 1811-1818.

ARCHON DES PÉROUSES, 1811. Premier avocat général en 1819.

Président de Chambre à Riom en 1827.

PAGÈS. — Remplace Touttée. Premier avocat général en 1818. Procureur Général à Riom en 1819.

JUSSERAUD-DUCLOS. — Remplace Rochon de Valette en 1818. Conseiller à Riom en 1826.

VOYSIN de GARTEMPE. — Remplace Archon des Pérouses en 1819. Premier avocat général en 1827. Avocat général à la Cour de Cassation en 1829.

DE BASTARD d'ESTAING. — Remplace Jusseraud-Duclos en 1826. Premier avocat général en 1829. Procureur Général à Riom en 1829.

DE BONNECHOSE. — Remplace Voysin de Gartempe en 1827-1829.

DE LA BOULIE. — Remplace de Bastard d'Estaing en 1829.

Premier avocat général la même année. Révoqué en 1830.

COLIN. — Remplace de Bonnechose en 1829. Avocat général à Dijon la même année.

DU CLOZEL. — Remplace de la Boulie en 1829. Révoqué en 1830.

CAPIN. — Remplace Colin en 1829. Premier avocat général en 1830. Président de Chambre à Riom en 1833.

GRENIER. — Remplace du Clozel en 1830. Révoqué en 1832.

SALVETON. — Remplace Capin en 1830. Premier avocat général en 1833. Procureur Général à Amiens en 1840.

JALLON. — Remplace Grenier en 1832. Premier avocat général en 1840. Procureur à Versailles en 1841.

GARNIER du BOURGNEUF. — Remplace Salveton en 1833. Conseiller à Rouen en 1836.

ROMEUF DE LA VALETTE. — Remplace Garnier du Bourgneuf en 1836. Premier avocat général en 1841. Révoqué en 1848.

BAYLE-MOULLARD. — Remplace Jallon en 1840. Procureur Général à la Guadeloupe en 1846.

MOULIN. — Remplace Romeuf de la Valette en 1841. Directeur des cultes en 1847.

RUDEL-DUMIRAL. — Remplace Bayle-Mouillard en 1846. Démissionnaire en 1848.

DUPRÉ. — Remplace Moulin en 1847-1848.

IMBERDIS. — Remplace Romeuf de la Valette, premier avocat général en 1848. Démissionnaire en 1850.

ROUX (Honoré). — Remplace Dupré en 1848. Démissionnaire en 1851.

MARSAL. — Remplace Rudel-Dumiral en 1848. Conseiller à Riom en 1852.

DIARD. — Remplace Imberdis, premier avocat général en 1850. Président de Chambre à Riom en 1852.

ANCELOT. — Remplace Roux en 1851. Premier avocat général en 1860. Président de Chambre à Riom en 1865.

BURIN DES ROZIERES. — Remplace Marsal en 1852. Premier avocat général à Chambéry en 1860.

POMMIER-LACOMBE. — Remplace Diard. Premier avocat général en 1852. Avocat général à Toulouse en 1857.

CASSAGNE. — Remplace Pommier-Lacombe, premier avocat général en 1857. Président de Chambre en 1860.

THÉVENIN. — Remplace Burin des Roziers en 1860. Avocat général à Lyon en 1863.

LEVÉ DU MONTAT. — Remplace Ancelot en 1860. Procureur à Bordeaux en 1864.

ROUHER. — Remplace Thévenin en 1863. Premier avocat général à Bourges en 1867.

WELTER. — Remplace Levé du Montat en 1864. Premier avocat général en 1869 (1). Président de Chambre à Riom en 1874.

CARESME. — Remplace Ancelot. Premier avocat général en 1865. Avocat général à Toulouse en 1869.

1. Le titre de premier avocat général a été supprimé par la loi du 16 novembre 1870.

AUZOLLE. — Remplace Rouher en 1867. Président de Chambre à Nîmes en 1876.

MOREAU. — Remplace Welter en 1869. Avocat général à Poitiers en 1870.

GUYOT. — Remplace Moreau en 1870. Juge à Paris en 1876.

DE DOUHET DE VILLOSSANGES. — Remplace Welter en 1874. Démissionnaire en 1880.

EPARVIER. — Remplace Guyot en 1876. Démissionnaire en 1880.

BAILE. — Remplace Auzolle en 1878. Avocat général à Amiens en 1879.

MOULINEAU. — Remplace Baile en 1879. Non acceptant.

BERR. — Remplace Moulineau en 1879. Procureur Général à Riom en 1883.

BARAILLER. — Remplace Eparvier en 1880. Avocat général à Limoges en 1880.

CHANRIGAUD. — Remplace de Douhet en 1880. Siège supprimé en 1883.

DURAND. — Remplace Barailler en 1880. Démissionnaire en 1881.

CARDOT. — Remplace Durand en 1881. Non acceptant.

CARON. — Remplace Cardot en 1881. Président de Chambre à Riom en 1894.

FOURNEZ. — Remplace Berr en 1883. Avocat général à Montpellier en 1896.

HAFFNER. — Remplace Fournez en 1886. Avocat général à Bordeaux en 1889.

DUBOUCH. — Remplace Haffner en 1889. Procureur à Amiens en 1899.

DELPY. — Remplace Caron en 1894. Président de Chambre à Riom en 1900.

DELANGÉ. — Remplace Dubouch en 1899.

DEPEIGES. — Remplace Delpy en 1900.

Liste des substitués

MM.

TOUTTÉE (Amable). — An VIII. Avocat général à Riom en 1811.

BORDES, 1811. Retraité en 1826.

JUSSERAUD-DUCLOS, 1811. Avocat général à Riom en 1818.

DECOMBES. — Remplace Jusseraud-Duclos en 1818. Conseiller à Riom en 1822.

DU CROZET. — Remplace Decombes en 1822. Conseiller à Riom en 1827.

PAGÈS (fils). — Remplace Bordes en 1826. Conseiller à Riom en 1829.

DU CLOZEL. — Remplace Ducrozet en 1827. Avocat général à Riom en 1829.

CAUSSIN DE PERCEVAL. — Remplace Du Clozel en 1829. Substitut à Amiens en 1830.

PRÉVERAUD DE LA BOUTRESSE (fils). — Remplace Pagès en 1829. Révoqué en 1830.

DANIEL. — Remplace Caussin de Perceval en 1830. Conseiller à Riom en 1836.

CHAPUZET. — Remplace Préveraud de la Boutresse en 1830.

Démissionnaire en 1834.

ROMEUF DE LA VALETTE. — Remplace Chapuzet en 1834.

Avocat général à Riom en 1836.

LESCA. — Remplace Daniel en 1836. Conseiller à Riom en 1840.

GRELLET-DUMAZEAU. — Remplace Romeuf de la Valette en 1836. Conseiller à Riom en 1841.

MOULIN. — Remplace Lesca en 1840. Avocat général à Riom en 1841.

DUMIRAL. — Remplace Grellet-Dumazeau en 1841. Avocat général à Riom en 1846.

FAUCHER. — Remplace Moulin en 1841. Conseiller à Limoges en 1848.

MARSAL. — Remplace Dumiral en 1846. Avocat général à Riom en 1848.

BERTRAND. — Remplace Marsal en 1848. Avocat général à Grenoble en 1850.

SANDON. — Remplace Faucher en 1848. Appelé immédiatement à d'autres fonctions.

BARDY. — Remplace Sandon en 1848. Avocat général à Alger en 1851.

ANCELOT. — Remplace Bertrand en 1850. Avocat général à Riom en 1851.

BURIN DES ROZIERES. — Remplace Bardy en 1851. Avocat général à Riom en 1852.

ROUFFY. — Remplace Ancelot en 1851. Conseiller à Riom en 1857.

BARDY (Gustave). — Remplace Burin des Roziers en 1852.

Avocat général à Poitiers en 1855.

TROPLONG. — Remplace Bardy (G.) en 1855. Avocat général à Poitiers en 1857.

ASSÉZAT DE BOUTEYRE. — Remplace Rouffy en 1857. Procureur à Clermont en 1860.

RONDEAU. — Remplace Troplong en 1857. Conseiller à Riom en 1863.

LACARRIÈRE. — Remplace Assézat de Bouteyre en 1860. Conseiller à Riom en 1862.

WELTER. — Remplace Lacarrière en 1862. Avocat général à Riom en 1864.

MOREAU. — Remplace Rondeau en 1863. Avocat général à Riom en 1869.

LE SÉNÉCAL. — Remplace Welter en 1864. Substitut à Nancy en 1868.

LEZAUD. — Remplace Le Sénécal en 1868. Révoqué en 1871.

CARMENTRAND DE LA ROUSSILLE. — Remplace Moreau en 1869. Conseiller à Riom en 1874.

BOUDET. — Remplace Lezaud en 1871. Président à Thiers en 1872.

LIUVILLE. — Remplace Boudet en 1872. Conseiller à Nancy en 1877.

MARS. — Remplace de la Roussille en 1874. Conseiller à Riom en 1878.

TOINET. — Remplace Liouville en 1877. Avocat général à Poitiers en 1879.

CARON. — Remplace Mars en 1878. Avocat général à Riom en 1881.

BERTRAND. — Remplace Toinet en 1879. Conseiller à Riom en 1882.

VERDIER. — Remplace Caron en 1881. Conseiller à Riom en 1884.

FÉRY D'ESCLANDS. — Remplace Bertrand en 1882. Conseiller à Dijon en 1890.

LALOË. — Remplace Verdier en 1884. Conseiller à Riom en 1891.

BÉCHON. — Remplace Féry d'Esclands en 1890. Conseiller à Riom en 1897.

DEPEIGES. — Remplace Laloë en 1891. Avocat général à Riom en 1900.

BOURRIER. — Remplace Béchon en 1897. Substitut à Montpellier en 1899.

VIBERT. — Remplace Bourrier en 1899.

ROUX. — Remplace Depeiges en 1900. Procureur à Clermont en 1906.

GAY. — Remplace Roux en 1906.

Cette simple énumération des magistrats ayant composé la Cour d'Appel de Riom pourra paraître un peu sèche, et demanderait à être complétée par une série de biographies, que notre cadre ne nous permet point, malheureusement, d'embrasser. L'histoire de la Cour est, en effet, intimement liée à l'histoire des magistrats éminents qui la dirigèrent ou la composèrent ; et l'une devrait être suivie

de l'autre ; mais ceci nous entraînerait trop loin. Regrettons seulement, qu'entre tant d'hommes éminents comme les barons Grenier, Redon, et Favard de Langlade, MM. Pagès, Bonjean, Tailhand, de Boissieux, de Sèze, Blanche, Moisson, etc, il s'en trouve si peu, pour avoir, parmi les travaux auxquels ont donné lieu les audiences de rentrée, eu l'honneur d'une monographie. Celles qui furent consacrées soit à M. Grenier par son parent, M. l'avocat général Guyot-Dessaigne, devenu plus tard Garde des Sceaux, soit à M. Favard de Langlade, par M. le substitut Mars méritent d'être particulièrement signalées (1).

Une étude détaillée de cette élite, qui a illustré la Cour, présenterait aussi l'intérêt d'évoquer le souvenir des familles anciennes de la région, où se recruta plus particulièrement pendant trois quarts de siècle le personnel de la Cour de Riom. Les vieilles familles de robe de la province, celles dont les noms figuraient déjà parmi les membres de la Sénéchaussée ont longtemps tenu à grand honneur de se transmettre de père en fils la toge noire de l'avocat, la ceinture bleue du juge, la robe rouge du magistrat d'appel ; les fils ne rêvaient pas d'autre carrière ; les filles n'ambitionnaient pas d'autre époux qu'un auditeur ou un substitut ; et ainsi se maintenaient dans les familles, les traditions de science, de talent et d'honneur qui avaient fait, suivant les mots célèbres que nous avons relevés, de

1. Discours de 1871 et de 1876. Ils ont été publiés et sont conservés à la bibliothèque de la Cour.

la Sénéchaussée « l'un des plus beaux sièges du royaume » ; et du Barreau « un nouvel Aréopage d'Athènes ». Dans cette pépinière de la Cour, citons comme type, la famille Verny : lorsque M. Antoine Gaspard Verny, le premier des présidents de Chambre de la Cour, termina sa carrière, il avait autour de lui, son fils Claude-Amable, conseiller ; son petit-fils Alphonse, auditeur ; son gendre Pagès, procureur général ; son autre petit-fils, Émile Pagès, déjà substitut, et sur la voie qui allait le conduire à la première présidence ; son neveu, M. Vernières siégeait également comme conseiller ; et son cousin, Pierre Bernard Verny allait revêtir lui aussi la robe rouge. Et à côté des Verny et des Pagès, rappelons les Grenier et leurs alliés les de Combes, les Deval, les Tailhand, les Touttée, les Godemel, et tant d'autres qui contribuèrent à maintenir à la Cour de Riom, le grand renom et les anciennes traditions de l'antique Magistrature de notre pays.

CHAPITRE VI

LES AVOCATS

Le tableau général de l'Ordre des avocats de Riom, depuis sa fondation en 1811, a été dressé il y a vingt ans par l'un de ses membres, M. de Vissac (1) et il est donc inutile de reprendre ici son œuvre, qui serait achevée d'une façon presque complète par la lecture du tableau actuel où figurent encore plus de la moitié des avocats inscrits depuis cette époque. Nous nous bornerons donc à reproduire et à compléter la liste donnée par lui des bâtonniers de l'Ordre.

Quant à l'histoire du barreau riomois, liée plus intimement encore que celle des magistrats à l'histoire de notre Cour, elle méritait l'honneur d'une monographie spéciale qui a été ébauchée vers 1885 également par l'un de ses membres les plus distingués et les plus vénérables : M. Chirol de la Brousse, qui, inscrit au stage en 1819, était encore et pour la sixième fois, Bâtonnier de l'Ordre, lors de son décès en 1886. L'année précédente il avait publié sous le titre :

1. Lithographié chez Dalmas, Riom, 1886.

Hommage au Barreau une rapide biographie de ses plus éminents confrères déjà décédés ou ayant quitté l'Ordre: « Sauf de très rares exceptions, disait-il, l'avocat le
« plus éloquent meurt si bien tout entier (1), que le sou-
« venir de sa gloire éphémère n'est gardé que par ses
« confrères, ses amis et les témoins de ses succès ; que
« quelquefois ses petits-enfants ignorent ou ne savent
« qu'imparfaitement ce qu'il a fait et ce qu'il a été ; n'est-
« ce pas une heureuse idée que de chercher à conserver
« aussi vivace que possible et le plus longtemps possible
« son souvenir, en le faisant connaître et en le proposant
« comme exemple à ceux qui ne sont entrés dans la car-
« rière que lorsqu'il n'y était déjà plus (p. 99). »

C'est ainsi que M. Chirol de la Brousse a choisi parmi les Avocats de Riom qu'il avait tous connus, à part une dizaine décédés avant 1819, ceux qui s'étaient particulièrement distingués, depuis Beaulaton le doyen de l'Ordre (1811-1823) qui ne prenait jamais plus de 12 livres d'honoraires pour ses plaidoiries, jusqu'aux derniers disparus de 1885 qui, s'ils avaient modifié le taux des honoraires, avaient gardé les traditions de travail et d'éloquence de leur ancien.

-
1. le peintre et le poète
Laissent en expirant d'immortels héritiers,
Jamais l'affreuse nuit ne les prend tout entiers,
Mais de toi morte hier, de toi pauvre Marie....
Ce qu'il nous faut pleurer sur ta tombe hâtive,
C'est cette voix du cœur qui seule au cœur arrive.
(MUSSET, *Stances à la Malibran.*)

L'hommage au Barreau renferme les biographies de MM. Redon, Grenier, Deval, Touttée, Pagès, Delapchier Tailhand, Allemand, de Vissac, Vazeilles, Bayle, Godemel (Jacques), Bernet-Rollande (Léonard-Guillaume), Fouilhoux, Bayle-Botte, Tantillon, Chalus, Tailhand (Pierre-Claude), Barbat Du Clozel, Rouher (Louis), Rouher (Eugène), Grellet, Salveton, Rudel-Dumiral, Salvy (Firmin), Tallon (Annet), de Parieu, Leyragne, Allary, Goutay et Honoré Roux.

Nous n'oserions revenir sur cette œuvre. Il ne nous reste qu'à tenter de la compléter, de la mettre au courant comme on dit au Palais en rappelant le souvenir de M. Chirol de la Brousse lui-même et des deux anciens Bâtonniers que l'Ordre a perdus depuis 1885 (1).

M. Chirol de la Brousse a fourni au Barreau de Riom de 1819 à 1859 quarante années de sa vie. Ses confrères l'avaient appelé au Bâtonnat à quatre reprises en 1847, 1848, 1855 et 1856, lorsqu'en 1859 il les quitta pour entrer dans la magistrature où la limite d'âge vint l'atteindre sur son siège de conseiller à la Cour en 1867. Il rentra alors dans l'Ordre, dont il devint d'emblai le Doyen et dont il redevint Bâtonnier en 1884 et 1885, bien qu'ayant alors abandonné presque complètement l'exercice actif d'une profession où son âge avancé ne lui permettait plus d'exercer sa toujours jeune intelligence.

1. Ces lignes étaient déjà écrites quand s'est éteint au mois de mai, notre Doyen et ancien Bâtonnier : M^e Clausels. Son souvenir est encore trop vif parmi nous, pour qu'il soit nécessaire de rappeler son esprit, son talent, et la douleur que sa perte vient de causer à tout l'Ordre.

Relevons ces quelques lignes dans son Éloge funèbre prononcé par M. du Montat, Doyen de l'Ordre : « Messieurs, « Le vénéré Batonnier de notre Ordre, le Doyen de France, « s'est éteint dans nos rangs. Il était chargé d'années, « mais son intelligence et son cœur étaient restés remarquablement intacts, aussi peut-on dire que la mort l'a « pris tout en vie...

« Né à la fin du XVIII^e siècle, en 1797, au sein d'une « famille ancienne et distinguée, dans un temps où l'ins- « truction et les études n'étaient pas faciles comme aujour- « d'hui, il put aborder de bonne heure la carrière judi- « ciaire dans laquelle brillaient alors les de Vissac, Alle- « mand, Bayle et bien d'autres.

« A cette époque on n'arrivait que lentement au premier « rang, cependant il sut prendre dès les premières années « une place honorable qui s'aggrandit chaque jour...

« La Cour l'appela en 1862 à siéger dans ses rangs.

« Il en portait encore les insignes comme conseiller hono- « raire lorsqu'il vint à nous en 1867 pour nous appartenir « jusqu'à la fin de sa vie.

« Quel courage ! rentrer dans l'arène à l'âge de 70 ans. « Cette force ne peut se puiser que dans l'amour passionné « de la profession et du travail, dans le culte voué à l'œu- « vre de la Justice... »

A la fin de sa vie M. Chirol avait publié certaines de ses plaidoiries. Il revenait avec complaisance sur les plus enchevêtrées des causes complexes qu'il avait eues jadis à débrouiller ; et les magistrats qu'afflige parfois la longueur

des débats qui se déroulent devant eux, eussent été épouvantés s'ils avaient jeté les yeux sur les plaidoyers échangés (dans les affaires Verny d'Arbouze par exemple) par M. Chirol et par les maîtres de la Barre contre lesquels il avait lutté (1).

M. Levé du Montat comme M. Chirol interrompit après six ans d'exercice sa carrière d'avocat pour entrer dans la magistrature : le 4 septembre 1870 le trouvait Procureur Général à la Cour Impériale de Bourges et le rendit au Barreau qui avait eu ses premières affections. Il y eut bien vite un emploi important, justifié par ses qualités d'avocat que le souvenir du port de la robe rouge marquait d'une pointe de solennité, un peu démodée dans le jeune Barreau. M. du Montat, élu Bâtonnier de l'Ordre en 1880 et 1881, est mort en 1900 entouré de la vénération unanime que lui avaient valu son talent, sa bienveillance et l'intégrité de son caractère. Trois ans auparavant ses confrères avaient voulu célébrer solennellement le 50^e anniversaire de la rentrée au Barreau de M. Levé du Montat; le mauvais état de sa santé avait seul empêché que l'on donnât à cette fête confraternelle l'éclat qu'elle méritait et l'Ordre avait dû se borner à exprimer par la bouche de son chef à son

1. Ou bien encore sur les conclusions additionnelles de 30 pages (d'imprimerie) prises dans la liquidation de Suze (1844). Des conclusions de 50 pages n'étaient pas chose rare pour M. Chirol (affaires de la liquidation Grandpré, de la liquidation Maignol, etc.). Consulter à ce point de vue les deux volumes de ses œuvres conservés à la Bibliothèque des avocats.

cher et vénéré Doyen « ses regrets unanimes et le souhait
« qu'il soit conservé pendant de longues années à l'affec-
« tion de ses confrères dans ce Barreau de Riom dont il a
« été l'un des ornements. »

Il est dans les fastes du Barreau de Riom des noms qui se retrouvent toujours, des familles qui par leur fidélité à l'Ordre ont conquis le droit de cité. Les Godemel sont inscrits dans ses archives depuis 1811. M. Émile Godemel, qui ne fut jamais qu'avocat, resta inscrit sur les tableaux de l'Ordre depuis 1840 jusqu'à 1897. Le nombre de ses plaidoiries pendant ces cinquante-sept années d'exercice réel et incessant de sa profession, pourrait donner à penser que M. Godemel ne devait consacrer à chaque affaire qu'un temps restreint ; et cependant il n'est pas téméraire d'affirmer qu'il n'en fut jamais une qui n'ait été fouillée jusque dans les plus intimes replis et étudiée jusqu'à lasser même la patience du client qui n'appréciait pas ce qu'il y avait d'utile dans l'effort de son avocat. En 1890 les confrères de M. Godemel célébrèrent le cinquantième de son exercice dans un banquet auquel avaient été conviés les chefs de la Cour et tous les Bâtonniers du ressort, et M. le Premier Président Allary tint à honneur de féliciter lui-même son ancien confrère et de faire son éloge aux applaudissements unanimes d'une assemblée bien apte à apprécier la valeur de la louange. Hélas, quelques années plus tard, le 7 mars 1897, le Bâtonnier de l'Ordre, qui était alors M. Buisson, avait à adresser à M. Émile Godemel le

dernier adieu de ses confrères, et le faisait en ces termes qui nous dispenseront de plus longs commentaires :

« Celui que nous pleurons et que cette foule d'amis si
« nombreuse et si recueillie a voulu accompagner jusqu'à
« sa dernière demeure, ne fut et n'a jamais voulu être
« qu'un avocat. Mais quel avocat, Messieurs ! et en même
« temps quel homme de cœur et quel homme de bien !

« C'est un beau et consolant spectacle même au milieu
« du sombre appareil de la mort que de contempler au
« pied de ce cercueil, la noble carrière de celui qui y est
« enfermé, cette longue existence consacrée tout entière
« à l'honneur, au devoir, au labeur incessant et opiniâtre.

« Quelle vie fut mieux remplie que celle de notre con-
« frère ?

« Issu d'une famille de magistrats, l'une des plus hono-
« rables et des plus anciennes de la ville, il avait à peine
« vingt ans quand il revêtit la robe d'avocat ; et pendant
« plus d'un demi-siècle on l'a vu à la Barre, lutteur impi-
« toyable, combattre pour le droit et la justice.

« Esprit sagace et jurisconsulte d'une profondeur et
« d'une science qu'on ne connaît plus de nos jours, nul n'a
« su au même degré que lui porter la lumière dans les
« affaires les plus compliquées et les plus obscures.

« Travailleur opiniâtre, ne se rebutant jamais, il croyait
« n'avoir rien fait pour le succès de sa cause s'il avait laissé
« quelque chose à faire.

« *Nil actum*

« *Reputans si quid superesset agendum.* »

Au risque d'en concevoir quelque orgueil le Barreau de Riom pourra, le jour où sera écrite plus complètement son histoire, emprunter à l'ancien magistrat qui vint terminer sa carrière à son foyer, les lignes par lesquelles il terminait ce qui fut en quelque sorte son testament professionnel :

« J'ajoute avec bonheur, écrivait M. Chirol de la Brousse, « car j'ai toujours aimé notre profession, que notre Barreau actuel n'a point dégénéré ; que ses membres ne « sont pas au-dessous de leurs devanciers ; qu'il règne entre « eux une active émulation, source inépuisable de progrès, et que plusieurs ont acquis rapidement une notoriété que l'on obtient rarement à leur âge.

« Je constate que nous sommes toujours cette grande « famille dont les enfants sont unis par les liens de la confraternité et de l'amitié, qui, malgré quelques dissidences politiques, savent se respecter les uns les autres et « font régner la plus grande courtoisie dans leurs communications et leurs relations d'audience ; qui cherchent à « maintenir la dignité de leur profession en conservant « intacte cette indépendance que nous croyons avoir et qui « n'est souvent qu'un long esclavage ; mais qui savent que « le droit ne doit jamais dégénérer en licence et qui ont « pour devise : *Sub lege libertas* ! (1) »

1. CHIROL DE LA BROUSSE, p. 101 et 102.

Tableau des Bâtonniers de l'Ordre depuis sa fondation

MM.

- 1811-1818. — PAGÈS *Barthélemy*.
1818-1829. — ALLEMAND *Amable*.
1829-1830. — TAILHAND *Jean-Baptiste*.
1830- — GODEMEL *Jacques*.
1830-1831. — FOUILHOUX *Antoine*.
1831-1832. — DE VISSAC *Pierre*.
1833-1834. — GRENIER *Jean-Baptiste*.
1834-1835. — ALLEMAND *Amable*.
1835-1836. — DE VISSAC *Pierre*.
1836-1837. — BERNET-ROLLANDE *Léonard-Guillaume*.
1837-1840. — ALLEMAND *Amable*.
1840-1844. — DE VISSAC *Pierre*.
1844-1845. — BAYLE *Jean Charles*.
1845-1847. — CHALUS *Antoine*.
1847-1849. — CHIROL DE LA BROUSSE *Jacques-Joseph*.
1849-1850. — DU CLOZEL *Henri*.
1850-1852. — TAILHAND *Pierre-Claude*.
1852-1855. — SALVETON *Antoine*.
1855-1857. — CHIROL DE LA BROUSSE *Jacques-Joseph*.
1857-1859. — SALVETON *Antoine*.
1859-1861. — GOUTAY *Théodore*.
1861-1863. — SALVETON *Antoine*.
1863-1865. — GOUTAY *Théodore*.
1865-1867. — SALVETON *Antoine*.

- 1867-1869. — GRELLET *Félix*.
1869-1871. — SALVY *Firmin*.
1871-1872. — GOUTAY *Théodore*.
1872-1874. — GODEMEL *Émile*.
1874-1876. — ALLARY *Édouard*.
1876-1878. — SALVY *Firmin*.
1878-1880. — GOUTAY *Théodore*.
1880-1882. — DU MONTAT *Numa*.
1882-1884. — GODEMEL *Émile*.
1884-1886. — CHIROL DE LA BROUSSE *Jacques*.
1886-1887. — DE VISSAC *Marc*.
1887-1889. — SALVY *Georges*.
1889-1891. — GODEMEL *Émile*.
1891-1893. — CLAUSELS *Clodomir*.
1893-1895. — TOUTTÉE *Gabriel*.
1895-1897. — BUISSON *Ernest*.
1897-1899. — LACARRIÈRE *Armand*.
1899-1901. — GOYON *Charles*.
1901-1903. — CLAUSELS *Clodomir*.
1903-1905. — EVERAT *Édouard*.
1905-1907. — SALVY *Georges*.
1907- — TALLON *André*.

CHAPITRE VII

LISTE DES AVOUÉS, GREFFIERS ET COMMIS-GREFFIERS A LA COUR DE RIOM

Liste des avoués à la Cour.

A la création de la Cour d'appel de Riom, il avait été demandé et créé 20 charges d'avoués, dont 16 seulement furent immédiatement pourvues. Les autres ne l'ont été qu'en 1815, 1817 et 1820. Depuis, 13 ont été supprimées après leur rachat par la Compagnie. Voici le tableau des différents titulaires des études :

Entrée en charge	NOM DES TITULAIRES	Entrée en charge	NOM DES TITULAIRES	Entrée en charge	NOM DES TITULAIRES	Entrée en charge	NOM DES TITULAIRES
Création de la cour 1836	IMBERT. MONTEIX.	Création de la cour	MOUT. N-LABAS. TIDE.	Création de la cour 1820 1834	VAZEILLES. GRANET. BARSE, démisionnaire en 1859.	Création de la cour 1819 1842	GARRON. VEYSET. LHERMITTE, décédé en 1872.
	Charge supprimée en 1845.		Charge supprimée en 1858.		Charge supprimée en 1862.		Charge supprimée en 1879.
							TARDIF. BRESCHAND. GLADEL. GOMOT, décédé en 1870.
							Charge supprimée en 1879.

Liste des avoués à la Cour (suite).

Entrée en charge	NOM DES TITULAIRES	Entrée en charge	NOM DES TITULAIRES	En rce en charge	NOM DES TITULAIRES	Entrée en charge	NOM DES TITULAIRES
Création de la cour 1826	DEVÈZE. SAVARIN, décédé en 1871.	Création de la cour 1838 1854	GAYTE-LARIE. GAUDIE. MIRANDE. LADEN, décédé en 1876.	Création de la cour 1827 1846	HUGUET. CHIROL. PLACE, démisionnaire en 1879.	Création de la cour 1822 1827 1836 1857	PÉRISSEL père. PÉRISSEL fils. BONJOUR. PONS POUZOL. BAUDET. Charge suppri- mée en 1879.
	Charge suppri- mée en 1879.		Charge suppri- mée en 1879.		Charge suppri- mée en 1879.		Charge suppri- mée en 1884.
Création de la cour 1834 1838 1857 1880 1893	MARIE père. MARIE fils. COUGUET. SATURNIN. GRIMAUD. FOURGOUX.	Création de la cour 1821 1855 1863 1894	MANDET. ALLARY. DINAUMARD. ACHALME. SERRE.	Création de la cour 1821 1835 1848 1877 1894	COSTE. ALLEZARD. LADEN. LAMY. MOREL. DUCLAUX.	Création de la cour 1831 1843 1865 1901	LAFONT. ROUGIER. MICHELLET. FAURE. GOUTET.
Création de la cour 1820 1832 1828 1840 1853 1874 1888 1891	ANNAT. LEYRIT. CIBOT. LAUSSEDAI. MARCHAND. LEIRAGNE. MASSÉ. BRUN. MAUGEIS.	Pourvue en 1815 1844	JOUHANNEL. LAIME, décédé en 1878.	Pourvue en 1817 1825 1861 1867 1898	DONIOL. TAILHAUD. THIBAUD. RAPHAËL père RAPHAËL fils.	Pourvue en 1820 1835 1839	DESAFRAN. ARDENNE. DESAFRAN.
			Charge suppri- mée en 1879.				Charge suppri- mée en 1845.

Liste des Greffiers

GARRON. — An VIII. Décédé en 1816.

ARMAND. — 1816. Démissionnaire en 1827.

GARRON Georges. — 1827. Décédé en 1849.

AUBERT. — 1849. Démissionnaire en 1859.

GARRON Eugène. — 1859. Nommé greffier honoraire en 1904.

FAYOLLE. — 1904.

Liste des Commis-Greffiers

1811. — ARMAND.

1838. — BANNIARD jeune.

1811. — VITAL ALLARY.

1844. — BOUTAREL.

1811. — THÉALLIER.

1844. — ARMAND.

1811. — DÉGREMON.

1846. — DOSMAS.

1811. — LAUSSEDAT.

1846. — BENOIT.

1815. — ANNAT.

1855. — BOUYON.

1816. — GARRON.

1862. — BERTRAND.

1823. — ARMAND.

1868. — CHARBONNIER.

1825. — MICHELLET.

1868. — FAUGIER.

1827. — LAUSSEDAT.

1883. — GARRAUD.

1832. — LAGRAVE.

1890. — BOUTAREL.

1833. — BANNIARD aîné.

1894. — FONFREYDE.

1834. — LAMOUROUX.

1904. — BAYLE.

BIBLIOGRAPHIE

Pour compléter certains points de cet essai historique, voici rapidement, quelles sont les sources *principales* où l'on pourra trouver des renseignements supplémentaires.

Pour l'Introduction :

Coutumes d'Auvergne de CHABROL. (Quatre volumes, 1784.)

Histoire des Institutions de l'Auvergne, par RIVIÈRE.
(Deux volumes chez Marescq aîné. *Paris*, 1874.)

La Sénéchaussée d'Auvergne, par E. ÉVERAT. (Un volume chez Ernest Thorin. *Paris*, 1886.)

Formation et organisation du Puy-de-Dôme, par F. MÈGE.
(Un volume chez Aubry. *Paris*, 1874.)

Riom pendant la Révolution par le Dr E. ROUX. (Deux volumes chez U. Jouvét. *Riom*, 1900.)

Inventaire sommaire des Archives communales de Riom, antérieures à 1789, par F. BOYER. (Un volume chez Jouvét. *Riom*, 1892.)

Catalogue de Bibliothèque de Clermont par VIMON, etc...

Pour le Chapitre premier :

GAULTIER DE BIAUZAT, sa vie, sa correspondance, par F. MÈGE.
(Un volume chez Lechenallier. *Paris*, 1890.)

Un dossier de documents, conservés aux Archives muni-

cipales de Riom et catalogués dans l'ouvrage précité du D^r Roux. (Inédits.) Etc...

Pour les Chapitres II, III, IV :

Les registres de délibérations de la Cour, de l'Ordre des Avocats et de la Chambre des Avoués.

Les Comptes rendus généraux de l'Administration de la Justice en France publiés chaque année par le Ministère de la Justice.

Les Recueils de jurisprudence et particulièrement ceux spéciaux à la Cour de Riom.

Les collections des journaux du siècle dernier que l'on trouvera en grande partie à la Bibliothèque de Clermont.

Enfin, les registres, les plumitifs et les archives du Greffe de la Cour.

Vu : le Président de la thèse

CH. LEFEBVRE

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos.	7
PREMIÈRE PARTIE	
Histoire de la Cour.	
CHAPITRE I. — La fondation du Tribunal d'Appel . .	27
CHAPITRE II. — La Cour de Riom de l'an VIII à nos jours	57
DEUXIÈME PARTIE	
Œuvre de la Cour.	
CHAPITRE III. — Œuvre de la Cour en matière civile.	102
CHAPITRE IV. — Les affaires pénales à la Cour de Riom	138
TROISIÈME PARTIE	
Magistrats, avocats, etc., à la Cour de Riom.	
CHAPITRE V. — Les magistrats riomois.	179
CHAPITRE VI. — Les avocats	206
CHAPITRE VII. — Liste des avoués-greffiers et commis- greffiers	216
Bibliographie.	219

